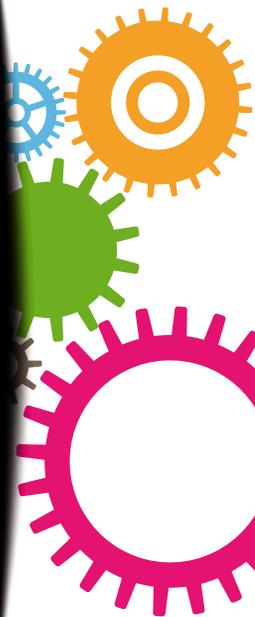


Rapport d'activité



Toutes nos énergies pour vous

Rapport
d'activité
2012



Sommaire

- > 06 Entretien avec le Directeur Général
- > 08 2012 en bref
- > 12 Faits marquants
- > 16 Chiffres clés
- > 18 Comité de Direction Générale
- > 20 Gouvernance
- > 24 Périmètre d'intervention
- > 25 Projets phares 1997-2012

28

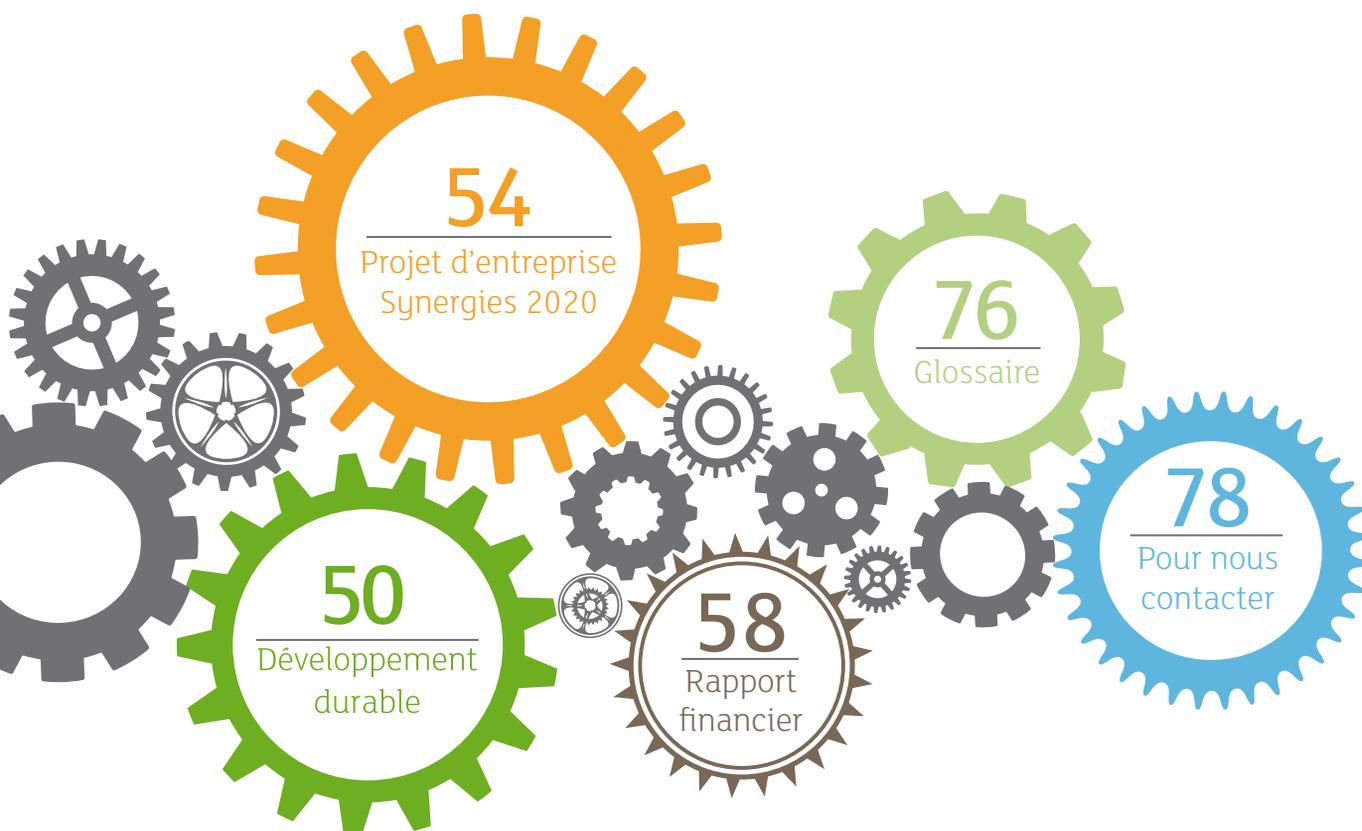
Investissements et activités sectorielles 2012

- > 29 Investissements
- > 30 Exploitation Eau
- > 32 Exploitation Assainissement
- > 34 Exploitation Électricité
- > 36 Exploitation Éclairage public

38

Services à la clientèle et activités supports

- > 39 Services à la clientèle
- > 42 Ressources humaines
- > 44 Système d'Information
- > 46 Communication
- > 48 Démarche Qualité



Entretien avec le Directeur Général

« Synergies 2020, c'est une mobilisation renouvelée à la hauteur des défis à venir. »



Jean-Pascal Darriet
Directeur Général

L ydec a initié un projet d'entreprise important en 2012, appelé Synergies 2020. Quelles en sont les raisons ?

L'environnement et le contexte dans lequel se trouve Lydec évoluent à grande vitesse. Les attentes de nos clients et partenaires n'ont jamais été aussi fortes, en termes de qualité de service, de proximité et d'engagement. Nous avons, plus que jamais, besoin d'avoir une entreprise engagée, cohérente, transparente et réactive, qui agit dans l'intérêt des casablancais. Lydec a toujours su impulser les réponses adéquates à chaque étape de son développement. Aujourd'hui, il nous a paru nécessaire d'initier un projet d'entreprise fédérateur, qui mobilise l'ensemble de nos collaborateurs autour d'orientations communes, partagées et concrètes visant à prendre la pleine mesure des défis qui nous attendent dans l'avenir.

Aujourd'hui, quelles sont les nouvelles orientations stratégiques de Lydec ?

Avant de décliner les grandes orientations stratégiques de Synergies 2020, je souhaite revenir sur la construction du projet.

Nous avons réalisé, dans un délai de 3 mois, une vaste opération d'écoute à 360° qui a concerné toutes les parties prenantes. Ainsi, les collaborateurs, les clients, les partenaires, les élus et autorités, les fournisseurs... ont eu la possibilité d'exprimer leur point de vue sur Lydec. L'objectif étant de faire le point sur le chemin accompli à travers un bilan des stratégies et projets passés et une évaluation de l'expérience antérieure pour établir une cartographie des attentes des parties prenantes. De plus, nous sommes à mi-parcours du contrat de gestion déléguée, ce qui rend d'autant plus nécessaire cette initiative, qui a été très bien accueillie par l'ensemble des parties concernées.

Cette démarche d'écoute a été suivie d'une phase de construction à laquelle ont participé pratiquement l'ensemble des collaborateurs de Lydec, regroupés en divers comités et groupes de travail.

De ce processus, trois orientations stratégiques prioritaires majeures ont émergé :

- > Etre à l'écoute et au service de nos clients ;
- > Etre le partenaire quotidien des collectivités et de leurs habitants ;
- > Etre la référence professionnelle durable des entreprises de service public.

Pouvez-vous nous expliquer davantage ces 3 orientations stratégiques ?

La première orientation stratégique traduit l'attention permanente que nous devons accorder à nos clients, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent. Nos clients sont au centre de nos préoccupations et nous devons le leur démontrer chaque jour en prenant des engagements précis auprès d'eux.

La deuxième orientation stratégique nous positionne davantage comme un acteur majeur et structurant des territoires dans lesquelles nous opérons. Etre le partenaire quotidien des collectivités et de leurs habitants signifie à la fois que nous nous plaçons aux côtés des décideurs et gestionnaires pour anticiper et prévoir les évolutions de la ville, et en même temps au plus près des besoins quotidiens des Casablancais.

Enfin, la troisième orientation stratégique recentre notre action sur ce qui nous a toujours fortement distingué : notre professionnalisme et notre expertise en matière de service public. Nous avons la chance d'être adossé à un grand groupe international et de disposer parallèlement de compétences marocaines pointues et expérimentées. Lydec est rarement remise en cause sur sa capacité à assumer ses métiers de base. Nous devons cultiver ce précieux capital pour entretenir la confiance qui est placée en nous.

Ces trois orientations fixent le cap en explicitant les enjeux et les objectifs de Lydec dans les années à venir. Enfin, la mise en œuvre de notre projet d'entreprise bénéficie d'une mobilisation collective des collaborateurs qui sont très fiers des métiers de leur entreprise.

Concrètement, comment se déroulera la mise en œuvre du projet Synergies 2020 ?

Le projet Synergies 2020 est fortement orienté vers l'action. C'est d'ailleurs la condition de sa réussite. Nous avons travaillé sur 6 enjeux qui nous paraissent importants et qui découlent des orientations stratégiques. Un des enjeux principaux est de consacrer une place importante au client. Les autres enjeux concernent les ressources humaines, l'excellence opérationnelle, mais aussi d'autres axes vitaux tels que l'image et la culture d'entreprise, la responsabilité sociétale, ou encore l'évolution du contrat de gestion déléguée.

Ces 6 enjeux donnent naissance à 32 projets concrets s'appuyant sur une structure de pilotage et de décision produisant des plans d'action opérationnels. Ils répondent à des besoins réels de l'entreprise. Les projets sont régulièrement examinés par le comité de suivi des projets stratégiques pour vérifier l'état d'avancement, la pertinence des orientations, la nécessité de réajustements...

Aujourd'hui, ce passage de l'abstrait au concret est en cours et vécu par l'entreprise et ses collaborateurs. Il s'agit de créer une dynamique collective de l'ensemble du corps social. Synergies 2020 aura besoin de temps pour être complètement mis en œuvre et pour qu'on en ressente les résultats, même si nous avons des indicateurs pour mesurer rapidement son impact. Je serai définitivement satisfait le jour où j'aurai constaté que les 32 projets stratégiques rayonnent et se répercutent directement sur le terrain.

Un des enjeux stratégiques est dédié à la révision du contrat de gestion déléguée. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Je rappelle que la révision du contrat, prévue dans le contrat de gestion déléguée, est une étape importante et nécessaire tant pour l'Autorité Délégante que pour Lydec.

Actuellement, nous sommes dans une phase préparatoire qui consiste à faire l'état des lieux à travers un audit mené par l'Autorité Délégante. Lydec s'inscrit dans une logique de transparence et un esprit de coopération.

Les résultats de l'audit seront partagés par l'Autorité Délégante et Lydec.

Cette opération permet de dresser le bilan des cinq dernières années afin de déterminer l'avancement des engagements contractuels et d'évaluer l'évolution des hypothèses ayant permis d'établir ces engagements il y a 6 ans. L'objectif est de mesurer l'impact de ces évolutions sur la performance du service délégué, les résultats de l'entreprise et sa capacité à financer les nouveaux investissements.

Cet exercice doit, notamment, permettre de fixer de nouveaux engagements en prenant en compte l'évolution du contexte de la ville ainsi que les attentes des habitants, avec une vision à plus long terme. Il faudra donc identifier les hypothèses qui nécessitent d'être corrigées et celles qui émergent à présent, telles que les engagements de service, la capacité d'investissement ou le choix du modèle économique.

En effet, l'accélération du développement de l'agglomération de Casablanca a généré des besoins supérieurs à ceux prévus initialement dans le contrat de gestion déléguée.

Nous devons être capables de voir dans les années à venir les conséquences de l'extension de la ville et leurs répercussions en termes d'engagement de Lydec. Cela posera des interrogations, notamment sur l'harmonisation des périmètres de distribution d'eau et d'électricité, dans les secteurs où ils ne le sont pas aujourd'hui. Dans ces secteurs, nous avons la charge en investissement sur les métiers Eau, très coûteuse, et ne disposons pas des recettes en électricité, qui participent à l'équilibre de notre modèle économique.

Nous chercherons également à améliorer continuellement le rendement du réseau, la qualité des chantiers ou encore le niveau des études pour répondre aux enjeux d'extension de la ville.

Quelles sont les évolutions auxquelles sont soumises la ville et Lydec ?

Notre entreprise a un rôle extrêmement structurant au sein de la collectivité et elle gère des services essentiels, anticipe et accompagne le développement de la plus grande agglomération du Royaume. Le Grand Casablanca est en constante transformation. La ville prévoit le doublement de sa surface sur les 15 prochaines années. Je constate par ailleurs que les projets d'urbanisation n'ont jamais été aussi nombreux aujourd'hui que par le passé. Outre les enjeux que cela implique dans le cadre de la révision du contrat de gestion déléguée, cette évolution nous pousse à anticiper et à nous projeter toujours plus loin pour assurer la mission très exigeante qui nous a été confiée. Lydec s'affirme plus que jamais comme le partenaire des décideurs et intervenants de la ville pour apporter les réponses adéquates à leurs attentes et à celles de ses habitants.



2012 en bref

En 2012, Lydec a vécu plusieurs événements majeurs, notamment le lancement du nouveau projet d'entreprise. Synergies 2020 a été construit et enrichi au cours de l'année 2012 et aujourd'hui, ce sont trois orientations stratégiques et un socle commun, 6 enjeux majeurs et 32 projets qui orientent les activités de Lydec.

L'un des enjeux majeurs de Synergies 2020 est le contrat de gestion déléguée. Ce dernier doit faire l'objet d'une révision quinquennale à l'horizon de 2013. Cet événement sera une étape importante et nécessaire pour faire le point sur le respect des engagements contractuels des parties, pour actualiser les hypothèses techniques et économiques et pour mesurer l'impact de ces hypothèses sur la performance et la qualité des services délégués.

En 2012, Lydec a connu une forte dynamique d'investissement et ce, pour tous ses métiers. L'entreprise a mis en place une stratégie d'investissement qui repose sur le renouvellement et l'extension des réseaux relatifs aux quatre métiers. L'assainissement reste au premier rang des investissements et affiche une hausse de près de 32% par rapport à 2011.

Lydec est devenue par ailleurs la deuxième grande entreprise marocaine à obtenir la certification ISO 27001 pour son Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) par AFNOR et IMANOR.

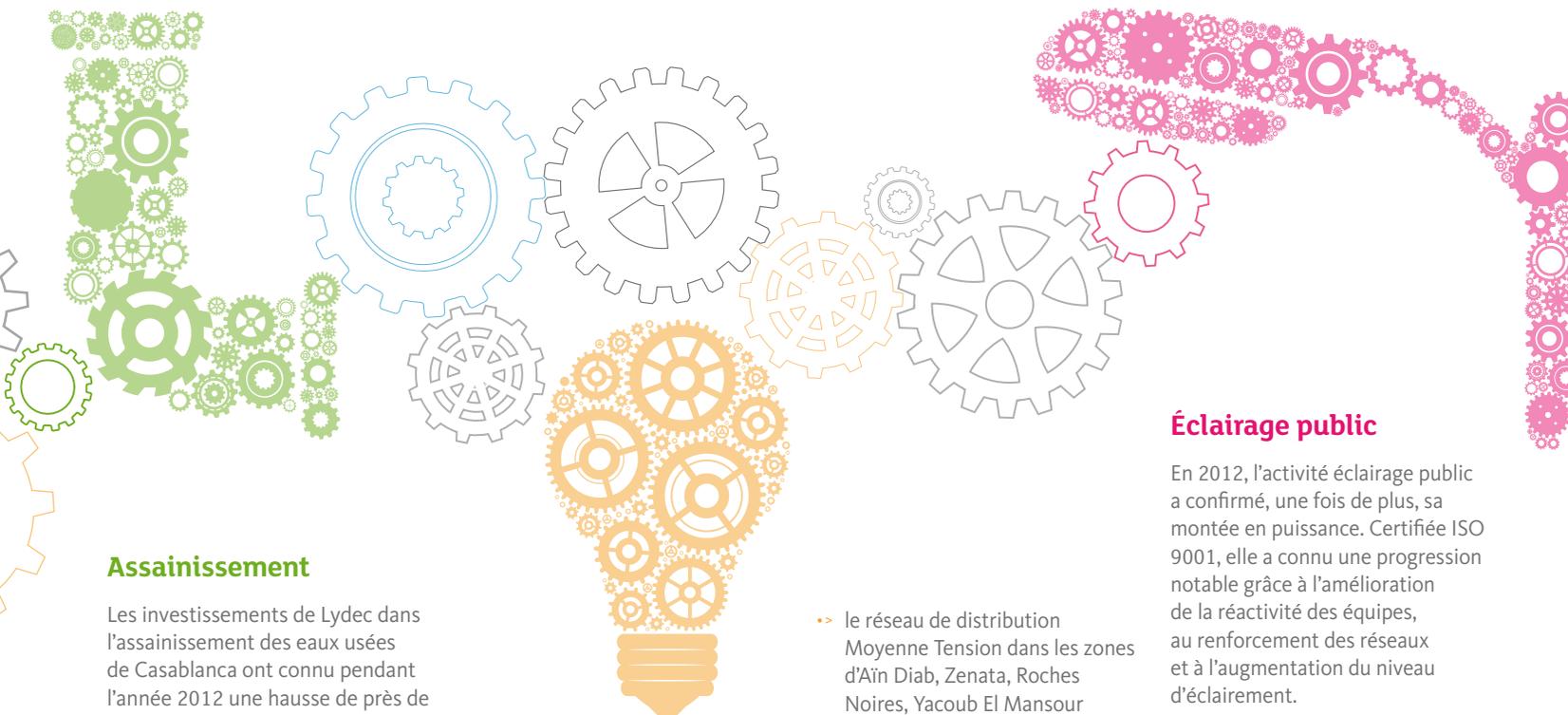
Eau potable

Lydec veille au quotidien à garantir la qualité de l'eau et à préserver la ressource. En 2012, elle a inauguré son nouveau laboratoire d'analyses des eaux, Labelma, et a poursuivi ses efforts pour améliorer le rendement du réseau eau.

En 2012, Lydec a mené des actions majeures :

- > la présentation, le 22 mars 2012, du nouveau laboratoire d'analyses des eaux, Labelma, à 25 journalistes. Afin de garantir une eau potable de qualité à tous ses clients, le laboratoire a réalisé plus de 76 000 analyses de type bactériologique et physico-chimique. En parallèle, le laboratoire veille également à l'amélioration du goût de l'eau. Une vaste étude portant sur les qualités organoleptiques de l'eau a été lancée, avec le concours du Centre international de recherche sur l'eau et l'environnement ;

- > le déploiement des capteurs de pression sur les points sensibles du réseau de distribution. Cette technologie GSM avancée permet de surveiller, jour et nuit, le réseau ;
- > la couverture de la totalité du réseau du Grand Casablanca par la sectorisation permanente et périodique. Cette méthode consiste à segmenter les réseaux d'eau potable pour mieux assurer leur contrôle ;
- > le renouvellement du réseau d'eau potable, principalement dans le quartier de l'ancienne Médina de Casablanca, a été poursuivi en 2012.



Assainissement

Les investissements de Lydec dans l'assainissement des eaux usées de Casablanca ont connu pendant l'année 2012 une hausse de près de 32% par rapport à 2011. Cette forte progression est principalement due à l'avancement notable de certains grands chantiers de dépollution, notamment :

- l'achèvement des travaux de la station d'épuration de Médiouna et sa mise en eau le 4 janvier 2013. La station est dimensionnée pour 40 000 équivalent habitant et utilise la technologie membranaire, pour la première fois au Maroc ;
- les travaux du transfert des eaux usées de la commune de Dar Bouazza vers la station El Hank, en cours de finalisation : il s'agit de la construction de 42 km de réseau, de 10 stations de relèvement pour les eaux usées et de 8 ouvrages de rejet en mer pour les eaux pluviales ;
- le chantier de dépollution de la côte Est de Casablanca, qui a progressé significativement au cours de l'année. Lancé en 2011, cet ouvrage a pour objectif de protéger les habitants des rejets d'eaux usées, ainsi que de préserver l'écosystème côtier. La mise en eau du projet est prévue pour décembre 2014.

Par ailleurs, en 2012, Lydec a renforcé ses actions pour prévenir les risques de dégradation des ouvrages et optimiser la capacité de transfert du réseau d'assainissement.

Électricité

Lydec est confrontée, chaque année, à une plus forte demande d'électricité. Cette hausse est principalement liée à la croissance démographique et à l'équipement croissant des ménages en appareils électriques. L'entreprise doit faire face à cette demande en renouvelant et renforçant ses infrastructures d'électricité.

En 2012, d'importantes actions ont été menées :

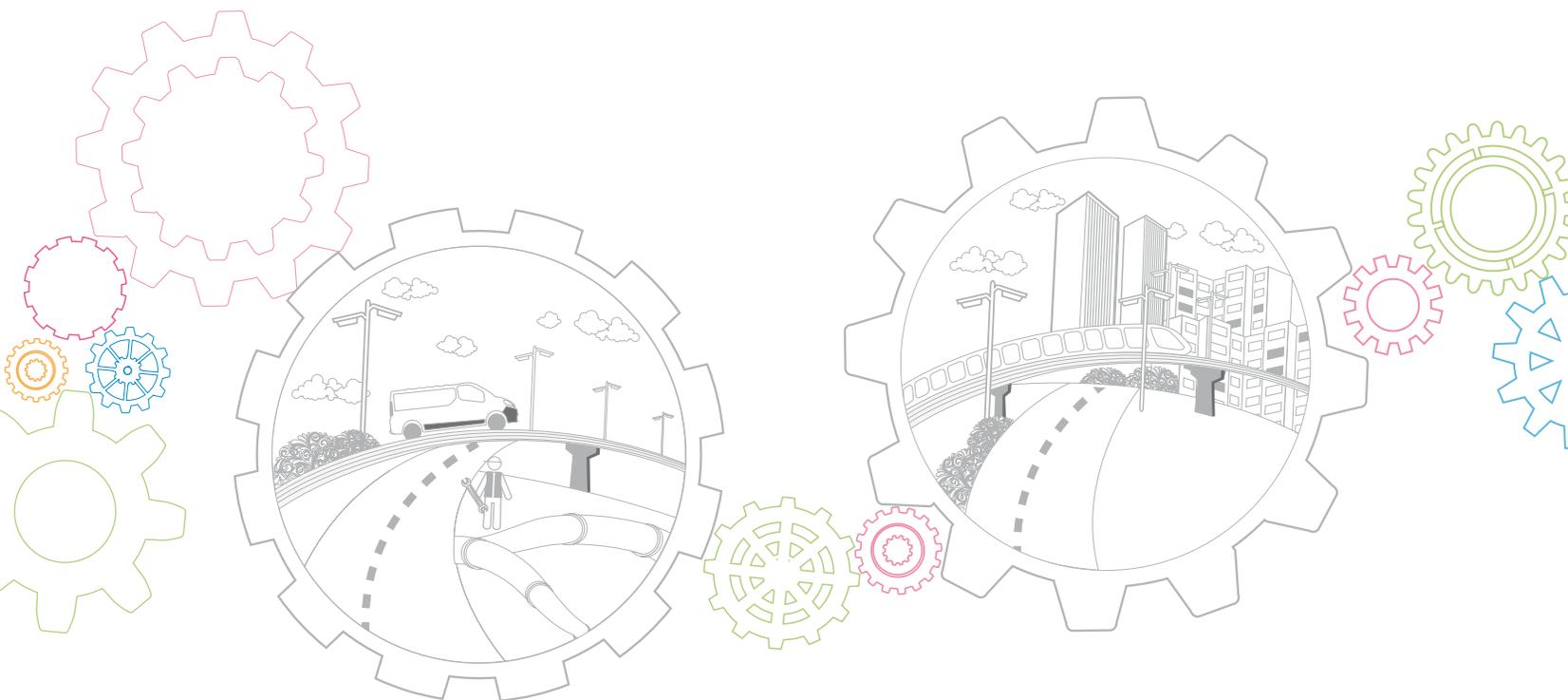
- la puissance électrique des postes sources du centre-ville de Casablanca a été renforcée ;
- la réhabilitation du poste source Camiran a été finalisée. L'opération a consisté à mettre en service deux transformateurs de 40 MVA chacun, afin de délivrer une tension normalisée de 20 kV ;

- le réseau de distribution Moyenne Tension dans les zones d'Aïn Diab, Zenata, Roches Noires, Yacoub El Mansour et Sidi Belyout a été renouvelé, renforcé et sécurisé ;
- 133 postes de distribution du centre-ville ont été équipés de cellules étanches, une opération qui va diminuer les impacts des inondations sur ces ouvrages et, ainsi, sécuriser l'alimentation des clients ;
- 47 postes, dans la zone d'Aïn Diab, alimentés sous tension 5,5 kV, ont été affectés sous tension 20 kV. Cette opération a été lancée pour réduire les pertes d'énergie des câbles Moyenne Tension et préserver la continuité de service aux clients.

Éclairage public

En 2012, l'activité éclairage public a confirmé, une fois de plus, sa montée en puissance. Certifiée ISO 9001, elle a connu une progression notable grâce à l'amélioration de la réactivité des équipes, au renforcement des réseaux et à l'augmentation du niveau d'éclairage.

- la décentralisation de l'activité dépannage, au niveau des Directions Préfectorales, s'est achevée au premier semestre 2012. Cette opération permet une meilleure réactivité des équipes d'intervention, une plus grande proximité avec le client et enfin l'optimisation de la gestion des ressources matérielles... 72 agents ont été recrutés et formés pour mener à bien cette décentralisation, ainsi que 10 agents « El Mounir » pour détecter toutes les anomalies sur les candélabres ou les autres équipements de Lydec ;
- Lydec a renouvelé 12,6 km de réseau, en remplaçant 537 candélabres et 740 luminaires. Le réseau d'éclairage public a également été étendu de 10 km pour supprimer certains points sombres. Cela a nécessité le placement de 226 candélabres et de 350 luminaires ;
- Par ailleurs, Lydec a introduit en 2012 une nouvelle mesure : le niveau d'éclairage. Utilisé pour la première fois au Maroc, ce dispositif fait appel à une technologie de pointe qui permet de mesurer encore plus précisément le niveau de service de l'éclairage public.



Services à la clientèle

En 2012, Lydec place haut ses ambitions pour le service à la clientèle. Des outils perfectionnés, tels que le Personal Digital Assistant pour relever les compteurs, le nouveau site Internet ou l'application mobile Lydec, lui ont permis d'améliorer le service de proximité. Certains outils, comme le système numérique du dispositif téléphonique ou le référentiel d'adresses partagées, renforcent en interne l'efficacité du service. Le réseau dédié au service se développe aussi : la répartition des Espaces Services dans les territoires a été optimisée et une cellule dédiée aux habitants des quartiers informels a été mise en place. Le projet Synergies 2020 rehaussera encore le niveau de service, puisqu'une écoute de toutes les parties prenantes et de tous les clients a été entreprise et traduite en plans d'actions opérationnels.

Ressources humaines

Renouveler les effectifs, mais aussi écouter les collaborateurs, mettre en place les formations les plus adaptées et accompagner au mieux les carrières... en 2012, les ressources humaines renforcent leurs actions sur tous les plans. En raison de la moyenne d'âge élevée des collaborateurs, Lydec poursuit sa politique de recrutement. 500 collaborateurs doivent intégrer l'entreprise d'ici 2017. Par ailleurs, Lydec suit de plus près les attentes des collaborateurs, en lançant notamment, dans le cadre du projet Synergies 2020, une vaste opération d'écoute interne. Pour mieux définir les perspectives d'évolution des salariés, elle a mis en place une démarche « Compétences ». Consciente que la formation est une clé de l'évolution, elle renforce et formalise le transfert de savoirs et renouvelle entièrement son offre de formation. En 2012, 70 000 heures de formation ont porté, encore davantage, sur les activités cœur de métier et les activités récentes de l'entreprise.

Santé et sécurité

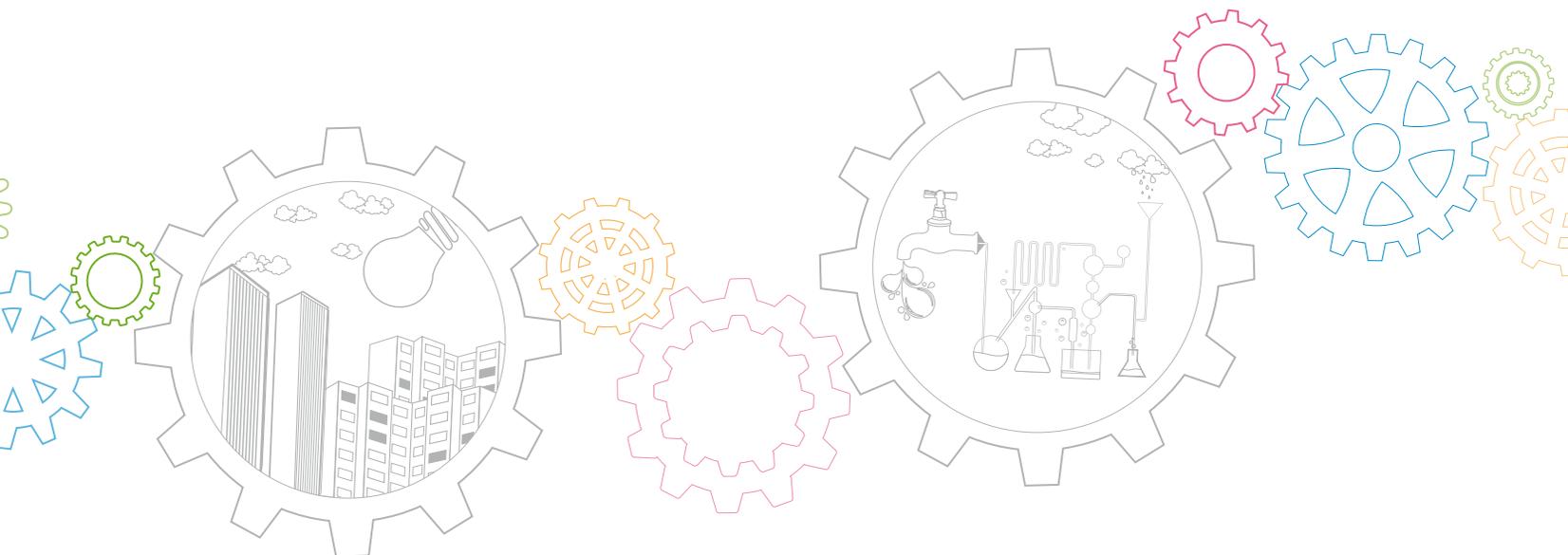
A fin novembre 2012, les taux de fréquence et de gravité sont en amélioration par rapport à 2011 (respectivement de 1,43 et 0,04). Ces résultats positifs démontrent que Lydec est engagée dans une dynamique de santé et de sécurité efficace. Ainsi, en 2012, l'entreprise a lancé une démarche de certification OHSAS 18001 et NM 00.5.801 (Norme Marocaine). Les collaborateurs sont sensibilisés à ces enjeux par une campagne de communication interne. Enfin, le système de santé et de sécurité au travail a été reconnu en décembre 2012, lors de l'audit de certification.

Système d'Information

2012 est marquée par le déploiement d'un Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI). Une vaste campagne de communication soutient cette mise en place. Fin 2012, Lydec obtient la certification ISO 27001 qui reconnaît la qualité de ses processus. Autre système développé en 2012, le SIG, système de reporting des activités métier basé sur la géographie, a été récompensé par le Trophée Innovation du groupe Suez Environnement.

Chantiers

En 2012, Lydec améliore l'organisation de la conduite de ses chantiers : une direction Travaux, qui réunit les unités travaux des différentes directions, est créée. Concernant l'eau potable et l'assainissement, Lydec a poursuivi sa politique de renouvellement du réseau. En parallèle, le réseau de distribution s'est étendu à de nouveaux lotissements. La finalisation du projet du tramway de Casablanca a encore mobilisé l'entreprise en 2012. Elle a, en effet, poursuivi ses travaux pour déplacer les conduites d'eau et d'assainissement et alimenter les stations en électricité.



Pour plus de sécurité et pour améliorer la qualité de ses chantiers, Lydec a mis en place un système d'évaluation de ses entreprises sous-traitantes. Elle a contrôlé plus de 200 chantiers et organisé des séminaires d'information réguliers. Ainsi, 70 représentants de ces entreprises ont assisté à la remise des trophées « Ouarche Namoudaji » (chantier exemplaire).

Lors de cette deuxième édition, trois entreprises ont été récompensées pour leur respect des règles de sécurité au travail et pour avoir monté des chantiers propres, ne gênant pas les riverains.

Information aux clients

Pour mieux informer ses clients, mais aussi pour les sensibiliser à la préservation de l'environnement, des numéros spéciaux du magazine « Lydec et Vous » ont été édités. Une campagne de sensibilisation à la maîtrise des consommations d'eau et d'électricité a également permis de faire davantage prendre conscience aux clients de la rareté des ressources et les inciter à en faire un usage rationnel.

Synergies 2020

Ce nouveau projet d'entreprise a été mis en place au second semestre. Son but : que les collaborateurs partagent une même vision, alignée avec les objectifs stratégiques de l'entreprise. Pour ce faire, Synergies 2020 adopte une démarche participative. Le projet s'appuie sur une évaluation de l'existant et une écoute des attentes de toutes les parties prenantes. En interne, le projet d'entreprise a été accompagné par un dispositif de communication tout au long de sa construction et de son déploiement.

Certification ISO 27001

Lydec est la deuxième grande entreprise marocaine à obtenir la certification ISO 27001 pour son Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI). La certification a été délivrée par AFNOR et IMANOR en décembre 2012.

Gestion de crise

Le dispositif de crise s'est nettement amélioré. Lydec a mis en place de nouveaux outils reliés au Système d'Information Géographique. Ces outils permettent une meilleure localisation des moyens d'intervention et un meilleur déploiement des équipes sur le terrain.

Par ailleurs, pour maintenir le niveau de mobilisation et d'entraînement des unités d'intervention, Lydec a procédé à des exercices de crise.

Dialogue social

Une charte de mobilité interne a été conclue avec les partenaires sociaux pour renforcer la mobilité interne au sein de Lydec. La charte rassemble les conditions, les droits et les devoirs de chaque partie prenante dans le processus de mobilité interne.

Par ailleurs, un protocole d'accord a été conclu avec les partenaires sociaux au profit du métier de releveur. Il a porté sur les conditions d'exercice du métier et sur les dispositions relatives à la prise de relève.

70 000

70 000 heures de formation ont été dispensées aux collaborateurs par Lydec en 2012. L'entreprise a renouvelé son offre de formation pour l'orienter davantage vers les activités cœur de métier.

55% des heures de formation ont été assurées par une équipe de formateurs internes compétents, qualifiés et véhiculant les valeurs de l'entreprise.

Trophée « Top Performer RSE »

En 2012, Lydec a été reconnue « Top Performer RSE » par Vigéo Maroc dans la catégorie « Droits de l'Homme, promotion de l'égalité », notamment pour son engagement en faveur de la diversité.

1 900

1 900 enquêtes sur les rejets industriels ont été réalisées par Lydec en 2012. L'entreprise poursuit activement sa politique de contrôle des rejets. Dans le cadre de sa collaboration avec les entreprises industrielles, elle a conclu 110 nouvelles conventions de rejet et a assuré 480 opérations d'assistance technique personnalisées.

74%

C'est le taux de satisfaction moyen de la qualité de service (hors facteur tarif) de Lydec. Dans le cadre du projet Synergies 2020, plusieurs enquêtes ont été effectuées et ont mis en évidence des points forts et des axes d'amélioration.

13 milliards de DH

C'est le montant investi par Lydec depuis 1997 pour l'accompagnement du développement du Grand Casablanca et l'amélioration de la qualité du service aux clients.

Faits marquants



> Janvier

- > 5 janvier : inauguration de Labelma, le nouveau laboratoire d'analyses des eaux de Lydec. Lancement de la démarche d'accréditation à la norme ISO 17025.
- > 10 janvier : tenue d'un Comité de Nomination et Rémunération exceptionnel. Présentation de la candidature de Jean-Pascal Darriet à la succession de Jean-Pierre Ermenault en tant que Directeur Général de l'entreprise.
- > 15 janvier : création d'une nouvelle fonction « El Mounir », agents en charge de veille pour détecter toute anomalie liée à l'activité de Lydec sur la voie publique (ex : luminaire en panne, plaque d'assainissement descellée...).
- > 18 janvier : remise de l'accréditation ISO 17025 pour le Centre Technique de Métrologie par le Ministère de l'Industrie.
- > 24 janvier : rencontre avec la FNPI (Fédération Nationale des Promoteurs Immobiliers) dans le cadre des travaux de la commission de normalisation et développement durable. Objectif : renforcer le partenariat de Lydec avec les promoteurs-aménageurs.
- > 30 janvier : Lydec est récompensée par Vigeo Maroc qui lui remet le trophée « Top Performer RSE », dans la catégorie « Droits de l'Homme, promotion de l'égalité », notamment pour son engagement en faveur de la diversité.

> Février

- > 10 février : réception d'une lettre de notification de l'Autorité Délégante demandant à Lydec le versement d'une somme de 546 MDhs et des redressements comptables pour un montant de 892 MDhs, suite aux conclusions du rapport d'audit de la gestion déléguée sur la période

1997-2006. Le 20 octobre 2011, après avoir procédé à la relecture contradictoire des rapports des auditeurs, Lydec avait réfuté l'ensemble des points soulevés dans un dossier de réponses détaillé adressé à l'Autorité délégante.

- > 15 février : Lydec ré-affirme cette position dans un courrier officiel adressé à l'Autorité délégante, contestant sur la forme comme sur le fond l'ensemble des conclusions de ce rapport.
- > 15 février : tenue d'un Conseil d'Administration d'arrêtés des comptes 2011. Ce conseil a été précédé, le 14 février, d'un Comité d'Audit et d'un Comité d'Ethique et Développement Durable. Adoption par le Conseil d'Administration de la charte de l'administrateur.
- > 17 février : remise au Ministère de l'Intérieur et au Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement d'un dossier sur l'ensemble des enjeux de la gestion déléguée. Ce dossier a été réalisé conjointement avec la DRSC, suite à une demande officielle adressée aux Régies et Délégués.



- > Du 20 au 23 février : participation de Lydec au 16^{ème} Congrès de l'Association Africaine de l'Eau à Marrakech sur les thèmes des apports des systèmes d'information aux services d'approvisionnement multiples et la réduction des eaux non facturées.
- > 28 février : mise en place d'une nouvelle plateforme opérationnelle au sein du Bureau Central de Conduite permettant d'optimiser la gestion à distance des réseaux.

> Mars

- > Du 12 au 16 mars : présentation lors du Forum Mondial de l'Eau à Marseille du projet INDH-Inmae et des enjeux d'accès à l'eau pour les populations défavorisées.
- > Du 20 au 22 mars : à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, pour sensibiliser le public à la préservation de la ressource et l'informer sur le contrôle de la qualité de l'eau, Lydec a animé un atelier sur la distribution de l'eau en présence de 25 journalistes avec visite du nouveau laboratoire Labelma, présentation du 1^{er} jury de goûteurs d'eau au Maroc et organisation d'une séance de dégustation.
- > 27 mars : distinction de Lydec aux « Trophées de l'Innovation Suez Environnement ». L'entreprise obtient le Grand Prix pour son application mobile pour smartphones.

> Avril

- > Du 6 au 8 avril : participation de Lydec, partenaire de la Ville, aux « Journées du Patrimoine », pour la deuxième année consécutive.
- > 19 avril : organisation d'un séminaire des sous-traitants travaux et remise des trophées « Ouarche Namoudaji » aux meilleures entreprises sous-traitantes de l'année 2011.

> Mai

- > 14 mai : tenue d'un Conseil d'Administration qui a notamment entériné la nomination de Jean-Pascal Darriet en tant que Directeur Général de Lydec.
- > 15 mai : lancement par Jean-Pascal Darriet du projet d'entreprise Synergies 2020. Objectif : que les collaborateurs partagent une même vision, alignée avec les objectifs stratégiques de l'entreprise. Lancement d'une démarche d'écoute de l'ensemble des parties prenantes de l'entreprise.

> Juin

- > 1^{er} juin : création de la Direction Travaux qui regroupe désormais toutes les activités travaux afin d'améliorer l'efficacité des chantiers et la répartition des compétences et des expertises.
- > 10 juin : participation à la Caravane Casa Environnement, à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Environnement.
- > 20 juin : signature d'une convention avec la Commune Urbaine de Casablanca, la société Casa Aménagement et des représentants des personnels des Parcs des Jeux, visant la régularisation de la situation des salariés des espaces de loisirs de Casablanca.
- > 21 juin : tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de Lydec portant sur l'approbation des comptes et du rapport de gestion relatif à l'exercice 2011.
- > 23 juin : lancement de la 10^{ème} édition du programme « Plages Propres » sur la plage Lalla Meryem (jusqu'au 3 septembre), parrainée par Lydec en partenariat avec la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement.
- > 25 juin : organisation d'une conférence-débat sur le thème « La gestion des crises majeures pour les opérateurs d'infrastructures vitales », en présence des directeurs de Lydec et de Christian Sommade, Délégué Général du Haut Comité français pour la Défense Civile. Les fournisseurs stratégiques de Lydec (ONEE, SEOER, opérateurs télécoms et prestataires travaux stratégiques) y ont été associés.
- > 26 juin : organisation d'un exercice de simulation de crise sur le réseau d'eau potable.
- > Fin juin : décentralisation achevée du dépannage de l'éclairage public au sein des 7 Directions Préfectorales de Lydec.



> Juillet

- >> 19 juillet : remise aux autorités d'un dossier complet sur le dispositif de gestion de crise de Lydec.
- >> 24 juillet : lancement d'une campagne de sensibilisation des clients à la maîtrise des consommations d'eau et d'électricité : *«L'eau et l'électricité sont des ressources précieuses, consommons-les avec sagesse !»*.
- >> Collaboration avec l'ONEP, suite à la canicule de l'été 2012, afin de sécuriser l'approvisionnement en eau et de surveiller l'état des stocks d'eau potable.
- >> Mise en place de la nouvelle organisation de la Direction Éclairage public.

> Septembre

- >> 6 septembre : tenue d'un Conseil d'Administration pour l'arrêté semestriel des comptes. Ce conseil a été précédé par la tenue d'un Comité d'Audit et d'un Comité d'Ethique et Développement Durable.
- >> Réalisation d'une vaste écoute interne auprès de tous les salariés, dans le cadre du projet d'entreprise Synergies 2020.
- >> Adoption d'une Charte de mobilité pour encourager la mobilité interne au sein de Lydec.
- >> 27 septembre : définition des orientations stratégiques du projet d'entreprise Synergies 2020 par le Comité de Direction Générale.

> Octobre

- >> Du 1^{er} au 9 octobre : organisation de la 2^{ème} édition de la Semaine du Développement Durable, événement interne destiné à encourager les collaborateurs à œuvrer en faveur du développement durable.
- >> Publication d'une nouvelle édition du Guide client. Le guide a été actualisé pour faciliter les démarches des clients dans le cadre de leur relation avec Lydec.
- >> 15 octobre : tenue d'un Comité de Nomination et Rémunération.
- >> 31 octobre 2012 : concernant les conclusions de l'audit de la gestion déléguée 1997-2006, transmission par Lydec d'un rapport d'expertise indépendant, complété par une analyse juridique d'un cabinet de la place. Lydec a sollicité, dans le même temps, la tenue d'une réunion pour une résolution à l'amiable de ce dossier, dans le cadre des dispositions prévues par le contrat de gestion déléguée.



> Novembre

- > 29 et 30 novembre : tenue du Comité d'Orientation de Lydec regroupant près de 150 collaborateurs, directeurs et chefs de département de Lydec, dans le cadre de la réflexion sur le projet d'entreprise Synergies 2020.
- > Du 12 au 18 novembre : démarrage des Ateliers Ergapolis dont Lydec est le partenaire officiel. Des étudiants issus de différents cursus sont invités à proposer des solutions d'aménagement urbain pour réhabiliter les Abattoirs de Casablanca.

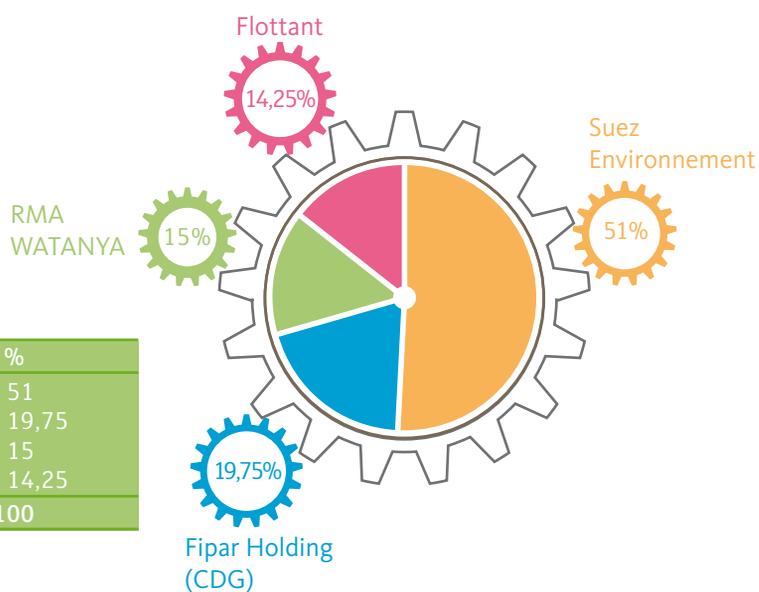
> Décembre

- > 6 décembre : tenue d'un Conseil d'Administration d'examen des résultats prévisionnels de l'exercice 2012 et d'approbation du budget 2013. Ce conseil a été précédé, le 5 décembre, d'un Comité de Nomination et Rémunération.
- > 6 décembre : intervention de Lydec, en présence de son Directeur Général, lors de la session extraordinaire du Conseil de la Ville de Casablanca sur les mesures de protection de la ville contre les inondations.
- > Après audit de certification ISO 27001, Lydec devient la deuxième grande entreprise marocaine à faire certifier son Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) par les deux organismes AFNOR et IMANOR.
- > Obtention de la certification OHSAS 18001 version 2007 et NM 00.5.801. L'audit de certification a été mené conjointement par les deux organismes IMANOR et AFAQ AFNOR.
- > Reconduction de la certification ISO 9001 version 2008. L'audit de suivi de la certification a été mené conjointement par IMANOR (organisme certificateur du Ministère du Commerce et de l'Industrie) et AFAQ AFNOR International (organisme international de certification). Pour la première fois, les activités d'éclairage public sont certifiées ISO 9001.
- > Achèvement des travaux de la station d'épuration de Médiouna. D'une capacité de 40 000 équivalents habitants, cette station est dotée de la technologie membranaire qui permet de réutiliser, après traitement, les eaux usées pour l'irrigation.
- > 12 décembre 2012 : inauguration officielle du Tramway par sa Majesté le Roi Mohammed VI. Lydec s'est mobilisée pour accompagner ce projet structurant de l'aménagement de Casablanca (déplacement des réseaux situés sur le tracé du tramway et réalisation des postes assurant l'alimentation électrique).
- > 18 décembre : signature d'une convention de partenariat avec la Fondation Zakoura Education et le Comité Préfectoral de Développement Humain d'Ain Chock, portant sur un programme intégré (sensibilisation/éducation) à Lemkansa Nord, dans la continuité des actions INDH-Inmae.
- > 20 décembre : dans le cadre du projet d'entreprise Synergies 2020, organisation d'un séminaire rassemblant les 600 cadres de Lydec.
- > 31 décembre : signature d'un protocole d'accord pour l'apurement des arriérés relatifs à la consommation d'eau et d'électricité et aux travaux de la Commune Urbaine de Casablanca arrêtés au 31 décembre 2012.

Chiffres clés

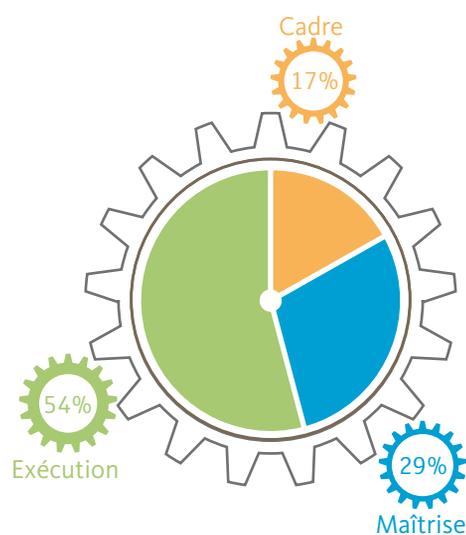
Actionnariat

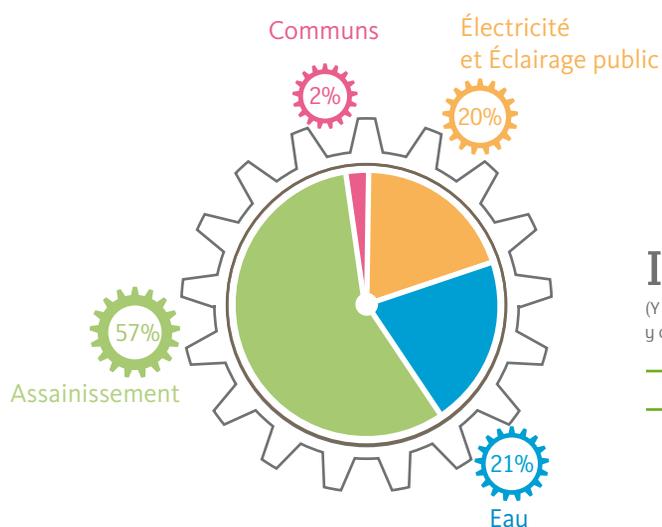
Actionnaire	Montant en MDh	%
Suez Environnement	408	51
Fipar Holding (CDG)	158	19,75
RMA WATANYA	120	15
Flottant	114	14,25
Total	800	100



Répartition des effectifs au 31 décembre 2012

Catégorie	Effectif	%
Cadre	587	17
Maîtrise	1 037	29
Exécution	1 895	54
Total	3 519	100



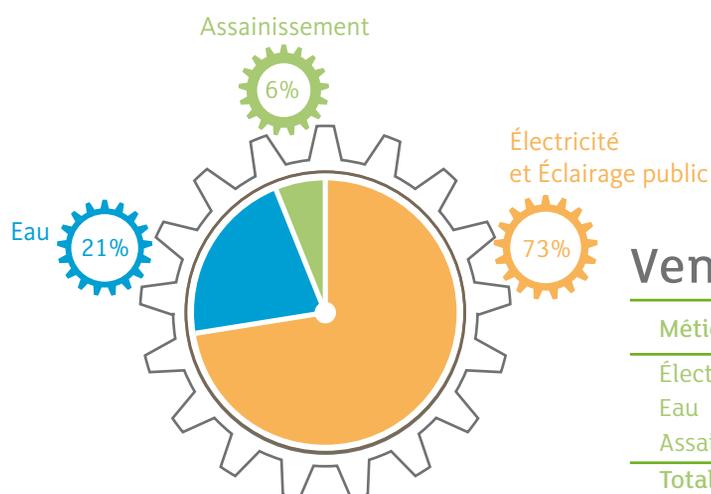


Investissements en MDh TTC

(Y compris charges indirectes ou peines et soin, hors TVA Délégateur, y compris TVA fonds de travaux)

Métier	2012	%
Électricité et Éclairage public	321	20
Eau	333	21
Assainissement	914	57
Communs	36	2
Total	1 604	100
Dont financement de Lydec*	627	39

* Hors subventions d'investissement



Ventes des fluides

Métier	Volume* GWh - Mm ³	Valeur en MDh	%
Électricité et Éclairage public	3 740	3 853	73
Eau	144,3	1 115	21
Assainissement	136,7	324	6
Total		5 292	100

* Y compris gratuites

Résultat net en MDh



Comité de Direction Générale au 1^{er} juillet 2013



1. Jean-Pascal DARRIET

Directeur Général

2. Abdelali HAITAMI

Directeur Général Adjoint

3. Jean-Noël BARDY

Directeur Général Adjoint

4. Iqbal TOUMI

Directeur Général Adjoint

5. Nicolas BARBE

Directeur Technique

6. Abdeljaouad BENHADDOU

Chargé de mission auprès
du Directeur Général



7. Jean-Michel GAUCHET
Chargé de mission auprès
du Directeur Général

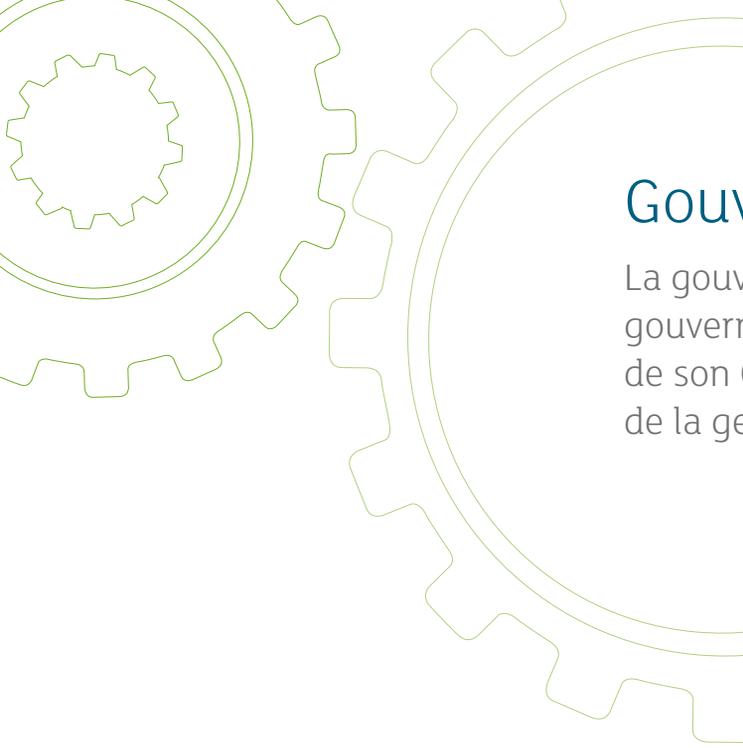
8. Rokia GOUDRAR
Directeur des Ressources
Humaines

9. Catherine LEBOUL-PROUST
Secrétaire Exécutif

10. Cyrille MOUADDINE
Directeur Administratif
et Financier

11. Julien PONIATOWSKI
Directeur de la Gestion
du Contrat

12. Abdellah TALIB
Directeur de la
Communication et du
Développement Durable



Gouvernance

La gouvernance de Lydec comprend à la fois une gouvernance interne, structurée autour des instances de son Conseil d'Administration, et une gouvernance de la gestion déléguée, en lien avec les Autorités.



Conseil d'Administration au 1^{er} juillet 2013

Président

Dominique MANGIN D'OUINCE
Suez Environnement

Vice-Présidents

Azeddine GUESSOUS
RMA WATANYA

Amine BENHALIMA
Fipar Holding

Autres membres

Zouheir BENSAID
RMA WATANYA

Stéphane CORDIER
Suez Environnement

Marie-Ange DEBON
Suez Environnement

Bernard GUIRKINGER
Suez Environnement

Rachid LAAZIRI
Représentant Fipar Holding

Denys NEYMON
Suez Environnement

Pierre-Yves POULIQUEN
Suez Environnement

La gouvernance interne

•> Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a opté pour la dissociation des fonctions de Président du Conseil d'Administration et de Directeur Général. Le Conseil d'Administration est composé de 10 membres désignés par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, et se réunit au minimum trois fois par an.

• Activité du Conseil d'Administration

En 2012, le Conseil d'Administration de Lydec s'est réuni quatre fois avec un taux moyen de participation de 90%. Il a notamment abordé les points suivants : approbation du budget 2012, examen des résultats semestriels et arrêté des comptes annuels, examen et suivi des risques majeurs de la société,

•> L'Assemblée Générale des actionnaires

L'Assemblée Générale se réunit une fois par an au minimum. L'ensemble des actionnaires peut y participer. Elle entend notamment le rapport du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes. Elle discute, redresse ou approuve les comptes. Elle décide également de l'affectation des résultats et fixe le dividende.

•> Le Comité d'audit

Le Comité d'audit aide le Conseil d'Administration à veiller à l'exactitude et à la sincérité des comptes sociaux et consolidés de Lydec, ainsi qu'à la qualité du contrôle interne et de l'information délivrée aux actionnaires et aux marchés. A minima une fois par an, le Comité d'audit entend notamment les commissaires aux comptes et le directeur de l'audit interne de l'entreprise, hors la présence de tout membre de la Direction Générale.

• Composition du Comité d'audit (au 5 septembre 2013)

- Président :

Pierre-Yves POULIQUEN
Suez Environnement

- Membres :

Azeddine GUESSOUS
RMA WATANYA

Rachid LAAZIRI
Fipar Holding

Dominique MANGIN D'OUINCE
Suez Environnement

• Activité du Comité d'audit

En 2012, le Comité d'audit s'est réuni deux fois et a notamment abordé les sujets suivants : suivi des faits marquants de la société et des grands enjeux du contrat de gestion déléguée, examen de la cartographie des risques de la société et suivi des risques majeurs, plan de contrôle interne de l'exercice, examen des comptes semestriels, arrêté des comptes 2011.

Le Comité d'audit s'est réuni à deux reprises en 2012, avec un taux de participation de 100%. Les commissaires aux comptes ont assisté à toutes les séances.

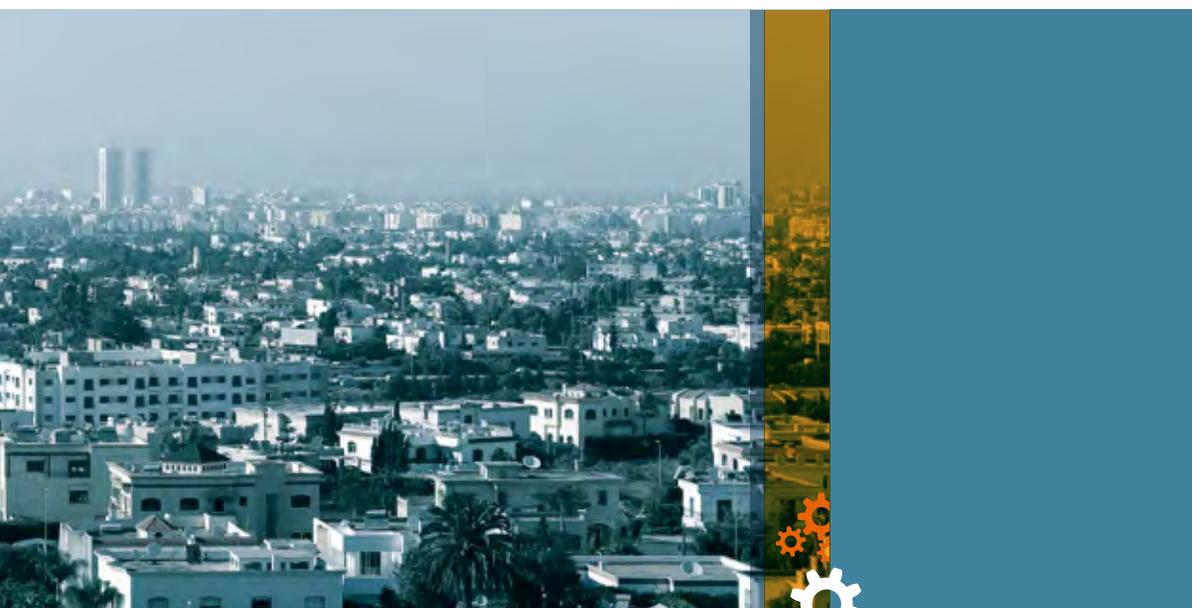
•> Les comités permanents du Conseil

Le Conseil d'Administration de Lydec s'appuie sur trois comités permanents et consultatifs : le Comité d'Audit, le Comité d'Ethique et Développement Durable, le Comité de Nomination et Rémunération.

Les Comités accomplissent leur mission sous la responsabilité du Conseil d'Administration et l'assistent par un examen approfondi de certains travaux. Ils n'ont pas de pouvoir de décision et rapportent leurs conclusions au Conseil d'Administration sous forme de comptes-rendus, avis, propositions, informations ou recommandations.

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de Lydec et veille à leur mise en œuvre. Il examine le budget, la stratégie financière, les investissements, ainsi que la stratégie opérationnelle (métiers, ressources humaines, clientèle, développement durable...). Il approuve les résultats semestriels et arrête les comptes. Le Conseil d'Administration et ses Comités réunissent des professionnels expérimentés issus d'horizons différents.

de sa politique en matière de développement durable, suivi de l'élaboration du nouveau projet d'entreprise de la société, Synergies 2020. Au cours de chaque Conseil, les grands enjeux du contrat de gestion déléguée sont abordés. Le Conseil d'Administration a adopté lors de sa réunion du 14 février 2012 la charte de l'administrateur, qui détaille les principes et règles de conduite de l'administrateur Lydec, et lors de sa réunion du 6 décembre 2012, une version actualisée du Code de déontologie de la société. En mai 2012, le Conseil a nommé Jean-Pascal Darriet à la fonction de Directeur général de Lydec à compter du 15 mai 2012 et coopté Jean-Pierre Ermenault en tant qu'administrateur en remplacement de Thierry Mallet, démissionnaire.





•> Le Comité d'Éthique et Développement Durable

Le Comité d'Éthique de Lydec a été instauré dès le démarrage de la gestion déléguée en 1998. Il a élargi ses missions au développement durable en 2011. Il veille au respect des valeurs individuelles et collectives sur lesquelles Lydec fonde son action et aux règles de conduite que chacun des collaborateurs doit appliquer. Au nombre de ces valeurs figurent les responsabilités particulières de Lydec en matière de droits humains, d'environnement et de développement durable. Le Comité doit aussi veiller à la structuration et à la formalisation du Plan d'Actions Développement Durable de l'entreprise.

• Composition du Comité d'Éthique et Développement Durable

- Président :
Bernard GUIRKINGER
Suez Environnement
- Membres :
Zouheir BENSAID
RMA WATANYA
Stéphane CORDIER
Suez Environnement
Khalid ZIANE
Fipar Holding

• Activité du Comité d'Éthique et Développement Durable

En 2012, ce Comité s'est réuni deux fois avec un taux moyen de participation de 62,5%. Ses travaux ont notamment porté sur l'examen du rapport du Déontologue 2011,

le déploiement du référentiel éthique de Lydec et la cartographie des risques éthiques. En 2012, le Conseil d'Administration a adopté une version actualisée du Code de déontologie financière.

•> Le Comité de Nomination et Rémunération

Ce comité a notamment pour mission d'examiner les questions de nomination et de rémunération des dirigeants de Lydec. Il est consulté sur le système de rémunération global de l'entreprise et ses évolutions, sur la politique de gestion des cadres à potentiel et le plan de succession aux postes clés de l'entreprise.

• Composition du Comité de Nomination et Rémunération

- Président :
Azeddine GUESSOUS
RMA WATANYA
- Membres :
Amine BENHALIMA
Fipar Holding
Denys NEYMON
Suez Environnement

• Activité du Comité de Nomination et Rémunération

Ce comité s'est réuni trois fois en 2012 avec un taux moyen de participation de près de 89%. Il a notamment examiné les politiques de la société en matière de ressources humaines, les plans de mobilité et de succession aux postes clés de l'entreprise.

La gouvernance de la gestion déléguée

Les parties signataires du contrat de gestion déléguée sont :

- > L'Autorité Délégante, composée des trois communes urbaines de Casablanca, Mohammedia et Aïn Harrouda ;
- > Le Délégataire (Lydec) ;
- > L'Autorité de Tutelle (Ministère de l'Intérieur).

L'Autorité Délégante confie en gestion déléguée les services de distribution d'eau potable, de distribution d'électricité, d'assainissement liquide et d'éclairage public au Délégataire, qui accepte de les assurer dans les conditions stipulées par le contrat de gestion déléguée. Par ailleurs, 12 communes situées en périphérie de Casablanca ont également adhéré au contrat de gestion déléguée par délibérations séparées.

L'Autorité Délégante dispose d'un pouvoir de contrôle technique, financier et de gestion inhérent aux engagements découlant du contrat. Des documents sont régulièrement produits par Lydec pour permettre le suivi du contrat (comptes-rendus annuels techniques et financiers, budgets annuels, publication des états comptables...).

Le contrôle de la gestion et de l'exploitation des services délégués est exercé au nom et pour le compte de l'Autorité Délégante



par le Service Permanent de Contrôle (SPC), désigné par celle-ci. La composition, ainsi que les attributions de ce service, sont déterminées par l'Autorité Délégante, conformément aux dispositions du contrat de gestion déléguée. Le Service Permanent de Contrôle participe, entre autres, à l'examen des programmes d'investissements et leur priorisation, ainsi qu'au processus d'appels d'offres relatives à ces opérations.

Le Comité de suivi, composé d'élus représentants de l'Autorité Délégante (neuf membres), de représentants du Ministère de l'Intérieur (deux membres) et de représentants de Lydec (neuf membres), est chargé du suivi de l'exécution du contrat. Les modalités d'organisation et de fonctionnement du Comité de suivi sont définies dans un règlement intérieur adopté d'un commun accord par les parties au contrat de gestion déléguée.

Les décisions du Comité de suivi doivent faire l'objet d'un consensus entre les membres le composant. Elles ont trait aux questions inhérentes au budget annuel, au programme d'investissement quinquennal, au fond de travaux, aux cahiers des charges, aux cahiers des clauses administratives générales et à la tarification.

Le Comité de Direction Générale

Le Comité de Direction Générale est l'instance de décision interne de Lydec. Il se réunit au minimum une fois par mois pour examiner les principales décisions et orientations et assurer le pilotage de la société. Il établit les politiques dans le cadre des orientations stratégiques définies par le Conseil d'Administration. Il est composé de 12 membres. Il supervise notamment l'élaboration et la mise en œuvre du projet d'entreprise Synergies 2020, ainsi que les démarches transverses de la société de management par les processus, par la qualité et par les risques.

•> Le dispositif éthique et déontologique

La démarche éthique de la société est portée par le Déontologue de Lydec, qui participe à la définition des règles et des devoirs en matière d'éthique professionnelle et veille à leur respect dans l'entreprise. Il apporte aide et conseils à tout collaborateur qui s'interroge en matière d'éthique et contribue à l'identification de bonnes pratiques. Le Déontologue établit un rapport annuel interne destiné au Comité d'Éthique et Développement Durable de Lydec. Il communique aussi un rapport semestriel au Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières.

•> Le dispositif d'audit interne et d'inspection générale

La Direction de l'Audit interne de Lydec est notamment chargée d'évaluer le bon fonctionnement de l'entreprise dans tous les domaines, la gestion des risques et l'efficacité du système de contrôle interne. L'audit interne est une fonction indépendante et objective, rattachée à la Direction Générale. Le Directeur de l'Audit interne soumet le plan d'audit interne, préalablement à sa mise en œuvre, à l'approbation du Comité d'audit, qui le rencontre au moins une fois par an.

•> Le dispositif de contrôle interne

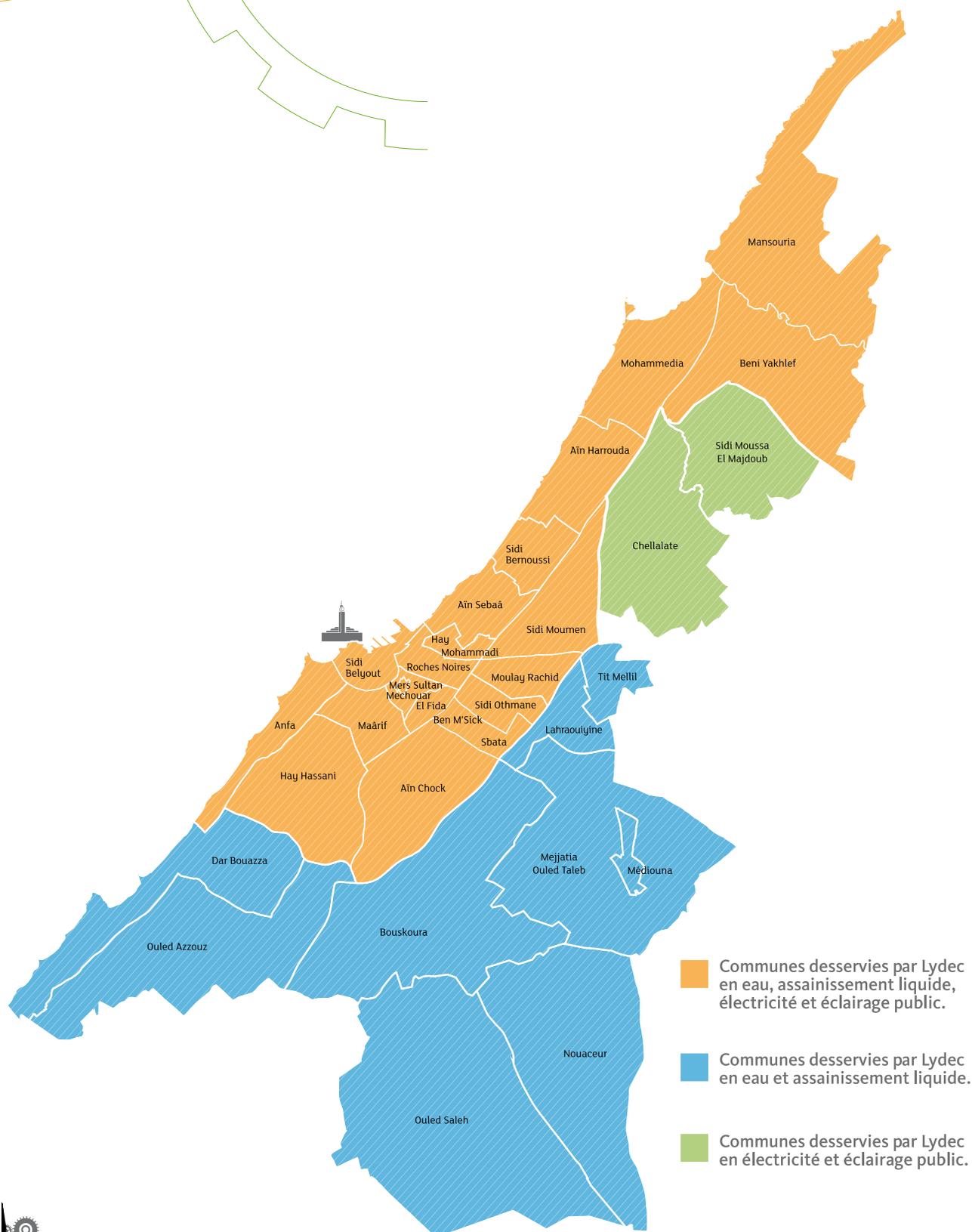
Lydec s'est dotée d'un dispositif de contrôle interne qui doit fournir à la Direction Générale une assurance raisonnable de la maîtrise des opérations. Ce contrôle doit contribuer à la maîtrise des risques et à maintenir ceux-ci en-dessous d'un niveau acceptable de fréquence et d'impact.

•> Le dispositif de gestion des risques

Lydec s'est dotée d'une politique de gestion des risques reposant sur une cartographie des risques majeurs et prioritaires. Celle-ci est mise à jour chaque année par chacune des directions. Le Comité d'audit examine au moins une fois par an la revue des risques. Les risques sont suivis par le Comité de Direction Générale.

Périmètre d'intervention

- > Distribution d'eau et d'électricité
- > Services d'assainissement liquide et d'éclairage public





Projets phares 1997-2012



Depuis août 1997, Lydec a investi près de 13 milliards de dirhams afin d'accompagner le développement de la capitale économique du Royaume dans la mise à niveau et l'extension des infrastructures qui lui sont confiées (équipements et réseaux d'eau, d'assainissement et d'électricité).

En 2012, Lydec a connu une forte dynamique d'investissement dans tous ses métiers, et principalement dans celui de l'assainissement. En effet, les projets de dépollution ont progressé de façon significative, notamment le projet de la station d'épuration des eaux usées de Médiouna qui a été mise en eau, et le chantier de dépollution de la côte Est de Casablanca qui a avancé de manière remarquable.

Au-delà de ces grands projets de dépollution, Lydec a renforcé ses actions de renouvellement et de renforcement de tous ses réseaux, et a maintenu ses efforts pour la sécurisation et l'économie des ressources.



Eau potable

1997/2010
Région du Grand Casablanca
 Renforcement et renouvellement des réseaux et des infrastructures d'eau potable.
663 MDh

Région du Grand Casablanca
 Extension du réseau et branchements sociaux (Opérations Branchements Bleus et INDH-Inmae).
132 MDh

2003
Ben Yakhlef
 Construction d'un réservoir de 2 000 m³ pour renforcer l'alimentation en eau potable du secteur.
7 MDh

2003/07
Nouaceur
 Construction d'un réservoir de 10 000 m³ et pose de 12 km de conduites pour renforcer l'alimentation en eau potable de la ville.
30 MDh

2005
Ouled Haddou et Médiouna
 Sécurisation de l'alimentation en eau potable de la zone, avec renforcement de la liaison entre les réservoirs Ouled Haddou 160 et Médiouna 140.
12 MDh



Assainissement

1998
Mohammedia Est
 Équipement de la zone en réseau primaire d'assainissement, pose de conduites et raccordement au réseau d'assainissement de la ville.
68 MDh

1999
Quartier El Fida
 Réalisation du canal de délestage du Collecteur Ouest.
180 MDh

1998/99
Aïn Diab et Hay Hassani
 Équipement de la zone en réseau primaire d'assainissement, pose et raccordement de conduites au réseau d'assainissement de la ville.
60 MDh

2000
Bouskoura
 Pose de conduites de refoulement, ainsi que de deux stations de pompage pour évacuer les eaux usées et pluviales vers le réseau de Sidi Maârouf.
44 MDh

2002
Oulfa-Dar Bouazza Est
 Équipement de la zone en réseau primaire d'assainissement, pose et raccordement de conduites au réseau d'assainissement de la ville.
40 MDh

2003
Mohammedia
 Construction du canal de délestage de l'oued El Maleh pour drainer les eaux de crue vers la mer.
70 MDh

2005
Nouaceur
 Pose de 6,2 km de collecteurs et d'une station de pompage pour collecter les eaux pluviales de la zone industrielle Sapino et les transférer vers l'oued Bouskoura.
240 MDh (cofinancés par le Ministère de l'Industrie et du Commerce et Lydec)



Électricité

1997/2010
Région du Grand Casablanca
 Réhabilitation, renforcement des postes de distribution publique et passage de 5,5 kV à 20 kV.
135 MDh

Région du Grand Casablanca
 Réhabilitation, renforcement et restructuration du réseau Moyenne Tension.
483 MDh

Région du Grand Casablanca
 Réhabilitation, renforcement et restructuration du réseau Basse Tension.
425,7 MDh

2000
Sidi Othmane
 Construction d'un poste source pour sécuriser l'alimentation électrique de la zone.
43 MDh

2001/05
Région du Grand Casablanca
 Électrification de douars et bidonvilles.
13,5 MDh

2002
Casablanca
 Réhabilitation des postes sources Chavigné et Abbé de l'Épée pour passer d'une tension de 5,5 kV à 20 kV et permettre leur commande à distance à partir du BCC.
67,4 MDh

2004
Dar Bouazza
 Construction d'un nouveau poste source pour renforcer et sécuriser l'alimentation électrique de Aïn Diab.
116 MDh

Casablanca
 Réalisation du Bureau Central de Conduite (BCC), et équipement des postes de distribution publique d'électricité, ainsi que des stations d'eau potable et d'assainissement, d'outils de télécommande.
107,5 MDh, dont 48 pour le BCC.

Poste source Laâyoune
 Réhabilitation et équipement du poste source Laâyoune (Aïn Sebaâ, route de Zenata, Sidi Bernoussi) pour permettre sa télégestion à partir du BCC.
26 MDh



Éclairage public

2004/10
Région du Grand Casablanca
 Renforcement et réhabilitation du réseau d'éclairage public.
253 MDh

2006	<p>Anassi Pose de 4 km de conduites pour renforcer l'alimentation en eau potable du secteur. 16,8 MDh</p>	2009	<p>Mohammedia Construction du réseau d'eau potable de la centrale thermique ONE. 3,5 MDh</p>	2010	2012
2007	<p>Bouskoura - Ouled Saleh Construction d'un réservoir de 5 000 m³ afin de renforcer et sécuriser l'alimentation en eau potable de la zone. 14,5 MDh</p>	2009/10	<p>Région du Grand Casablanca Déviation des réseaux dans le cadre du projet Tramway de Casablanca. 18 MDh</p>	2011	<p>Grand Casablanca Remplacement de près de 6 500 branchements et de 29 km de conduites d'eau potable. 36,8 MDh</p> <p>Casablanca Construction du nouveau laboratoire d'analyse des eaux, Labelma. 18,5 MDh</p> <p>Grand Casablanca Travaux de déviation du réseau d'eau potable pour le projet Tramway. 26,7 MDh</p> <p>Grand Casablanca Renouvellement de 36 km de conduites et 9200 branchements répartis sur tout le territoire de la Wilaya. 64,7 MDh</p> <p>Grand Casablanca Renforcement et sécurisation de l'alimentation en eau potable des étages 110 et 140. 54,5 MDh</p> <p>Bouskoura Alimentation en eau potable de la Ville Verte de Bouskoura. 37,6 MDh</p>
2005/07	<p>Californie - Aïn Chock Réalisation des réseaux de collecte, pour les eaux usées et pluviales, d'un bassin d'orage et de 4,5 km de conduites pour le transfert vers Sidi Maârouf. 24 MDh</p>	2009/10	<p>Mansouria, Ben Yakhlef, Aïn Diab et Dar Bouazza Extension du réseau d'assainissement aux nouveaux quartiers. 82 MDh</p> <p>Aïn Chock Construction du bassin d'orage Derb Diwane (11 000 m³ de stockage) pour disposer d'une capacité de stockage en cas de fortes pluies. 43 MDh</p>	2011/12	2012
2005	<p>Ouled Haddou Réhabilitation et équipement du poste source Ouled Haddou pour permettre sa télégestion à partir du BCC. 30,6 MDh</p>	2009/12	2010	2011	2012
2008	<p>Aïn Harrouda Construction d'un nouveau poste source pour sécuriser l'alimentation électrique de la zone de Mohammedia / Aïn Harrouda et alimenter la ville nouvelle de Zenata. 215 MDh</p>	2009	<p>Casablanca Lancement des travaux de réhabilitation du poste source Camiran pour passer d'une tension de 5,5 kV à 20 kV et permettre sa télégestion à partir du BCC. 34,8 MDh</p>	<p>Casablanca Etablissement de connexions entre le poste source Sidi Othmane et le poste source Zenata avec renforcement de la tension de ce dernier. 14,5 MDh</p> <p>Grand Casablanca Equipement de 34 postes de distribution publique en sous-sol de matériels étanches pour limiter l'ampleur des incidents en cas d'inondations. 3,2 MDh</p>	<p>Casablanca Renforcement du réseau électrique à 60 kV pour subvenir aux besoins en puissance du centre-ville. 35 MDh</p> <p>Grand Casablanca Equipement de 150 postes de distribution publique en sous-sol de cellules étanches pour limiter les dégâts des incidents en cas d'inondations. 13 MDh</p> <p>Mohammedia Réhabilitation du poste source Mohammedia pour améliorer la qualité de service et assurer la sécurité d'alimentation de la ville et de ses environs. 12,4 MDh</p>
		2009/10	<p>Casablanca Réhabilitation du réseau d'éclairage public du boulevard Massira Al Khadra et du stade Mohammed V. 22 MDh</p> <p>Région du Grand Casablanca Opération de contrôle des candélabres. 1,3 MDh</p>	2011	2012
				<p>Grand Casablanca Installation de 1 931 nouveaux candélabres, dont 203 affectés à l'éclairage provisoire des travaux du tramway et pose de 4 724 luminaires. 41,6 MDh</p> <p>Grand Casablanca Opération de contrôle de 2 067 candélabres. 1,4 MDh</p>	<p>Grand Casablanca Travaux de renouvellement et d'extension du réseau d'éclairage public. 35 MDh</p> <p>Casablanca Renouvellement de 3,8 km de réseau d'éclairage public avec pose de 120 mâts décoratifs et de 388 candélabres sur le boulevard d'Anfa et ses environs. 8 MDh</p> <p>Casablanca Renouvellement de 7 km de réseau d'éclairage public sur la route côtière RR32 : pose de 216 candélabres et de 419 luminaires. 7 MDh</p>

Investissements
et activités sectorielles
2012



Investissements

Anticiper la ville de demain

En 2012, Lydec confirme une dynamique d'investissement soutenue, en croissance sur tous les métiers. L'assainissement concentre, du fait des grands projets structurants, la part la plus importante.

Déploiement de la stratégie d'investissement

Depuis août 1997, Lydec a investi près de 13 milliards de dirhams afin d'accompagner le développement du Grand Casablanca dans la mise à niveau et l'extension des infrastructures qui lui sont confiées (équipements et réseaux d'eau, d'assainissement, d'électricité). La stratégie d'investissement de Lydec repose sur deux principaux volets : le renouvellement des réseaux relatifs à ses quatre métiers et leur extension.

Les plans d'investissement sont établis selon les priorités des travaux, les besoins des populations définies dans les schémas directeurs et les ressources financières disponibles telles que prévues dans le contrat de gestion déléguée. Pour éclairer le choix relatif aux priorités d'investissements opéré conjointement avec les Autorités, d'importants outils de diagnostic des réseaux et de projection ont été mis en place.

En 2012, les montants des investissements (tous modes de financement confondus) consacrés à l'ensemble des métiers sont en forte croissance (+22% par rapport à 2011) et atteignent un montant global de 1 603 MDh.

L'assainissement affiche la hausse la plus forte, de près de 32% par rapport à 2011, due notamment à l'avancement des grands projets, tels que le projet de dépollution « Système Anti-Pollution » de la zone Est de Casablanca (SAP Est). Autre augmentation importante, l'investissement consacré à l'éclairage public, du fait du renouvellement important des candélabres et de l'extension des réseaux pour améliorer le taux moyen d'éclairage. Quant aux ressources de l'activité eau potable, elles évoluent significativement, avec notamment l'alimentation en eau de la Ville Verte de Bouskoura.

Anticiper pour mieux programmer le renouvellement

Gérer le patrimoine de la gestion déléguée consiste à mettre à niveau les réseaux et ouvrages existants grâce à des opérations de renouvellement et de maintenance. Au-delà du maintien de la continuité des services, ces opérations ont pour objectif de limiter les pertes (pertes électriques, fuites d'eau potable...) causées par le vieillissement progressif du patrimoine. La gestion du patrimoine a aussi pour but d'optimiser le cycle de vie des ouvrages.

Etendre les réseaux dans les villes nouvelles

Développer le patrimoine de la gestion déléguée implique de délivrer en continu les services d'eau, d'électricité, d'assainissement et d'éclairage public pour tous les nouveaux clients, sur l'ensemble du périmètre de gestion déléguée. Cela consiste à accompagner le développement urbain défini par le Schéma Directeur d'Aménagement Urbain et à raccorder les nouveaux lotissements. Pour cela, Lydec réalise de nouveaux ouvrages afin d'étendre les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement.

Anticiper la « Ville de demain »

L'agglomération du Grand Casablanca connaît une croissance très forte, qui nécessite de développer et de mettre à niveau rapidement l'ensemble des infrastructures. Dans un contexte où les ressources se raréfient et où les contraintes s'amplifient, Lydec doit continuer à remplir sa mission tout en garantissant la continuité et la qualité de service.

En 2012, l'entreprise a initié un projet intitulé « Ville de demain ». Son objectif : faire émerger une vision qui appréhende le développement de l'agglomération dans son ensemble et apporte une réponse globale et adaptée aux défis de développement du Grand Casablanca, basée sur trois piliers : gouvernance, performance opérationnelle et environnement.

Investissements cumulés 1997-2012

en MDh TTC (y compris charges indirectes ou peines et soin, hors TVA Délégitaire, y compris TVA fonds de travaux)

Métiers	Montant en MDh	%
Électricité et Éclairage public	3 776	30
Eau	2 974	23
Assainissement	5 051	40
Communs	982	8
Total	12 783	100
Dont financement Lydec *	6 553	51

* Hors subventions d'investissement

Exploitation Eau

Economiser l'eau et garantir sa qualité

Sécuriser l'alimentation en eau, économiser la ressource et en garantir la qualité à tous les clients : Lydec confirme son engagement sur ces enjeux avec la poursuite des efforts pour améliorer le rendement du réseau et l'inauguration de Labelma, son nouveau laboratoire d'analyses des eaux.

Chiffres clés 2012

77 309 compteurs posés et changés

166 km de canalisations posées

23 489 fuites réparées sur le réseau

L'infrastructure de l'eau potable se compose de :

29 réservoirs et châteaux d'eau totalisant 624 330 m³ de stockage

20 stations de pompage

70 pompes

4 816 km de réseau

Investissements 2012

333 MDh investis
dont 96 MDh par Lydec,
169 MDh sur fonds de travaux
et 68 MDh sur financement des tiers



Economiser la ressource : une priorité continue

En 2012, Lydec a complété son dispositif de surveillance des fuites sur le réseau en installant 250 détecteurs acoustiques fixes dans les quartiers où le réseau d'eau potable est ancien.

Elle a également poursuivi son projet majeur, la sectorisation permanente, qui consiste à segmenter les réseaux d'eau potable de manière à déceler plus facilement les zones où se situent les fuites et à assurer un meilleur contrôle sur les réseaux.

Aujourd'hui, 100 % du réseau d'eau potable du Grand Casablanca est couvert par la sectorisation (sous-secteurs de 80 km de canalisation), dont 50% sont couverts par un maillage encore plus fin (micro-secteurs de 10 km).

Autre technique utilisée par Lydec, la régulation de pression lancée depuis 2005. L'entreprise a ainsi installé des capteurs de pression sur les points sensibles du réseau pour surveiller la pression de distribution. La réduction des contraintes mécaniques

sur les conduites dans les cas de surpression permet ainsi de diminuer les casses sur le réseau et les volumes perdus.

Tous ces outils de contrôle permettent d'orienter plus efficacement les équipes de recherche de fuites qui, chaque nuit, parcourent le réseau d'eau potable équipées de matériel de détection acoustique et traquent les fuites invisibles.

Au cours de l'année 2012, Lydec a détecté et réparé 1 089 fuites sur les conduites, et 22 400 fuites sur les branchements et compteurs.

Lydec suit également de près l'évolution des techniques de recherches des fuites. Elle a ainsi testé pour la première fois au Maroc la « Smart Ball », un système de surveillance acoustique de pointe, qui permet la localisation précise des fuites sur les conduites ayant un gros diamètre.

Grâce à ces efforts, le rendement du réseau d'eau potable s'est maintenu à 75,5% au cours des trois premiers trimestres de 2012.

Une baisse de 0,5% a néanmoins été constatée en fin d'année, en raison des nombreux travaux de voirie qui ont perturbé le fonctionnement des réseaux de distribution (casses répétées de conduites, dégradations d'ouvrages, asphaltage des équipements d'accès au réseau...).

Face à cette situation, la mobilisation des équipes a été renforcée et un plan d'urgence a été enclenché. A noter que depuis le démarrage du contrat de gestion déléguée en

systématiquement les matériaux qui permettent d'augmenter la durée de vie des conduites et des branchements. Avec le soutien du groupe Suez Environnement, plusieurs audits ont été menés auprès des fabricants de tuyaux polyéthylène.

Sur les nouveaux réseaux d'eau potable, Lydec accorde également une attention particulière à la qualité des travaux réalisés par les aménageurs et promoteurs

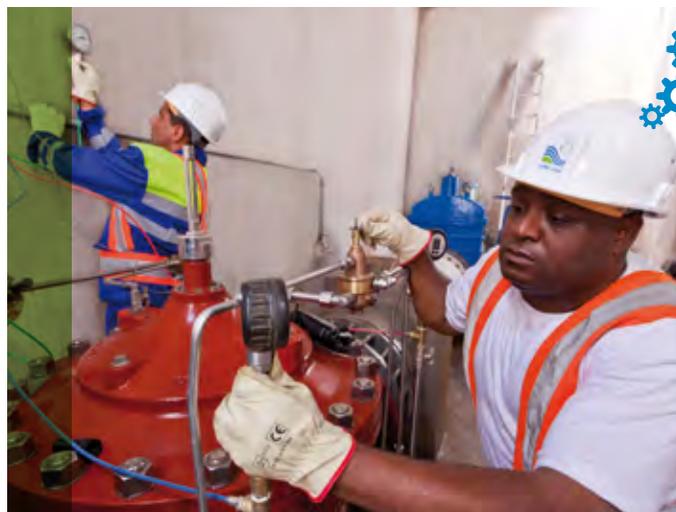
Innover au service de la qualité de l'eau avec Labelma

Le 22 mars 2012, à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, Lydec a présenté son nouveau laboratoire doté d'équipements de pointe, Labelma, à 25 journalistes. Dans le cadre de son programme annuel d'auto-surveillance de l'eau potable, le laboratoire a réalisé plus de 76 000 analyses de type bactériologique et physico-

lui, une surveillance continue des capteurs disposés à travers le réseau d'eau potable (température, niveau de chlore...), ce qui permet de réagir rapidement en cas d'anomalie.

Améliorer le goût de l'eau

Afin de répondre aux attentes des clients et améliorer le goût de l'eau, Lydec a lancé une vaste étude portant sur les qualités organoleptiques de l'eau qu'elle



Innovation

Un diagnostic précis pour définir les priorités d'investissement

Lydec a développé depuis 2011 une nouvelle compétence dans le diagnostic des canalisations. Ces études consistent à ausculter précisément les conduites et à établir le niveau de priorité pour leur renouvellement. En 2012, plus d'une centaine d'échantillons a ainsi été prélevée à travers le réseau et étudiée. Les résultats ont ensuite été reportés sur cartographie informatique (Système d'Information Géographique) et pris en compte pour définir les priorités d'investissements 2013. Le diagnostic des canalisations a démontré, en outre, la nécessité de renforcer à moyen terme le programme de renouvellement du réseau d'eau potable.

1997, les pertes sur le réseau d'eau ont considérablement été réduites, le rendement atteignant 75% aujourd'hui contre 64% en 1997. Lydec a ainsi pu économiser l'équivalent de 33 millions de m³ d'eau potable.

Mieux connaître et préserver le patrimoine enterré

En 2012, Lydec a poursuivi son programme de renouvellement du réseau d'eau potable, notamment sur le quartier de l'ancienne Médina de Casablanca. Le chantier, initié par Sa Majesté le Roi, et sous la direction de l'Agence Urbaine de Casablanca, a porté sur le renouvellement de 16 km de conduites et 3 170 branchements. Outre cette opération, Lydec a renouvelé près de 22 km de canalisations et 6 100 branchements, répartis sur l'ensemble du territoire de la ville. Dans le cadre de sa politique de renouvellement, de nouveaux matériaux, encore plus performants, ont été utilisés pour ces chantiers par Lydec. En effet, l'entreprise privilégie

immobiliers. Elle veille ainsi au strict respect des règles techniques fondamentales à mettre en œuvre sur les chantiers.

Accroître la vigilance sur les approvisionnements en eau en été

Au cours de l'été 2012, l'approvisionnement en eau sur la Wilaya du Grand Casablanca a connu une période critique du fait de la canicule. La demande en eau a fortement augmenté durant cette période, alors que les capacités d'alimentation des producteurs ONEE et SEOER étaient exploitées à leur maximum. Cette situation a été résolue en utilisant l'importante capacité de stockage en eau dont dispose la Wilaya. Les Autorités ont été informées de l'évolution de la situation d'alimentation en eau tout au long de la période estivale. Pour sécuriser à l'avenir l'approvisionnement en eau du Grand Casablanca, Lydec est intervenue pour demander un renforcement des conduites d'alimentation de l'ONEE depuis Rabat.

chimique, soit une fréquence deux fois supérieure aux nouvelles exigences légales en vigueur au Maroc. Lydec a mis en place, dès le 1^{er} mars 2012, les dispositions de la nouvelle norme marocaine NM 03-7-001, et ce, avant même son entrée en vigueur dans le Royaume. Cette norme, qui régit la qualité de l'eau potable, définit de nouveaux seuils encore plus exigeants.

Chaque jour, des échantillons sont prélevés à partir de 167 points de contrôle répartis sur le réseau pour être analysés au sein du laboratoire. Les résultats de ces analyses montrent un taux de conformité de 99,99% pour la bactériologie, de 99,96% pour la physico-chimie et de 99,98% pour l'ensemble des paramètres. Le laboratoire Labelma renforce le dispositif de surveillance de la qualité de l'eau de Lydec. Ce dernier couvre chaque étape du circuit de distribution de l'eau potable, depuis l'arrivée dans les réservoirs jusqu'au client, et garantit que la qualité de l'eau distribuée est conforme aux nouvelles normes marocaines. Le Bureau Central de Conduite multifluides (BCC) assure, quant à

distribuer. Assistée par le Centre International de Recherche sur l'Eau et l'Environnement (CIRSEE), elle a formé ses techniciens de laboratoire aux méthodes de dégustation des eaux potables. Près de 3 000 échantillons ont ainsi été testés. Ils ont permis d'évaluer le goût et l'odeur de l'eau à travers le territoire de la Wilaya, et de dresser une cartographie précise.

En juin 2012, ces tests ont mis en lumière une modification de la qualité organoleptique de l'eau en provenance de l'usine Bouregreg, répondant malgré tout aux normes de potabilité. Le phénomène est dû, en partie, à l'eutrophisation des eaux du barrage Sidi Mohamed Ben Abdellah. Ce changement gustatif a été particulièrement ressenti par les habitants de Aïn Sebaâ, Sidi Bernoussi et Mohammedia. Grâce à une collaboration avec l'ONEE, la situation est progressivement revenue à la normale au cours du second semestre.

Prévenir, anticiper et maintenir la dynamique de dépollution

En 2012, Lydec a poursuivi ses actions de prévention et d'optimisation de la capacité de transfert du réseau d'assainissement. Elle a également maintenu ses efforts soutenus pour protéger les milieux récepteurs.

Chiffres clés 2012

568 km de réseau curés

11 400 m³ de sédiments et déchets extraits du réseau

177 km de canalisations posées par les tiers en lotissements

283 km de réseau ont été posés pour raccorder les nouveaux lotissements

L'infrastructure de l'assainissement se compose de :

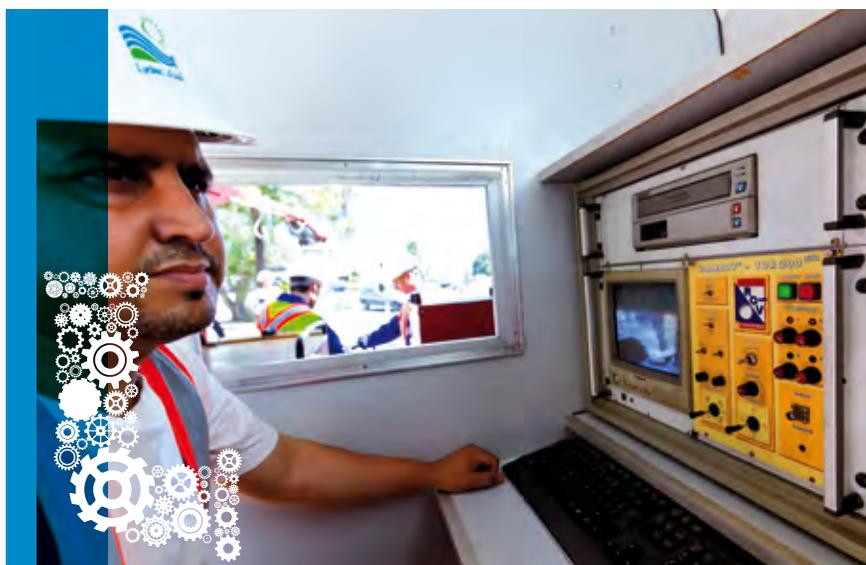
82 stations d'eaux usées dont 2 stations de prétraitement

194 pompes

4 460 km de collecteurs

Investissements 2012

914 MDh investis
dont 340 MDh par Lydec,
302 MDh sur fonds de travaux
et 273 MDh sur financement des tiers



Assurer une maintenance méthodique des réseaux

Lydec entretient les réseaux d'assainissement tout au long de l'année et ce, pour limiter les risques de débordement en veillant au bon écoulement des eaux usées et des eaux pluviales.

En 2012, les opérations de maintenance ont porté notamment sur :

- > le curage hydraulique préventif de 439 km de collecteurs tertiaires et le curage hydraulique curatif de 111 km de collecteurs tertiaires ;
- > le curage manuel, mécanique ou hydraulique, de 18 km de collecteurs principaux et de 100 560 ouvrages de réception des eaux pluviales (grilles et avaloirs) ;
- > l'inspection télévisée de 404 km de collecteurs non visitables et l'inspection pédestre de 54 km de réseaux visitables : ces inspections ont permis de

détecter les anomalies et de mieux planifier les opérations de renouvellement ou d'entretien ;

- > l'inspection et le nettoyage des grands ouvrages (stations de relèvement, dessableurs, bassins de régulation des eaux pluviales, exutoires en mer).

Au total, 11 400 m³ de sédiments et déchets ont été extraits des canalisations, des stations, des bassins et des avaloirs, soit l'équivalent de 570 semi-remorques.

Pour gérer efficacement la maintenance des réseaux d'assainissement, Lydec a mis en place des programmes d'exploitation utilisant le Système d'Information Géographique (SIG). Ces programmes sont régulièrement mis à jour en fonction des opérations d'entretien en cours, des positions GPS des véhicules d'intervention et des réclamations des clients.

Construire et réhabiliter les réseaux pour limiter les débordements

Outre les opérations de maintenance, Lydec a poursuivi un important programme de travaux sur les réseaux d'assainissement visant à résorber les points sensibles aux débordements. Dans ce cadre, Lydec a lancé en 2012 la construction d'une galerie de stockage sous le boulevard Al Qods qui sera raccordée au futur collecteur SRE (Système de Renforcement Est). Le SRE est une galerie de 5 mètres de diamètre

Améliorer le dispositif de gestion de crise

Dans le cadre de l'amélioration de son dispositif de crise, Lydec a mis en place de nouveaux outils reliés au Système d'Information Géographique. Grâce à une meilleure localisation des moyens d'intervention, ces outils permettent de mieux déployer les équipes et de mieux les gérer sur le terrain. L'entreprise a renforcé également sa collaboration avec les Autorités, les collectivités locales et la Protection civile.

par ailleurs, activement contribué à l'étude sur la pollution industrielle du Grand Casablanca initiée par le Secrétariat d'Etat à l'Eau et à l'Environnement. Elle a notamment apporté son expertise dans le domaine des rejets non domestiques et sa connaissance du tissu industriel casablancais.

Des avancées notables sur les trois grands chantiers de dépollution

L'assainissement des eaux usées de Casablanca constitue le premier

2,2 km de long. La mise en eau de ce projet phare est prévue pour décembre 2014 ;

- la station d'épuration des eaux usées de Médiouna, pour préserver le milieu naturel et les ressources hydriques. Dimensionnée pour une population de 40 000 équivalent habitant, cette station est la première station d'épuration des eaux usées du Maroc à utiliser le procédé de filtration membranaire qui permet de réutiliser les eaux usées après leur traitement.



et de 17 km de long qui s'étendra du quartier Al Qods à la pointe Oukacha à Aïn Sebaâ, et apportera une solution commune aux inondations des quartiers Inara, Mabrouka, Hay Sadri et Lotissement Raja. Les travaux de réhabilitation constituent un autre volet important du programme d'investissement. Au cours de l'année, 16 km de collecteurs tertiaires ont ainsi été renouvelés à travers la ville. Lydec a aussi finalisé la troisième et dernière tranche des travaux de renforcement du grand collecteur du boulevard Zerkouni.

Ces travaux ont été réalisés sans tranchée, afin de minimiser la gêne occasionnée aux riverains et à la circulation. Pour renforcer la structure des anciens collecteurs, Lydec a recouru à une technologie innovante consistant à introduire, par les regards de visite, des coques composées de béton armé de fibres de verre et à fixer celles-ci sur les parois endommagées des collecteurs.

Depuis 2011, le dispositif de crise a été appuyé par une convention de partenariat conclue avec la Direction de la Météorologie Nationale. Selon l'importance des intempéries prévues par la météo, le dispositif comprend trois niveaux d'alerte et prévoit une mobilisation graduelle des équipes et des moyens sur le terrain. En outre, afin de maintenir le niveau de mobilisation et d'entraînement de ses unités, Lydec organise des exercices de simulation de crise.

Accroître le suivi des rejets industriels

Pour mieux préserver l'environnement, Lydec poursuit activement sa politique de contrôle des rejets industriels. En 2012, plus de 1 900 enquêtes ont été réalisées. Dans le cadre de sa collaboration avec les entreprises industrielles, Lydec a conclu 110 nouvelles conventions de rejet qui les engagent à contrôler la qualité de leurs effluents et à assurer 480 opérations d'assistance technique personnalisées. Lydec a,

domaine d'investissement de Lydec. Trois projets phares ont été initiés par Lydec en 2010 et se sont poursuivis en 2012 :

- l'intercepteur côtier dans le secteur Est de Casablanca qui protégera la population et les plages de la pollution due aux rejets d'eaux usées brutes. Ce projet est exemplaire à la fois par le déploiement d'une technologie performante et par son ampleur financière (investissement d'environ 1,4 milliards de Dh. Démarré en 2011, le chantier de dépollution de la côte Est de Casablanca a progressé significativement au cours de l'année. Pour réaliser les travaux, Lydec a recouru à des moyens technologiques innovants (des micro-tunneliers de 2,5 mètres de diamètre). Une fois réalisés, les ouvrages intercepteront les rejets d'eaux usées le long du littoral, entre le port de Casablanca et Mohammedia. Les eaux seront prétraitées puis rejetées via un émissaire marin de

Une étude sur la réutilisation des eaux a été initiée par l'Agence du Bassin Hydraulique et le Ministère de l'Agriculture pour l'irrigation d'une superficie agricole de l'ordre de 100 ha. Les travaux de la station d'épuration de Médiouna se sont achevés fin 2012 ;

- le transfert des eaux usées de Dar Bouazza vers la station de prétraitement El Hank pour mieux préserver la qualité des eaux de baignade. Lancés le 5 avril 2010 par Sa Majesté le Roi, les travaux pour le transfert des eaux usées de la Commune de Dar Bouazza vers la station El Hank sont en cours de finalisation. D'un montant global de 335 millions de Dh TTC, ce projet comprend la construction de 42 km de réseau, de 10 stations de relèvement pour les eaux usées et de 8 ouvrages de rejet en mer pour les eaux pluviales.

Exploitation Électricité

Un effort soutenu pour sécuriser l'alimentation

Face à une demande croissante en énergie électrique, Lydec investit dans la sécurisation du réseau, afin de maintenir et améliorer la qualité et la continuité de service pour tous ses clients.

Chiffres clés 2012

18 644 compteurs posés dont 73 Moyenne Tension (MT) numériques

27 km de câbles Basse Tension (BT) et 13 km de câbles MT posés dans les lotissements

46 km de câbles BT renforcés ou renouvelés

17 km de câbles BT posés en extension

35 km de câbles MT posés en renforcement, renouvellement et changement de tension

58 postes de distribution publique et 72 postes clients raccordés pour une puissance installée respective de 33 470 kilovolts Ampère (kVA) et de 76 977 kVA

L'infrastructure de l'électricité se compose de :

10 postes sources HT/MT d'une puissance de 1 430 MVA

3 070 postes de distribution publique MT/BT d'une puissance de 1 215 MVA

1 685 postes clients d'une puissance de 1 093 MVA

2 070 km de réseau MT

Investissements 2012

259 MDh investis
dont 156 MDh par Lydec,
39 MDh sur fonds de travaux
et 64 MDh sur financement des tiers



Renforcer les infrastructures pour faire face à la demande croissante

Chaque année, Lydec doit faire face à une demande d'électricité croissante. Cette hausse est liée à la démographie, mais également à l'équipement croissant des ménages en appareils électriques. Pour éviter les interruptions de service et sécuriser la distribution d'électricité, Lydec renouvelle et renforce ses infrastructures d'électricité.

En 2012, afin d'améliorer la qualité de service, d'importantes opérations ont été menées sur les réseaux Basse et Moyenne Tensions (BT et MT). Premier chantier d'envergure, engagé en 2011 : le renforcement de la puissance électrique des postes sources les moins récents situés au centre-ville de Casablanca. Le projet consiste à augmenter leur capacité d'alimentation en la portant à 60 kilovolts (kV). Ce vaste chantier sera achevé au cours du premier semestre 2014.

Autre projet majeur, la réhabilitation du poste source Camiran qui a été finalisée au cours de l'année. L'opération a consisté à mettre en service deux transformateurs de 40 mégavolts-Ampère (MVA) chacun, afin de délivrer une tension normalisée de 20 kV. L'objectif étant d'homogénéiser les réseaux MT, et d'apporter plus de souplesse à la gestion de la distribution de l'électricité au

Tester les scénarii de crise

Pour prévenir les incidents sur le réseau et limiter leur impact, Lydec entretient soigneusement ses infrastructures. Parmi les ouvrages les plus sensibles, le poste source Laâyoune, dont la révision décennale a eu lieu en 2012.

Cette révision a permis de rendre encore plus fiable ce poste

Limiter les pertes sur les réseaux d'électricité

En 2012, le rendement du réseau d'électricité a atteint 93,2 %. Pour mieux piloter le rendement et augmenter la fiabilité du service, Lydec a créé un nouveau département chargé de suivre la performance des réseaux. Plusieurs actions ont par ailleurs été initiées dans ce sens, afin de limiter les pertes énergétiques.

A terme, le réseau de Mohammedia sera connecté avec les réseaux électriques de Casablanca.

Lydec normalise d'un autre côté la tension des postes de distribution publique en les faisant passer de 110/220 V à 230/400 V. 11 postes BT ont été ainsi convertis en 2012.

Grâce à toutes ces actions, et malgré une augmentation



Le Bureau Central de Conduite se dote d'une nouvelle plateforme opérationnelle

En février 2012, une nouvelle plateforme opérationnelle a été mise en service. Le Bureau Central de Conduite, qui permet de gérer à distance les réseaux d'eau, d'assainissement et d'électricité, est relié à différentes applications informatiques qui offrent une meilleure souplesse et permettent d'assurer une gestion optimale de l'exploitation.

La nouvelle plateforme est évolutive et pourra, à l'avenir, téléconduire les installations d'éclairage public.

centre-ville de Casablanca. En parallèle, l'entreprise a renouvelé, renforcé et sécurisé le réseau de distribution MT : 61 km de câbles ont été mis en service dans les zones de Aïn Diab, Zenata, Roches Noires, Yacoub El Mansour et Sidi Belyout.

Au service de la ville et de ses habitants, Lydec s'est également mobilisée pour sécuriser l'alimentation électrique nécessaire au fonctionnement du Tramway de la ville de Casablanca.

stratégique qui alimente deux des plus grands quartiers industriels du Royaume : ceux de Aïn Sebaâ et de Sidi Bernoussi.

Au cours de l'année, Lydec a également poursuivi les travaux d'étanchéité des postes de distribution publique situés en sous-sol afin de diminuer les impacts des inondations sur ces ouvrages et sécuriser l'alimentation de ses clients. Ainsi, 150 postes du centre-ville ont été équipés de cellules étanches. L'opération sera renouvelée en 2013, avec l'équipement de 150 postes de distribution publique supplémentaires.

Dans la zone d'Aïn Diab, 47 postes alimentés sous tension 5,5 kV ont été passés sous tension 20 kV. Cette opération permet de limiter les pertes d'énergie des câbles MT et d'améliorer la continuité de service pour les clients de cette zone. En parallèle, 64 postes exploités en sous-tension suburbaine 22 kV ont été convertis en tension urbaine 20 kV. L'objectif de cette conversion est d'améliorer l'interconnexion des postes sources situés dans les zones de Aïn Sebaâ, Zenata et Mohammedia.

importante des arrachements de câbles provoqués par les travaux sur voirie, le nombre d'interruptions de service a diminué de 6% par rapport à 2011 et se situe à 498 à fin décembre. Le délai de rétablissement moyen en 2012 est de 14,37 minutes pour 75 % des clients touchés.

Exploitation Éclairage public

Ancrer l'éclairage public dans l'amélioration continue

Vecteur de sécurité et de confort pour les habitants, facteur de développement social, l'éclairage public est un service crucial, au cœur de la politique de la Ville et de celle de Lydec. En 2012, l'activité éclairage public confirme son dynamisme au sein de Lydec, au service de la Ville et de ses habitants.

Chiffres clés 2012

95% de disponibilité à Casablanca

87% de disponibilité à Mohammedia

90% de disponibilité à Aïn Harrouda

L'infrastructure de l'éclairage public se compose de :

115 502 points lumineux
dont 102 954 à Casablanca,
11 208 à Mohammedia
et 1 340 à Aïn Harrouda ;

3 150 km de réseau,
dont 2 782 à Casablanca,
326 à Mohammedia
et 42 à Aïn Harrouda.

Investissements 2012

62 MDh investis
sur fonds de travaux



Accroître la proximité et la rapidité d'intervention

Lancée en 2011 dans l'objectif d'améliorer la réactivité des équipes d'intervention, d'accroître la proximité vis-à-vis des clients et de mieux optimiser la gestion des ressources matérielles, la décentralisation du dépannage au sein des directions préfectorales s'est achevée au cours du premier semestre 2012. Pour accompagner le déploiement de ce projet, Lydec a recruté et formé 72 agents opérateurs réseau, ainsi que 10 agents « El Mounir ».

Cette fonction de veille sur la voie publique, de jour comme de nuit, a été spécialement créée pour détecter toute anomalie liée à l'activité de Lydec : luminaire en panne, plaque d'assainissement descellée...

En juillet, la nouvelle organisation de la Direction Éclairage public a été mise en place. Elle se compose de cinq pôles d'activité et emploie 63 salariés. Pour renforcer les moyens techniques de l'éclairage public, Lydec a procédé à l'acquisition de quatre nouveaux camions nacelles et a réhabilité trois camions grues.

En décembre 2012, l'activité éclairage public a obtenu la certification internationale ISO 9001, à l'instar des autres activités de Lydec. L'éclairage public est désormais parfaitement intégré au système global de management de la qualité de Lydec. Cette certification évalue la qualité des processus mis en place, leur application et leur contrôle.

C'est ainsi qu'au cours de l'année, 1 961 candélabres ont été repeints, notamment au niveau des boulevards des arrondissements Ben M'Sick et Moulay Rachid.

En décembre 2012, dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur d'investissement, Lydec a lancé une nouvelle opération de test des candélabres. De décembre 2012 à mars 2013, plus de 5 000 candélabres seront contrôlés sur le périmètre de la gestion déléguée. Les sites concernés par ces contrôles (zones à haute fréquentation comme les alentours des mosquées, des écoles...), ont été définies en collaboration avec les Autorités et les collectivités locales.



Innovation

Mieux mesurer la qualité de l'éclairage public

Afin de mesurer encore plus précisément le niveau de service de l'éclairage public, Lydec a introduit en 2012 une nouvelle mesure : le niveau d'éclairage. Pour effectuer cette mesure, Lydec a procédé à l'acquisition d'un dispositif de pointe utilisé pour la première fois au Maroc. Il s'agit d'un luxmètre embarqué sur un véhicule léger. Relié au Système d'Information Géographique (SIG), le véhicule est également équipé de balises GPS. Il sillonne la ville de nuit pour effectuer les relevés.

L'objectif de l'opération est de dresser une cartographie du niveau d'éclairage à travers l'agglomération. Ces informations seront utilisées lors de l'élaboration du schéma directeur d'investissement. A fin 2012, cette cartographie couvre 80% du réseau.

Renouveler et étendre le réseau

En 2012, Lydec a renouvelé 12,6 km de réseau en remplaçant 537 candélabres et 740 luminaires. Afin de supprimer certains points noirs, le réseau d'éclairage public a été étendu de 10 km (soit l'équivalent de 26 projets d'extension), ce qui a nécessité la pose de 226 candélabres et de 350 luminaires. L'éclairage public contribuant directement à la qualité de l'environnement urbain, Lydec veille à améliorer l'esthétique des candélabres.

Sécuriser et maintenir le réseau par des actions de maintenance préventive et curative

Afin de prévenir les dysfonctionnements sur le réseau d'éclairage public, Lydec a réalisé au cours de l'année plus de 9 000 opérations préventives et plus de 45 000 interventions curatives dont 11 300 concernant les grandes voies. Ces actions ont permis d'améliorer significativement l'éclairage dans certaines zones. Un tableau de bord a par ailleurs été mis en place afin d'effectuer le suivi des délais d'intervention et de rétablissement du service.

Services à la clientèle
et activités supports
2012





Services à la clientèle

Placer le client au cœur de la stratégie

Renforcer la confiance et la proximité avec le client, viser l'excellence dans la relation et le service délivré : en 2012, Lydec maintient sa dynamique d'innovation et rehausse son ambition dans l'objectif de prendre, dès 2013 et vis-à-vis de tous ses clients, des engagements de service concrets, quantifiables et mesurables.

Evoluer pour mieux répondre aux attentes des clients

Lydec est la seule entreprise au Maroc à offrir une accessibilité de ses services 24h/24, et 7j/7, et ce, notamment grâce à l'application mobile développée pour les smartphones dès 2011, qui complète le réseau de proximité constitué du Centre de Relation Clientèle, des agences clientèle, des Espaces Services et du site Internet de Lydec.

En 2012, l'entreprise a multiplié les actions pour améliorer ses services de proximité et mieux répondre aux attentes de ses clients :

•> La refonte du site Internet

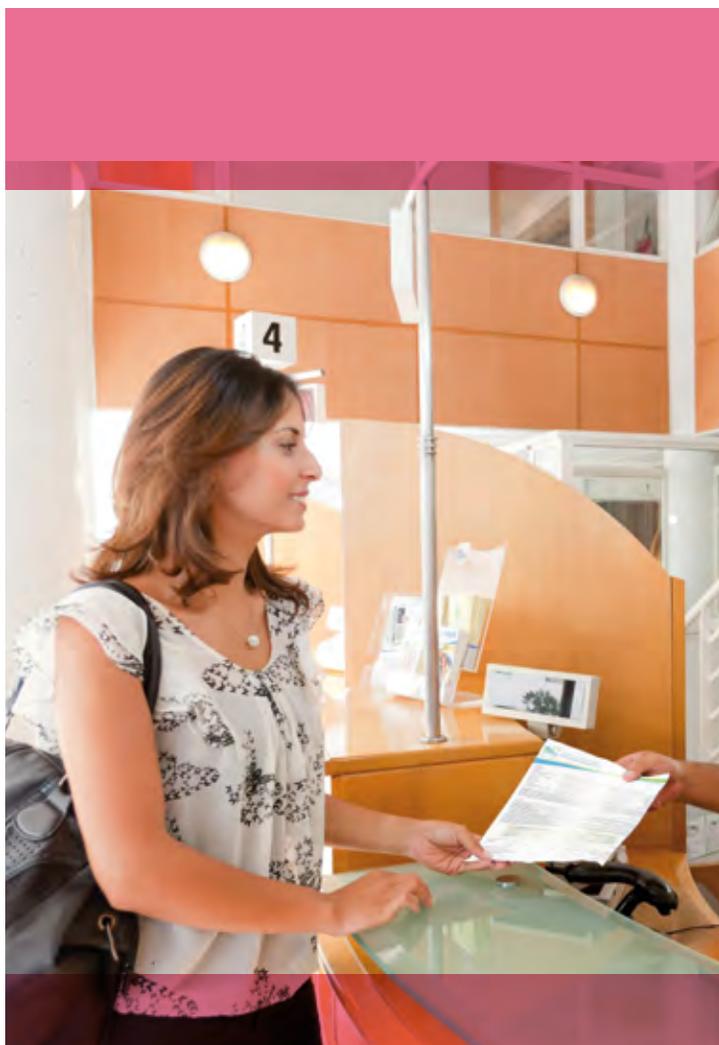
Lydec a procédé à une refonte complète de son site Internet et de son agence en ligne. Désormais, ces derniers offrent aux clients de nouvelles fonctionnalités : règlement des factures pour soi ou pour un tiers, simulation de factures, suivi des historiques de consommations, inscription au service SMS Info...

•> L'amélioration du réseau des Espaces Services

Afin de renforcer la proximité avec ses clients, Lydec a rééquilibré le réseau des Espaces Services selon les densités respectives des territoires. Le nombre des Espaces Services partenaires de Lydec a atteint 154 sites à fin 2012.

•> La relève des compteurs par PDA (Personal Digital Assistant)

Les releveurs de Lydec ont tous été dotés de PDA. Ces appareils transmettent, à distance et en temps réel, les données de la relève, au moyen d'une connexion 3G. Ils incluent également des fonctionnalités, telles que la prise de photos, qui permettent de signaler rapidement aux équipes d'intervention les anomalies constatées sur les compteurs. L'utilisation d'un tel équipement contribue à renforcer l'efficacité des tournées de relève et la réactivité des interventions auprès des clients.



Chiffres clés 2012

Centre de Relation Clientèle

Près de

590 000

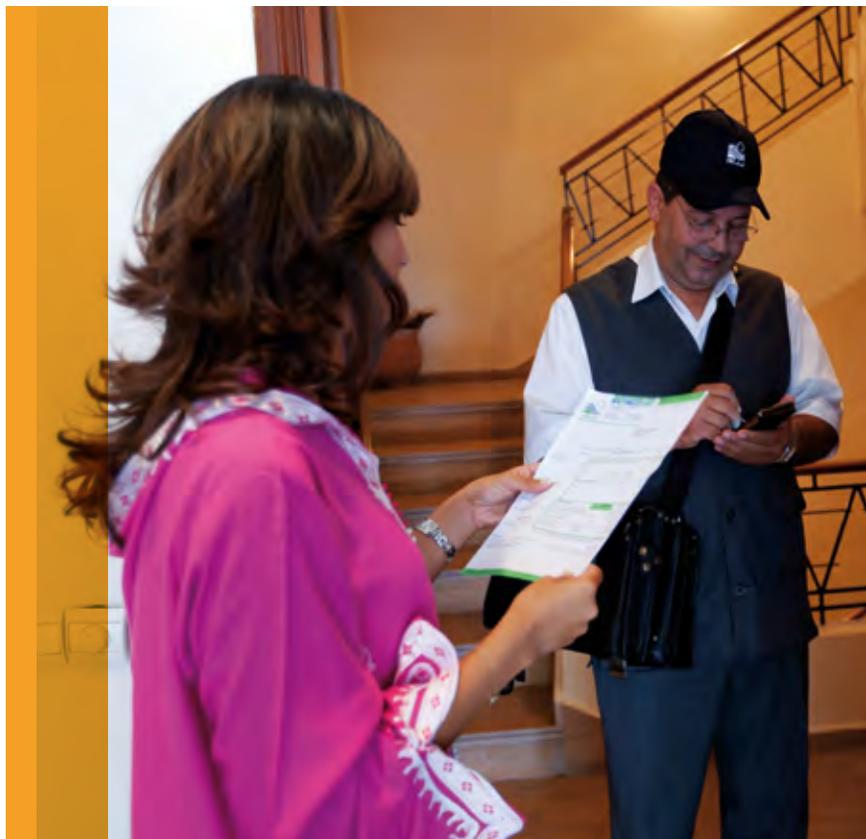
appels ont été traités par le CRC
(1 600 appels par jour en moyenne)

Canaux de paiement des factures



Consommation des clients Grand Public en eau et électricité

- > 58% des clients ont consommé moins de 8 m³ par mois, avec une facture mensuelle maximale de 43 Dh, redevances fixes, TVA et timbre fiscal inclus.
- > 39,3% des clients ont consommé moins de 100 kWh par mois, avec une facture mensuelle maximale de 113 Dh, redevances, TPPAN (Taxe pour la Promotion du Paysage Audiovisuel National), TVA et timbre fiscal inclus.



•> La diffusion d'un Guide Client dans les agences

Un guide pratique et pédagogique a été mis à la disposition des clients dans l'ensemble des agences de Lydec.

Ce livret détaille l'ensemble des services proposés, décrit les procédures à suivre pour toutes les démarches (s'abonner, régler sa facture, suivre ses consommations, contacter un conseiller, déposer une réclamation...), et donne divers conseils utiles.

Améliorer la qualité de service par une efficacité opérationnelle accrue

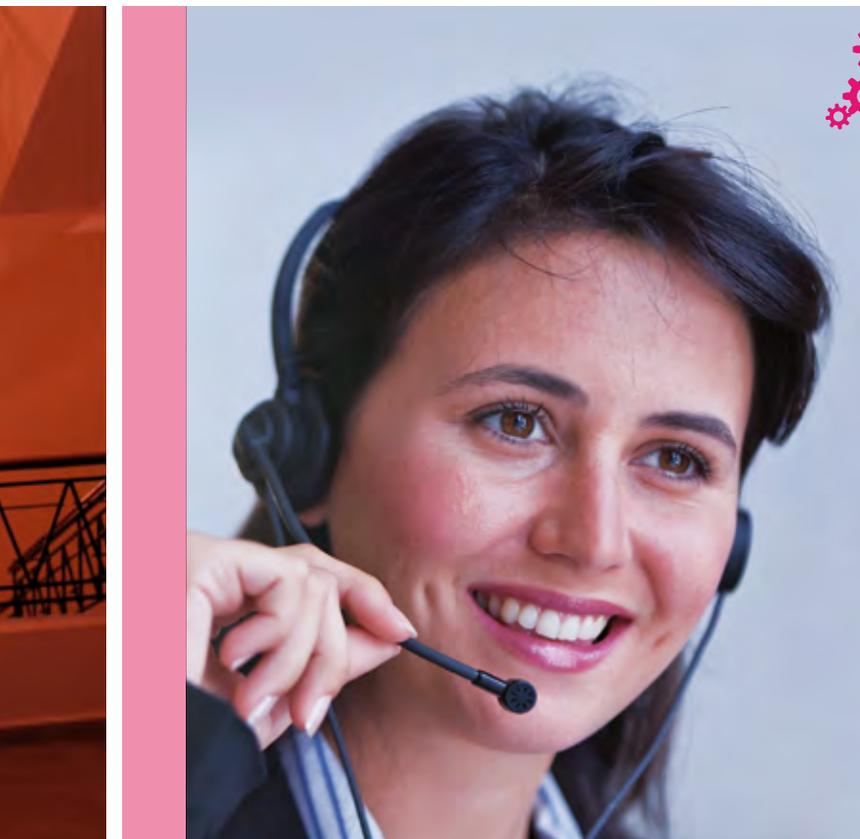
Dans le cadre de l'amélioration continue de ses services, Lydec a mis en place plusieurs projets structurants au cours de l'année 2012 :

•> Amélioration de la gestion des demandes et des réclamations au niveau du Centre de Relation Clientèle (CRC)

Afin de simplifier les échanges internes et d'augmenter la capacité de prise en charge des appels des clients, Lydec a basculé son dispositif téléphonique d'un système analogique à un système numérique.

Par ailleurs, depuis 2012, les équipes concernées répondent également en arabe aux courriers de réclamations reçus dans cette langue.

- > Rattachement, dans la base de données, des références géographiques des clients aux postes de distribution publique
Pour optimiser l'efficacité de ses interventions en cas d'incident électrique, Lydec a procédé au rattachement, dans la base de données clients, de l'ensemble des références géographiques des clients aux postes de distribution publique.



Innovation

La télérelève des compteurs d'eau pour les clients industriels

Initié en 2011 puis testé en 2012, le projet de télérelève des compteurs d'eau s'appuie sur une technologie de communication radio VHF longue portée qui permet au client de suivre à distance et en temps réel ses consommations d'eau. Considérée comme une première au Maroc, cette nouvelle solution technique sera déployée progressivement au cours de l'année 2013.

Pour rappel, la télérelève des compteurs d'électricité a été mise en place en 2009 auprès des grands clients industriels. Au vu de son succès, Lydec a étendu ce service à près de 1 000 clients gros consommateurs d'électricité Basse Tension (utilisant des compteurs dont la puissance est supérieure à 100 ampères).



Cette mesure permet aux agents de terrain d'intervenir encore plus efficacement en cas d'interruption de la fourniture électrique et de limiter l'impact de ces interruptions sur les clients.

•> **Construction d'un référentiel d'adresses partagées**

Lydec s'est dotée d'un système d'adresses unique, fiable et accessible depuis toutes les applications, en standardisant la désignation des adresses de Casablanca et de Mohammedia dans la base de données clients. Ce dispositif permet d'accroître la rapidité des interventions auprès des clients.

Consolider le dispositif d'écoute des clients

En 2012, dans le cadre de son nouveau projet d'entreprise Synergies 2020, Lydec a entrepris de réaliser une écoute de toutes ses parties prenantes. Lydec a tout d'abord procédé à l'évaluation de son dispositif de mesure de la satisfaction des clients. Suite à l'audit mené, une trentaine d'enquêtes de satisfaction ont été réalisées auprès de 20 000 clients. Ces enquêtes ont mis en évidence un taux de satisfaction moyen de la qualité de service (hors facteur prix) de 74%.

En complément de ce baromètre, Lydec a réalisé des études qualitatives (focus groups ou réunions de groupes) ciblant toutes les catégories de clients : particuliers, professionnels, grandes entreprises, administrations... Cette approche a permis d'analyser plus finement leurs perceptions vis-à-vis de l'entreprise et de ses services, et de préciser leurs attentes en terme de qualité de service.

Ressources humaines

Valoriser et développer les compétences métiers

En 2012, Lydec a multiplié les actions afin de conforter les savoir-faire de l'entreprise, développer les compétences et fidéliser les talents.

Chiffres clés 2012



Renouvellement de la certification des plateformes pédagogiques de Travaux Sous Tension (TST)

Lydec est la seule entreprise d'Afrique dont le centre de formation a obtenu la certification TST (Travaux Sous Tension), délivrée par l'organisme français SERECT. Renouvelée en 2012, cette certification constitue une reconnaissance internationale de la qualité des formateurs TST et des plateformes électriques pédagogiques de Lydec. 11 formateurs internes ont décroché la certification TST à date d'aujourd'hui.

Dynamiser la politique de recrutement

Anticipant sur les évolutions de ses métiers, Lydec prévoit de recruter 500 personnes d'ici 2017 pour accompagner son développement, le renouvellement de ses équipes et le rééquilibrage de sa pyramide des âges. Les recrutements nécessaires sont concentrés sur les métiers opérationnels de l'entreprise qui nécessitent des compétences techniques spécifiques.

Le plan de recrutement 2013-2017 conforte la place de Lydec comme recruteur de premier plan dans le Grand Casablanca.

Par ailleurs, pour réussir la montée en puissance de son 4^{ème} métier, Lydec a recruté et formé 82 agents dédiés à l'éclairage public en 2011/2012.

de ses salariés et les savoir-faire spécifiques développés dans ses différents métiers.

Pour mieux préparer la relève, notamment dans les fonctions critiques, Lydec mise sur trois leviers, renforcés en 2012 :

- > la constitution d'un « vivier de talents » : ces collaborateurs bénéficient de parcours personnels diversifiés permettant l'amélioration de leur employabilité ;
- > le renforcement de la fonction du « tutorat » au sein de l'entreprise, essentiellement pour les postes techniques opérationnels (identification des bénéficiaires et tuteurs potentiels, définition des missions pédagogiques, formation des tuteurs...) ;
- > la mise en place de programmes de « formation-insertion » pour faciliter l'intégration des jeunes recrues, via des modules spécialement conçus pour les doter des techniques qui leur

Renforcer et formaliser le transfert des savoirs

La réussite de Lydec repose notamment sur le professionnalisme

permettront d'appréhender plus facilement les métiers de l'entreprise. En 2012, 86 jeunes recrutés ont bénéficié de ces formations.

Gérer les compétences et les talents

Pour favoriser le développement professionnel de ses collaborateurs, Lydec a mis en place une démarche « Compétences » qui consiste à définir des perspectives

Adapter l'offre de formation aux enjeux de développement

Afin de maintenir une démarche « Compétences » adaptée à ses enjeux de développement, Lydec a entièrement renouvelé cette année son offre de formation pour l'orienter davantage vers les activités cœurs de métier, et y intégrer également les exigences des activités récentes de l'entreprise (éclairage public, stations d'épuration...).

De nouvelles plateformes ont également été réalisées (notamment pour les métiers de l'eau potable) afin de développer l'offre de formation technique du CFP.

Renforcer le dialogue social

En novembre 2012, Lydec a conclu avec les partenaires sociaux une charte de mobilité afin de renforcer la mobilité interne au sein de l'entreprise. Cette charte définit les conditions, droits

La démarche volontariste de santé et sécurité au travail chez Lydec se traduit également par des formations, des audits de chantiers et diverses actions de nature à sensibiliser les acteurs à l'importance du sujet.

Bien qu'opérant dans des domaines à risques élevés, les résultats en matière de sécurité sont en amélioration continue. Les taux de fréquence et de gravité des accidents enregistrés à fin 2012 s'améliorent par rapport



Innovation

La formation capitalisation et transfert de savoir-faire

Lydec a mis en place un nouveau cursus de formation destiné aux experts Lydec. L'objectif est de consolider les compétences techniques des collaborateurs qui possèdent une expertise métier spécifique, non capitalisée à aujourd'hui, et devant être transmise aux jeunes recrutés. Après avoir bénéficié de cette formation orientée « atelier de production », les formateurs-experts ont eux-mêmes élaboré plusieurs modules de formation tout en bénéficiant d'une formation pédagogique. A Lydec, la formation des formateurs est indispensable pour pérenniser les compétences métiers au sein de l'entreprise et pour répondre aux besoins de formation spécifiques des différentes entités.



d'évolution à ses salariés sur la base de leur potentiel et savoir-faire et leur offrir des formations adaptées aux besoins de l'entreprise.

En 2012, plus de 490 collaborateurs issus des métiers de la clientèle et des métiers de l'exploitation eau et assainissement ont bénéficié de cette démarche.

Pour les collaborateurs non cadres, Lydec a développé des programmes spécifiques de mise à niveau des compétences afin de favoriser leur accessibilité au collège cadre.

S'agissant des cadres, Lydec a poursuivi sa démarche de gestion de carrières, par la tenue régulière de ses revues de cadres par direction et d'entretiens de carrières individuels, afin d'identifier les profils à haut potentiel, développer leurs compétences et les fidéliser. Cette démarche a permis la constitution d'un vivier de talents régulièrement mis à jour ainsi que d'un plan de succession dédié aux fonctions les plus critiques.

Ce projet a aussi permis à Lydec de consolider une équipe de formateurs internes compétents et qualifiés.

Lydec a par ailleurs mis en place de nouveaux modules de formation tels que le cycle « Management de projets » afin d'uniformiser les pratiques de management de projet et les aligner sur les standards internationaux. 36 cadres appelés à travailler en mode projet ont bénéficié de cette formation en 2012. Un autre cursus a été spécialement conçu et déployé à l'intention des ordonnanceurs et des responsables de l'ordonnancement.

Enfin, en collaboration avec Suez Environnement et l'Office International de l'Eau, le Centre de Formation et de Perfectionnement (CFP) de Lydec a lancé en 2012 un projet de remise à niveau des plateformes techniques pédagogiques. Ces dernières sont utilisées pour la formation de techniciens spécialisés.

et devoirs de chaque acteur (collaborateur, manager, fonction RH et partenaires sociaux) dans le processus de mobilité interne.

Un protocole d'accord relatif au corps des releveurs a également été conclu avec les partenaires sociaux. Ce protocole a porté sur les conditions d'exercice du métier de releveur et sur les dispositions liées à la prise de relève.

Assurer la santé et la sécurité : obtention de la certification OHSAS 18001

Lydec a toujours inscrit parmi ses priorités majeures le respect et la promotion des règles de santé et sécurité au travail. Dans ce cadre, elle a engagé en 2012 une démarche de certification OHSAS 18001 et NM 00.5.801 (Norme Marocaine). L'audit de certification a reconnu la qualité du Système santé et sécurité au travail de l'entreprise.

à 2011, cumulant une baisse de plus de 87% depuis le début du contrat en 1997.

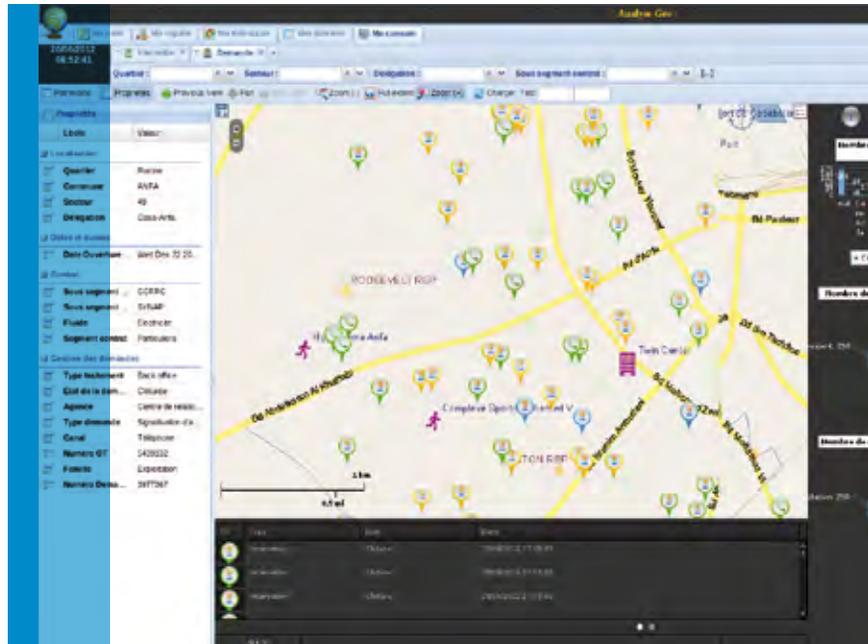
Ecouter les collaborateurs

En 2012, dans le cadre de son nouveau projet d'entreprise Synergies 2020, Lydec a lancé une vaste opération d'écoute auprès de l'ensemble de ses collaborateurs. 92% des salariés de Lydec y ont participé. Cette étude a permis d'établir une cartographie précise des attentes des collaborateurs de l'entreprise et d'identifier des points forts et des axes de progrès, pleinement intégrés dans les projets stratégiques RH.

Système d'Information

Au service des ambitions stratégiques de l'entreprise

Obtention de la certification ISO 27001 du Système de Management de la Sécurité de l'Information, développement de nouvelles fonctionnalités et de nouveaux services aux clients : le système d'information confirme en 2012 sa capacité d'innovation et d'accompagnement des ambitions stratégiques de Lydec.



Elever ses exigences en matière de sécurité de l'information

Lydec dispose d'un système d'information intégré, gérant les fonctions administratives et métiers de la société. En 2012, la mise en place d'un Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI), destiné à sécuriser le management des données de l'entreprise, a été achevée. La reconnaissance de la qualité des processus mis en place par Lydec a été sanctionnée par l'obtention, en décembre 2012, de la certification ISO 27001.

Dans le cadre de cette certification, une analyse et un traitement approfondis des risques SI ont été menés.

Lydec est la deuxième grande entreprise marocaine à obtenir cette certification délivrée par AFNOR et IMANOR. C'est aussi le premier distributeur à avoir obtenu cette distinction à l'échelle du groupe GDF Suez.

Améliorer le Système d'Information Géographique pour un meilleur service aux clients

Lydec dispose d'un système de gestion de l'information géographique qui peut venir en support à tous les métiers. Il permet potentiellement de reporter sur une carte toutes les informations relatives à l'entreprise, à ses ouvrages, à ses clients et à ses actes métiers en temps réel.

Associé à la géolocalisation des ressources sur le terrain, cet outil de suivi permet d'optimiser les procédures de travail, d'accroître la réactivité de l'entreprise et de générer des gains de productivité importants ;

- le sous-système de supervision en temps réel a aussi été déployé sur les 250 appareils pré-localisateurs utilisés par Lydec pour la détection des fuites.

Dans le cadre des projets de conduite des réseaux et des installations de Lydec, 140 appareils de mesure de pression et de débit ont été installés sur le réseau d'eau potable et 50 locaux techniques de Lydec ont été équipés d'une centaine de capteurs de température et de détection d'inondation.

Il permet d'assurer une haute disponibilité et continuité de service, ainsi qu'une montée en puissance rapide en cas de crise. Lydec a également renforcé la sécurité par la mise en place d'un réseau APN, ce qui permet de déployer les applications mobiles (relève, encaissement, recouvrement...) en toute sécurité.

La performance du système de facturation a en outre été améliorée grâce à l'utilisation de techniques



Innovation

Gestion clientèle

En 2012, l'application mobile de Lydec disponible pour les smartphones les plus répandus (iPhone, Android, et BlackBerry) a reçu le « Trophée de l'Innovation » de Suez Environnement. Cette application permet le paiement en temps réel des factures de Lydec, présente sur une carte géographique le réseau d'agences Lydec ainsi que les divers points de paiement (Espaces Services, Guichets Automatiques Bancaires), donne un accès direct aux pages Lydec sur les réseaux sociaux Facebook, Twitter et YouTube, et permet à tout habitant du Grand Casablanca de poster une anomalie constatée sur le terrain ou une réclamation.

A la fin de l'année 2012, le système existant a été complété de deux autres sous-systèmes géographiques :

- le sous-système « Console d'ordonnancement » qui permet de suivre en temps réel sur une carte géographique les opérations des différents métiers. Toutes les interventions des agents sur le terrain peuvent être reportées géographiquement et en temps réel sur la carte, ainsi que leur état d'avancement. Les appels des clients vers le Centre de Relation Clientèle apparaissent également au fur et à mesure sur la console. Un autre exemple concerne les tournées des relevés : chaque anomalie de lecture ou de comptage peut être instantanément transmise au back-office.

Ces instruments étant aujourd'hui tous représentés sur une carte, dès que l'un d'eux détecte une éventuelle fuite, les services techniques sont immédiatement alertés.

Accélérer le programme de télérelève

Le projet de télérelève des compteurs d'électricité s'est poursuivi en 2012. Plus de 900 compteurs Basse Tension ont été installés chez les clients patentés et semi-industriels, grands consommateurs d'électricité. En ce qui concerne la télérelève des compteurs d'eau, le site pilote du projet a démarré en 2012 auprès de 200 clients, pour tester la technologie de communication radio VHF.

Optimiser et protéger les services IT

Outre le développement des nouveaux projets, Lydec a arrêté la nouvelle architecture de ses bases de données clientèle et technique. Cette architecture renforce le niveau de consolidation de ces bases et permet de faciliter les opérations d'abonnement ou de résiliation des contrats sur tout le territoire de la gestion déléguée. Des passerelles entre les bases technique et clientèle ont été créées. Pour assurer la continuité et la disponibilité de l'informatique et des télécoms, Lydec a mis en place un nouveau système de réplication.

Par ailleurs, l'entreprise a déployé un nouveau dispositif télécom à destination du Centre de Relation Clientèle.

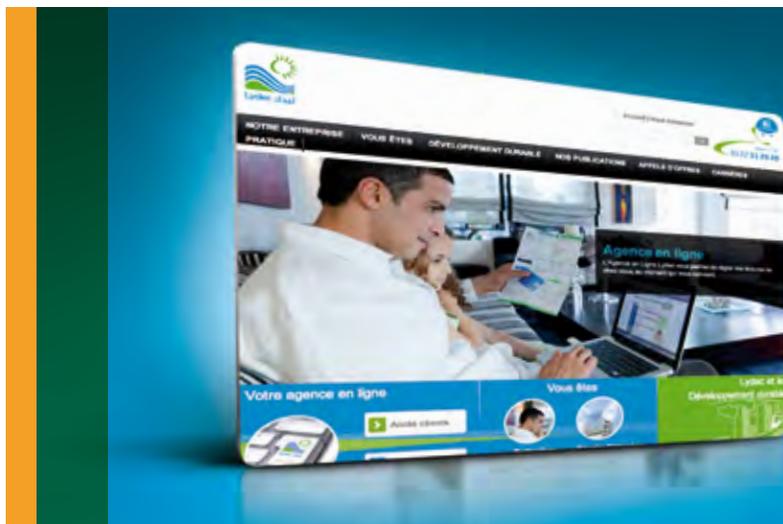
innovantes, telles que les « séries chronologiques » des faits.

La nouvelle loi 09-08 relative à la protection des données personnelles est entrée en vigueur au Maroc le 15 novembre 2012. Pour s'y conformer, Lydec a remis à la Commission nationale de la protection des données personnelles les déclarations relatives à l'ensemble des traitements de données automatisés et sollicité les autorisations préalables nécessaires pour l'utilisation des données sensibles.

Enfin, pour pouvoir traiter le flot de données terrain, de plus en plus volumineux, et supporter le système de collaboration, une nouvelle matrice de stockage a été acquise en fin d'année.

Maintenir la dynamique du dialogue

Guidée par une volonté de transparence et d'échange, Lydec poursuit sa stratégie de communication. En 2012, d'importantes opérations ont été réalisées en externe et en interne afin de maintenir le dialogue et la proximité avec les différentes parties prenantes.



Communication externe

•> Renforcer la présence sur Internet

En 2012, Lydec a procédé à la refonte de son site Internet institutionnel. Vitrine de ses activités, ce nouveau site web a été repensé pour faciliter l'accès des utilisateurs à l'ensemble des informations utiles. Graphisme renouvelé, navigation intuitive et conviviale grâce à une ergonomie revisitée... Dans le cadre de cette refonte, l'agence en ligne a également bénéficié de nombreuses améliorations pour être plus fonctionnelle et plus simple d'utilisation.

Lydec avait été pionnière au Maroc en investissant en janvier 2011 les réseaux sociaux. L'objectif était de diversifier ses canaux de communication et d'encourager les interactions avec le public. Forte de l'expérience acquise dans ce domaine, l'entreprise poursuit sa politique de proximité avec les internautes. Via ses pages Facebook,

Youtube et Twitter, elle les informe au quotidien sur ses activités, leur donne la parole et répond à leurs interrogations.

•> Développer les outils de communication dédiés aux clients

Pour répondre au besoin d'information du Grand Public, les magazines « Lydec & Vous » de l'année 2012 ont été publiés sous forme d'une édition thématique. Ainsi, chaque édition a traité de manière accessible un sujet d'intérêt pour les clients, comme la distribution de l'eau potable à Casablanca ou la facture et le système de tarification.

•> Sensibiliser les clients à la maîtrise de leurs consommations

Durant l'été, période où les consommations d'eau et d'électricité connaissent une hausse importante, Lydec a mené une campagne de communication afin de sensibiliser ses clients à la rareté des ressources.

Il s'agissait ainsi de les inviter à faire un usage rationnel de l'eau et de l'électricité. Le message de cette campagne, diffusé exclusivement en langue arabe, était « L'eau et l'électricité sont des ressources précieuses, consommons-les avec sagesse ! ».

Le dispositif de communication a inclus des messages radio, un affichage dans les agences clientèle Lydec et dans les 154 Espaces Services partenaires dans le Grand Casablanca. Des autocollants et des badges ont également été distribués aux clients dans les agences. Par ailleurs, plusieurs dizaines de véhicules Lydec ont été habillées aux couleurs de la campagne pour relayer son message sur tout le territoire du Grand Casablanca.

•> Ouvrir davantage l'entreprise sur les médias et les élus

Au cours de l'année, Lydec a ouvert les portes de ses chantiers et de ses infrastructures à divers médias.

Les journalistes ont ainsi été invités à découvrir et comprendre les enjeux environnementaux de projets et d'ouvrages d'envergure, tels que le Système Anti-Pollution du littoral Est de Casablanca, la station d'épuration de Médiouna ou le laboratoire d'analyses des eaux (Labelma). Lydec entretient une relation régulière avec les médias pour informer le public de ses nouveaux projets ou de leur état d'avancement, des techniques

•> **Sensibiliser sur les projets des différentes entités**

Dans le cadre de la préparation à la certification ISO 27001, une large campagne de communication interne a été menée pour sensibiliser les collaborateurs et leur expliquer le rôle et la responsabilité de chacun dans l'amélioration et la réussite du système de sécurité de l'information. Différents supports ont été utilisés à cette occasion : affichage

•> **Contribuer à la dynamique interne de l'entreprise**

Soucieuse de faire agir et interagir ses collaborateurs en permanence, Lydec poursuit ses actions d'animation interne. A ce titre, le blog interne de Lydec est un outil d'information continue, qui permet aux collaborateurs de s'informer quotidiennement sur l'actualité de leur entreprise. C'est aussi un support interactif. Les collaborateurs peuvent contribuer à sa dynamique en commentant

•> **Mobiliser sur le développement durable**

Lydec a organisé sa 2^{ème} Semaine du Développement Durable du 1^{er} au 9 octobre 2012. Elle a ainsi vécu 7 jours au rythme de l'évènement, chacun étant consacré à l'un des 7 enjeux du Plan d'Actions Développement Durable de l'entreprise. Les collaborateurs ont pu découvrir les différentes actions menées par Lydec pour le développement durable. De nombreuses activités leur ont été



innovantes qu'elle utilise dans l'exercice de son activité. En parallèle, Lydec poursuit activement ses actions de proximité avec les élus et les autorités. Tout au long de l'année, elle a organisé des rencontres d'information et d'échange avec les élus et les autorités des différents arrondissements du Grand Casablanca. Objectif : entretenir le dialogue avec ses partenaires et leur expliquer ses activités et son fonctionnement.

Communication interne

•> **Accompagner le nouveau projet d'entreprise : Synergies 2020**

Le nouveau projet d'entreprise Synergies 2020 a vu le jour au cours du second semestre 2012. Etant donné son ampleur, le projet Synergies 2020 a bénéficié d'un accompagnement en communication tout au long de ses différentes phases.

interne, pop-ups, articles sur le blog interne... Une chanson populaire marocaine a même été revisitée pour devenir l'hymne de la campagne.

Autre opération d'envergure menée en 2012 : la campagne concernant la santé et la sécurité au travail, en vue de l'obtention de la certification OHSAS 18001. Cette campagne avait pour objectif de sensibiliser les collaborateurs aux différents risques qui guettent la santé et la sécurité au sein de l'entreprise. Ainsi, plusieurs capsules vidéo mettant en scène les risques majeurs au travail ont été diffusées sur le blog interne. Un livret sur le Système de Management de la santé et la sécurité au travail, ainsi que des fiches « Risques » ont été édités et diffusés. Le dispositif a été complété par des affiches, des flash-infos et des articles publiés sur le blog interne.

les articles, en proposant des sujets ou en participant aux divers quiz, jeux-concours et autres animations ponctuelles. Par ailleurs, plusieurs centaines de collaborateurs ont participé en 2012 aux conférences internes de Lydec. Depuis leur création en 2008, ces événements internes périodiques permettent de partager l'information et l'expertise au sein de l'entreprise et de promouvoir, notamment, la culture des métiers. Ils sont animés par des experts de Lydec et du groupe Suez Environnement intervenant à Casablanca, ainsi que par des intervenants externes. Enfin, en 2012, une centaine de collaborateurs a été distinguée par le prix d'excellence Imtiaz. Lancé en 2011, ce prix récompense régulièrement les collaborateurs ayant fait preuve d'innovation, d'esprit d'initiative ou ayant réalisé des performances jugées exceptionnelles.

proposées : conférences, visites de chantiers, ateliers pratiques (secourisme, éco-conduite...). Le blog interne a également repris chaque thématique en diffusant des conseils pratiques à travers des vidéos de collaborateurs, des quiz éco-gestes, ainsi que des articles.

Evoluer en permanence

Satisfaction client, sécurité, efficacité opérationnelle... Pour Lydec, la qualité est un enjeu majeur. En 2012, L'entreprise s'est attelée à l'amélioration de son dispositif de gestion de crise et de la qualité de ses chantiers.



Faire progresser le Système de Management

Lydec s'inscrit dans une démarche complète de management par processus, afin d'améliorer en continu la qualité du service délivré aux clients et son efficacité opérationnelle. La surveillance du Système de Management s'exerce via des programmes d'audit qualité et sécurité, des bilans qualité et une revue annuelle du Système de Management en Comité de Direction Générale. Ainsi, plus de 15 audits qualité et sécurité internes sont menés annuellement pour garantir que le SM mis en place réponde aux objectifs fixés par l'entreprise afin de satisfaire non seulement les attentes de ses clients mais également celles de toutes les parties intéressées.

Basé sur le référentiel ISO 9001, le Système de Management de Lydec porte sur l'intégralité des activités de l'entreprise, y compris, depuis 2012, les activités liées à l'éclairage public. L'audit externe de décembre 2012, mené conjointement par IMANOR (Institut Marocain de Normalisation - Ministère de l'Industrie, du Commerce et des Nouvelles Technologies) et AFAQ AFNOR International, a confirmé la conformité du Système de Management de Lydec aux exigences de ce référentiel. Aucun écart n'a été relevé et les projets structurants engagés par la société ont été soulignés :

- > association des projets stratégiques à Synergies 2020, le nouveau projet d'entreprise de Lydec ;
- > poursuite de la simplification de la cartographie des processus pour plus de transversalité et de fluidité au service des clients ;

- > intégration du référentiel de développement durable dans le Système de Management ;
- > convergence croissante des différents systèmes de progrès (audit, contrôle interne, management des risques...) ;
- > Obtention de nouvelles accréditations et certifications : dans le domaine de la santé et de la sécurité, Lydec a obtenu en 2012 une double certification OHSAS 18001 version 2007 et la conformité par rapport à la norme marocaine NM 00.5.801. Dans le domaine de l'étalonnage, le Centre Technique de Métrologie de Lydec a obtenu une double accréditation, selon le référentiel ISO 17025, pour ses activités d'étalonnage des compteurs d'eau et d'électricité. Quant au Système d'Information Lydec, il a été certifié ISO 27001.

Améliorer les dispositions de gestion de crise

Pour une meilleure réactivité et efficacité en cas de crise, Lydec a procédé en 2012 à la revue de son processus «Gestion de crise». Ce processus fait l'inventaire des différents scénarii de crise, classés par degré de gravité, et des procédures à suivre pour une meilleure prise en charge des situations difficiles. Le système

- > maintien du niveau de mobilisation et d'entraînement des unités d'intervention, grâce à des exercices de crise.

Lydec a également renforcé les démarches d'information, auprès des collectivités locales, sur les mesures de protection de la ville en cas d'intempéries. Ainsi, des responsables de l'entreprise sont intervenus sur ce thème en décembre 2012 lors d'une session du Conseil de la ville de Casablanca.

Libérer le passage du tramway par le déplacement des réseaux

Les équipes de Lydec ont poursuivi leurs efforts pour accompagner la réalisation du tramway de Casablanca, projet structurant pour l'aménagement urbain de l'agglomération. Pour faciliter la réalisation du projet dans les délais, Lydec s'est mobilisée pour effectuer d'importants travaux

Récompenser les chantiers exemplaires

Dans le cadre de sa démarche Qualité Travaux, Lydec a mis en place en 2011 un système d'évaluation de ses entreprises sous-traitantes. En 2012, plus de 200 chantiers ont été contrôlés afin de vérifier le respect des clauses contractuelles, notamment en termes de qualité d'exécution, de sécurité, de balisage... Cette démarche vise à aider les entreprises à identifier leurs axes de progrès et à les accompagner dans la réalisation des engagements qualité.



Innovation

En juin 2012, Lydec a effectué un exercice de crise majeure dans le domaine de la distribution de l'eau. Pour les besoins de l'exercice, une casse a été simulée sur une conduite maîtresse provoquant une baisse de pression, puis des manques d'eau pour environ 1 million d'habitants sur 24 heures. D'une durée de 6 heures, l'exercice a mobilisé plus de 100 personnes dans les cellules de crise (centrales et en Directions Préfectorales), au niveau du Centre de Relation Clientèle et sur le terrain. Les résultats de cet exercice ont été partagés avec le Service Permanent de Contrôle de l'Autorité Déléguée.

permet ainsi d'anticiper les différents incidents pouvant conduire à une crise et de prendre, dès le départ, des mesures adaptées.

En 2012, pour renforcer ce dispositif, Lydec a mis en œuvre des actions complémentaires :

- > renforcement des consignes d'exploitation et mise en place de moyens alternatifs pour rétablir le service de distribution d'eau potable dans les zones à risques ;
- > poursuite de la mise en place des cellules étanches dans les postes de distribution publique en sous-sol, susceptibles d'être inondés en cas de fortes intempéries ;
- > développement de nouveaux outils et visuels facilitant le suivi des interventions terrain. Ces outils s'appuient notamment sur le Système d'Information Géographique de l'entreprise, couplé à la localisation des moyens d'intervention ;

Gérer plus efficacement les chantiers

En juin 2012, Lydec a créé la Direction Travaux afin de regrouper les unités travaux des différentes directions au sein d'une même entité et de superviser l'ensemble des travaux de Lydec, qu'ils soient réalisés par les équipes internes ou par les sous-traitants. Objectif : gérer plus efficacement les chantiers, grâce à un meilleur encadrement de la filière et une meilleure répartition des compétences, des expertises et le déploiement de solutions techniques innovantes (par exemple, la technique de terrassement sans tranchée par forage dirigé).

pour déplacer les conduites d'eau et d'assainissement situées sous le tracé du tramway. Le linéaire total de réseaux déplacés au cours de cette opération s'élève à 86 km environ. Le tronçon supplémentaire, situé à Ain Diab, a été finalisé au cours du second trimestre 2012.

Lydec a également assuré l'alimentation électrique du tramway et des stations, ainsi que l'éclairage : alimentation par Moyenne Tension des 23 sous-stations électriques et alimentation par Basse Tension de 19 stations voyageurs et de 82 points de gestion du trafic. A chaque étape du projet, Lydec a mis en œuvre tous les moyens pour limiter les nuisances liées aux travaux : balisage, signalisation, installation de rampes d'accès pour les riverains... Les travaux occasionnant des interruptions de service ou une forte perturbation de la circulation ont été réalisés, de préférence, pendant la nuit.

Lydec organise par ailleurs des séminaires d'information réguliers, portant sur des thèmes variés tels que la sécurité ou les nouvelles techniques de compactage. En 2012, les collaborateurs de 30 entreprises ont participé à des formations sur les techniques de compactage. La formation sur la sécurité dans les chantiers a, quant à elle, réuni 70 agents de 20 entreprises sous-traitantes.

En parallèle à cette démarche d'évaluation, Lydec organise depuis 2011, le trophée «Ouarche Namoudaji» (chantier exemplaire) qui récompense les entreprises sous-traitantes les plus respectueuses des règles de sécurité au travail, mais également celles qui réalisent des chantiers propres et sans gêne pour les riverains. En avril 2012, 70 représentants des entreprises ont assisté à la remise des trophées de la 2^{ème} édition. Trois entreprises ont été récompensées pour leur partenariat exemplaire dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'électricité.

Développement
durable
2012





Développement durable

Des projets durables pour un meilleur cadre de vie

Les activités de Lydec concernent directement nos ressources. C'est donc naturellement qu'elle est engagée dans une dynamique de protection de l'environnement. Sa politique de développement durable, structurée et évaluée, ainsi que ses actions concrètes, donnent la mesure de son engagement. Leur finalité : améliorer le cadre de vie des habitants du Grand Casablanca.



Une politique de développement durable structurée

Lydec joue un rôle structurant au sein de la collectivité. De par ses métiers, les biens et services essentiels qu'elle gère, son ancrage territorial, sa place dans l'agglomération de Casablanca et ses valeurs, Lydec place sa Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) au cœur de sa stratégie.

Ainsi, son Plan d'Actions Développement Durable (PADD) est structuré autour de 7 enjeux majeurs, déclinés en 32 objectifs et 50 actions, qui traduisent également la vision qu'a l'entreprise de son rôle dans le développement de la Région du Grand Casablanca.

Lydec accomplit sa mission au quotidien pour contribuer à :

- > une ville propre et saine ;
- > une ville qui maîtrise ses ressources et son développement ;
- > une ville fluide ;
- > une ville attractive sur le plan économique ;
- > une ville sûre ;
- > une ville attentive à sa gouvernance ;
- > une ville solidaire.

Un pilotage intégré au Système de Management

Le Plan d'Actions Développement Durable est suivi par un comité de pilotage dédié. Il a pour mission de suivre les engagements de l'entreprise, de mettre à jour ses actions et d'effectuer un reporting précis de leur avancement. Les indicateurs de progrès sont ensuite pris en compte dans le cadre du Système de Management. Le Comité d'Éthique et Développement Durable suit l'avancement du plan d'actions et la démarche développement durable.

Un engagement évalué

Lydec se soumet également régulièrement à des exercices de notation extra-financière. Ces audits indiquent des résultats conformes aux standards internationaux. Le 30 janvier 2012, Lydec a reçu le trophée «Top-performer RSE» décerné par Vigéo Maroc dans la catégorie «Droits de l'Homme, promotion de l'égalité», notamment pour son engagement en faveur de la diversité.



Des contributions concrètes

Préserver le littoral, améliorer la qualité de vie des habitants, maîtriser les ressources en eau et en énergie, donner accès aux services à des foyers défavorisés dans le cadre de l'INDH, accompagner le développement urbain de l'agglomération de Casablanca... Tous les métiers de Lydec accompagnent l'extension du Grand Casablanca et son urbanisation, en adéquation avec les enjeux nationaux en matière de développement durable.

Le plus grand projet en cours se situe dans la zone Est de Casablanca et vise la suppression des rejets directs des eaux usées en mer, afin de débarrasser les eaux littorales de toute pollution urbaine et industrielle.

Au-delà des grands projets de dépollution, les investissements réalisés par Lydec ont permis de réaliser d'importantes économies de ressources : réduction des fuites sur le réseau d'eau, avec un rendement de réseau de 75% contre 64% au démarrage du contrat ; mise en place d'équipements innovants, tels que le système d'éclairage public déclenché par horloge astronomique...

Lydec veille également à diminuer son propre impact environnemental et mobilise ses collaborateurs autour des enjeux de développement durable. Un vaste projet de maîtrise des autoconsommations lancé en 2010 a déjà permis de réaliser des économies d'eau et d'énergie, respectivement de 11 et 4%.

La consommation des fournitures au sein de l'entreprise a également été rationalisée grâce à des projets tels que « Green Act », qui permet d'économiser plus de 3 millions de feuilles de papier par an. Par ailleurs, Lydec a organisé du 1^{er} au 9 octobre 2012 la 2^{ème} édition de la Semaine du Développement Durable, pour sensibiliser ses collaborateurs aux enjeux de la RSE.

Auprès de ses clients, Lydec s'engage également et investit dans des opérations de sensibilisation à la maîtrise des consommations : en juillet et août 2012, l'entreprise a mené une vaste campagne de communication destinée à encourager tous ses clients à économiser l'eau et l'électricité.

L'entreprise travaille aussi en étroite collaboration avec les associations afin de sensibiliser les jeunes générations à la protection de l'environnement.

L'opération « Plages propres » connaît, par exemple, un succès croissant chaque année.



Le projet INDH-Inmae en chiffres

1,8 milliard de dirhams TTC d'investissement global

10 ans, durée prévisionnelle du projet

272 quartiers à raccorder

80 000 foyers – 500 000 habitants concernés

Bilan à fin 2012

- >> Opérations achevées : 20 720 foyers en service, soit 26% du projet ;
- >> Opérations en cours de travaux : 16 970 foyers en cours de raccordement, soit 21% du projet ;
- >> Opérations en appel d'offres : 5 140 foyers, soit 6% du projet ;
- >> Opérations en attente de lancement : 36 650 foyers, soit 46% du projet ;
- >> Opérations en étude : 1 020 foyers, soit 1% du projet.

Projet INDH-Inmae, l'accès aux services de base pour tous

Dans le cadre de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain, Lydec a lancé en 2005 le projet INDH-Inmae. Il concerne les foyers situés dans certains quartiers défavorisés du Grand Casablanca.

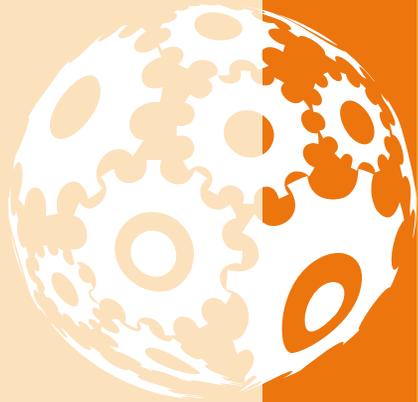
Le projet INDH-Inmae repose sur le principe du raccordement à domicile aux services d'eau potable, d'assainissement liquide et d'électricité des foyers vivant dans les quartiers d'habitat insalubre, dont les Autorités ont décidé le maintien sur place.

Les Autorités valident au préalable les opérations (périmètre, convention, liste des bénéficiaires...) et Lydec met en place un accompagnement clientèle dédié. Le projet bénéficie d'un cadre de financement spécifique reposant sur une contribution des bénéficiaires à hauteur de 2 000 Dh TTC par service, avec des facilités de paiement pouvant aller de 4 à 7 ans (le reliquat des travaux étant subventionné).

Il prévoit également que l'Autorité Délégante exonère ces opérations du règlement des participations et que Lydec supporte les coûts de gestion du projet.

L'année 2012 a été marquée par :

- >> la finalisation de l'opération Lahraouiyine Nord portant sur 9 400 foyers, pour un investissement total de 167 MDh TTC. L'achèvement du projet est prévu au 1^{er} trimestre 2013 ;
- >> le lancement des travaux sur le programme prioritaire de la province de Nouaceur, concernant 16 000 foyers répartis sur 41 quartiers dont l'investissement évalué à 316 MDh TTC est réparti entre des subventions des communes (100 MDh), une subvention de la région du Grand Casablanca (50 MDh), et une subvention du Ministère de l'Intérieur (FALEEU) à hauteur de 50 MDh ;
- >> le lancement des travaux sur le programme complémentaire de la Préfecture d'Aïn Chock, portant sur 2 330 foyers répartis sur 8 quartiers.



Synergies

2020

Insuffler une nouvelle dynamique à mi-parcours du contrat

Ecouter ses parties prenantes, innover, réfléchir à l'adaptation de son modèle : en 2012, Lydec a évalué sa stratégie et repensé ses acquis, dans une démarche participative impliquant l'ensemble de ses parties prenantes.



Entreprise de service public œuvrant au service de 5 millions d'habitants, Lydec doit s'adapter en permanence aux nouveaux enjeux de la Wilaya du Grand Casablanca.

Depuis le début de sa mission de gestion déléguée, Lydec a été confrontée à de nombreux défis. Il a fallu rapidement mettre à niveau les infrastructures pour répondre aux besoins des habitants et accompagner en parallèle la forte croissance de la région du Grand Casablanca.

Très tôt, Lydec prend conscience de ces enjeux et de la responsabilité qu'implique sa mission de service public. Des projets d'entreprise voient successivement le jour : Vision 2002, Massira 2007 et Vision 2015. Chaque nouveau projet s'inscrit dans la continuité du précédent tout en y apportant les ajustements nécessaires.

En 2012, à mi-parcours de son contrat de gestion déléguée, Lydec a dressé un bilan de ses actions et repensé sa stratégie.

Le rythme d'urbanisation s'accroît de plus en plus, ce qui engendre de nouvelles problématiques sociales et environnementales. Ces dernières vont se traduire, en termes d'infrastructures, par de nouveaux challenges techniques et financiers.

Dans ce contexte, l'entreprise doit continuer à répondre à une demande croissante en ressources et, en parallèle, poursuivre la modernisation de ses services pour répondre aux attentes de ses clients. Lydec doit aussi, plus que jamais, rester à l'écoute de l'ensemble des parties prenantes, avec le souci permanent de garantir transparence et bonne gouvernance.

C'est ainsi que Lydec, sous l'impulsion de son Directeur Général, a bâti son nouveau projet d'entreprise, « Synergies 2020 » en associant toutes les parties prenantes au processus de réflexion stratégique.



Une phase d'écoute suivie d'une phase de construction

Le projet Synergies 2020 a démarré par une large écoute afin de recueillir les attentes et les perceptions de l'ensemble des parties prenantes de l'entreprise : clients, représentants de l'Autorité Délégante, élus, collaborateurs, actionnaires, fournisseurs, partenaires institutionnels ou financiers, associations...

Après l'achèvement de cette première phase d'évaluation de l'état des lieux, le projet Synergies 2020 est entré au dernier trimestre 2012 dans sa phase de construction.

Sur la base de l'ensemble des écoutes réalisées auprès de toutes les parties prenantes, le Comité de Direction Générale a mené une démarche d'analyse de l'environnement interne et externe de Lydec qui a porté, notamment, sur le diagnostic des forces et faiblesses et l'identification des opportunités et menaces.

Trois orientations stratégiques et un socle commun

Ce travail de réflexion croisée a permis de dégager trois orientations stratégiques majeures fondées sur un socle commun. Celles-ci constituent des lignes de force qui guideront les actions de Lydec pour les années à venir :

- > Etre à l'écoute et au service de tous les clients ;
- > Etre le partenaire quotidien des collectivités, de leurs habitants et de leurs représentants ;
- > Etre la référence professionnelle durable des entreprises de service public ;

En s'appuyant sur une équipe mobilisée, fière de ses métiers et qui s'adapte à son environnement.



Six enjeux majeurs

Dans le cadre de la dynamique participative du projet d'entreprise Synergie 2020, la réflexion stratégique a été étendue aux Directeurs qui, suite à divers ateliers de travail, ont fait ressortir 6 enjeux majeurs découlant des 3 orientations stratégiques :

- > **Client**
Etablir une relation de confiance avec l'ensemble des clients à travers la proximité et les offres de service ;
- > **Ressources humaines**
Développer et valoriser les compétences, mobiliser les énergies et l'intelligence collectives au service de la stratégie de Lydec ;
- > **Image et Culture d'entreprise**
Etre perçue et reconnue comme une entreprise proche, citoyenne et innovante, dotée de l'excellence opérationnelle ;
- > **Responsabilité Sociétale de l'Entreprise**
Renforcer l'ancrage territorial à travers un engagement plus actif dans les actions de développement durable ;

•> Contrat de gestion déléguée

Faire évoluer le contrat en vue de répondre aux problématiques liées au financement des investissements et de se préparer à l'harmonisation du périmètre ;

•> Excellence opérationnelle

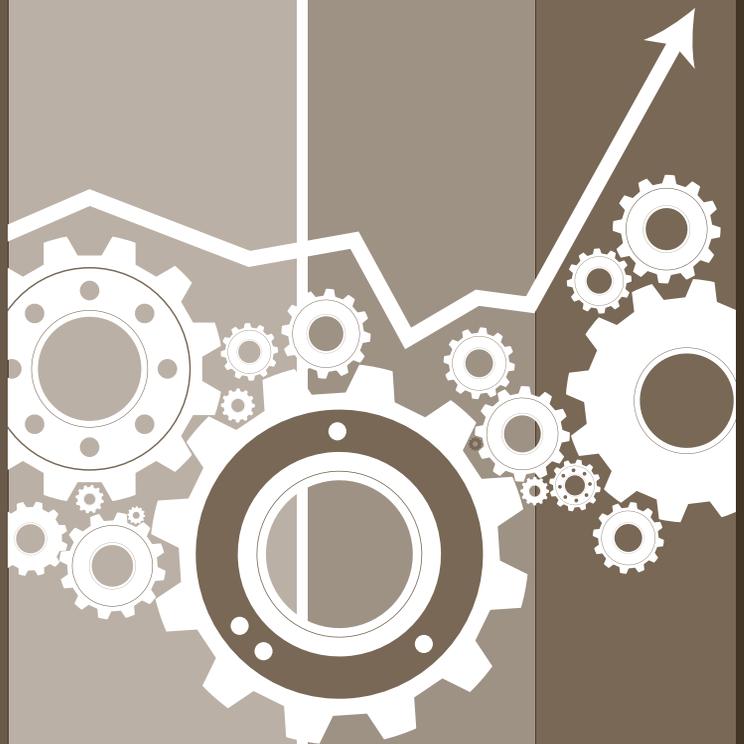
Favoriser l'innovation permanente et encourager la recherche tout en harmonisant les pratiques et en mesurant la performance des métiers.

Des projets concrets

L'élaboration du projet d'entreprise Synergies 2020 s'est enrichie au fur et à mesure de son partage en interne avec l'ensemble de l'encadrement de Lydec.

En effet, des séminaires de travail ont été programmés pour permettre aux cadres de l'entreprise de décliner les orientations stratégiques et les enjeux qui leurs sont associés en projets concrets pour répondre aux défis auxquels Lydec doit faire face. Ce travail collaboratif a permis de définir 32 projets stratégiques.

Rapport
financier
2012





Faits majeurs

Maintien du rythme de croissance des volumes distribués avec respectivement +3,3% pour l'électricité et +2,5% pour l'eau potable

Les ventes de Moyenne Tension aux industriels progressent de +3,3% par rapport à 2011 sous l'effet du lancement de nouveaux projets d'urbanisation et du développement de la ville de Casablanca (notamment la mise en service du tramway et l'activité du Morocco Mall).

Les ventes de Basse Tension s'affichent en hausse de +3,3% par rapport à 2011 du fait de l'effet combiné de l'augmentation du nombre de clients (+2%) et de la progression de la consommation unitaire par client (+1%) ayant notamment profité de conditions climatiques favorables en début d'année.

Les volumes de vente eau affichent une croissance moyenne de +2,5% portée principalement par l'augmentation continue du nombre de clients particuliers (+4% sur l'exercice). Ces effets volumes favorables sont néanmoins atténués par un recul des ventes eau aux industriels (-9,7% par rapport à 2011) principalement dû à une baisse du niveau d'activité chez certains clients industriels.

Progression du prix moyen de vente électricité

Le prix moyen de vente électricité est en augmentation de +0,9% par rapport à 2011 bénéficiant de la révision tarifaire 2010 obtenue en décembre 2011 par prélèvement sur le reliquat électricité (22 MDh).

A la clôture des comptes de l'exercice 2012, Lydec restait dans l'attente de la mise en œuvre de la révision économique 2011 (droits à révision

du PMV nés de l'évolution des indices composant la formule de révision des prix et de l'activation du coefficient de compensation volumétrique) ainsi que des décisions concernant les droits à compensation suite à la revalorisation des salaires et de certaines indemnités du personnel statutaire décidée par les Autorités en mai 2011.

Evolution contrastée des rendements de réseau

Le rendement réseau électricité se maintient à 93,2% au niveau constaté à fin décembre 2011.

Le rendement réseau eau est en retrait par rapport à l'exercice 2011 à 75% (-0,5 point) en raison des nombreux travaux de voirie qui ont perturbé le fonctionnement des réseaux de distribution.

Arriérés Collectivités

Lydec, la Commune Urbaine de Casablanca (CUC) et la Direction Générale des Collectivités Locales ont signé en date du 31 décembre 2012 un protocole d'accord pour l'apurement des arriérés relatifs à la consommation d'eau et d'électricité et aux travaux de la CUC arrêtés au 31 décembre 2012. Ce protocole prévoit :

- > l'apurement des arriérés de la CUC (300 MDh de consommations fluides et 28 MDh de travaux) selon un échancier étalé sur 4 ans à partir du 1^{er} avril 2013 ;
- > l'engagement pris par la CUC de veiller à la non-reconstitution de nouveaux arriérés envers Lydec (inscription dans le budget annuel des crédits nécessaires au paiement des consommations et des redevances) ;
- > l'accompagnement de la CUC par Lydec dans un programme de maîtrise de l'énergie.

Audit de la Gestion Déléguée au titre de la période 1997-2006

En date du 10 février 2012, Lydec a reçu une lettre de notification de l'Autorité Déléguée lui demandant le versement d'une somme de 546 MDh et des redressements comptables pour un montant de 892 MDh comme conséquence des conclusions du rapport d'audit de la gestion déléguée sur la période 1997-2006.

Le 20 octobre 2011, après avoir procédé à la relecture contradictoire des rapports des auditeurs, Lydec avait réfuté l'ensemble des points soulevés dans un dossier de réponses détaillé adressé à l'Autorité Déléguée.

Le 15 février 2012, Lydec avait réaffirmé cette position dans un courrier officiel adressé à l'Autorité Déléguée contestant sur la forme comme sur le fond l'ensemble des conclusions de ce rapport. La plus grande partie des observations de l'audit porte sur des sujets antérieurement réglés dans le cadre de la révision des conditions techniques et économiques du contrat de gestion déléguée lancé en 2006 et conclu en 2009 par la signature d'un avenant au contrat avec l'Autorité Déléguée.

En avril 2012, Lydec a par conséquent demandé une expertise indépendante sur les conclusions du rapport d'audit de la ville. Cette expertise réalisée par un cabinet international indépendant pour les aspects comptables et financiers, appuyée par une analyse juridique par un cabinet d'avocats sur certains points spécifiques, a confirmé la position de Lydec et a été transmise à l'Autorité Déléguée le 31 octobre 2012. Lydec a par la suite proposé la tenue de réunions d'échanges dans le cadre des dispositions prévues par le contrat de gestion déléguée.

* Le rendement de réseau mesure le rapport entre les volumes d'eau distribués ou utilisés pour la consommation propre du délégataire et les volumes amenés (achetés ou produits).

Résultats financiers



Croissance du Chiffre d'Affaires de +4,4% par rapport à 2011

Les ventes de fluides progressent de 3,8% à 5 292 MDh principalement sous l'effet de la croissance des volumes.

Le chiffre d'affaires travaux et les autres produits s'inscrivent en augmentation de +8,3% à 737 MDh tirés par l'évolution des travaux d'infrastructure financés par le fonds de travaux.

Stabilité de l'Excédent Brut d'Exploitation à 863 MDh

La marge totale constituée de la marge de distribution (chiffre d'affaires sur ventes de fluides moins achats aux producteurs) et de la marge sur les autres activités (travaux remboursables, location et entretien de compteurs, peines et soins sur travaux réalisés pour le fonds de travaux, autres produits) s'élève à 2 073 MDh, en croissance de +3,9% par rapport à 2011.

L'inflation des charges d'exploitation (+2,1% hors effet année pleine des revalorisations des salaires et de certaines indemnités décidées par les autorités en mai 2011) et l'augmentation des redevances telles que prévues contractuellement sont compensées par l'augmentation de la marge totale sur l'année 2012.

Léger repli du Résultat d'Exploitation à 461 MDh

Sous l'effet du niveau record d'investissements financés par le Délégataire en 2012 (626 MDh y compris charges indirectes) et de l'augmentation des amortissements en découlant, le résultat d'exploitation se replie de 1,8% à 461 MDh.

Progression du Résultat Net à 274 MDh

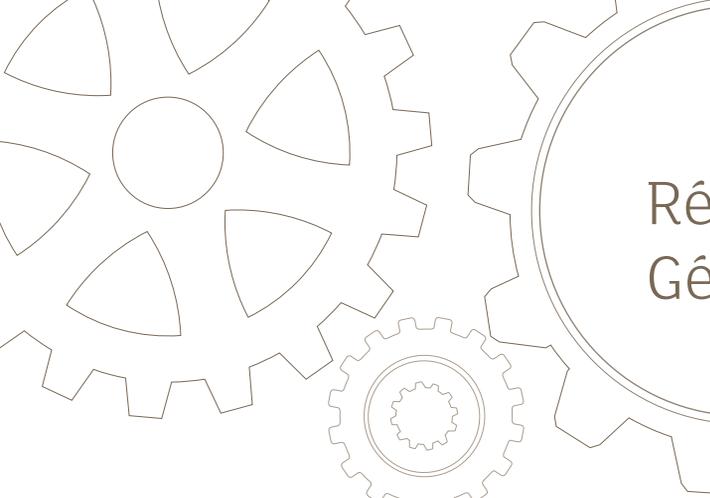
Le résultat net s'élève à 274 MDh en augmentation de +18,5% par rapport à 2011 (+5% déduction faite de la provision exceptionnelle pour risques

constatée en 2011 concernant le dossier de l'audit de la Ville sur la période 1997-2006). Pour rappel, le résultat non courant 2011 intégrait également les charges relatives aux revalorisations salariales sur exercices antérieurs décidées par les Pouvoirs Publics (21 MDh).

Croissance du Free Cash Flow et maîtrise de l'endettement net

Le free cash flow s'élève à 97 MDh, en hausse de 15 MDh par rapport à 2011. Sur l'exercice 2012, la capacité d'autofinancement reste supérieure au niveau d'investissements financés par le Délégataire et le besoin en fonds de roulement continue de s'améliorer grâce aux efforts portés sur la réduction des créances clients.

L'endettement net s'élève à 1 074 MDh pour un ratio endettement net/ EBE de 1,24.



Résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire

Première résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport du Conseil d'Administration sur sa gestion durant l'exercice 2012 et le rapport des commissaires aux comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012, après avoir examiné les états financiers au 31 décembre 2012, approuve ces rapports, le bilan et les comptes de l'exercice 2012 tels qu'ils sont présentés et desquels il résulte un bénéfice net de + 274 254 278,18 MAD ainsi que toutes les opérations et les mesures traduites par lesdits comptes ou résumées dans lesdits rapports.

Deuxième résolution : approbation du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article 56 de la loi n°17/95 relative aux sociétés anonymes.

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées par l'article 56 de la loi n°17/95 relative aux sociétés anonymes, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

Troisième résolution : affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'Administration décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2012 ainsi qu'il suit :

-> soit bénéfice net de l'exercice 2012	Dh +	274 254 278,18
-> 5% à la réserve légale (plafonnée à 10% du capital social)	Dh -	0,00
-> Solde	Dh +	274 254 278,18
-> Report à nouveau	Dh +	405 345 581,66
-> Bénéfice distribuable	Dh =	679 599 859,84
-> À distribuer à titre de dividendes (à raison de 22,5 Dh par action)	Dh -	180 000 000,00
-> Solde affecté en report à nouveau soit	Dh +	499 599 859,84

L'Assemblée générale ordinaire annuelle décide du paiement des dividendes à compter du 10 juillet 2013.

Quatrième résolution : quitus s'il y a lieu aux administrateurs

L'Assemblée Générale Ordinaire, donne au Conseil d'Administration quitus entier, définitif et sans réserve de sa gestion pour l'exercice 2012.

Cinquième résolution : quitus s'il y a lieu aux commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus au cabinet Mazars représenté par Monsieur Abdou DIOP et au cabinet Ernst & Young représenté par Monsieur Bachir TAZI de leur mandat de commissaire aux comptes pour l'exercice 2012.

Sixième résolution : renouvellement du mandat des commissaires aux comptes

L'Assemblée Générale Ordinaire renouvelle le mandat du cabinet Mazars représenté par Monsieur Abdou DIOP qui accepte, pour les exercices 2013, 2014 et 2015.

L'Assemblée Générale Ordinaire renouvelle le mandat du cabinet Ernst & Young représenté par Monsieur Bachir TAZI qui accepte, pour les exercices 2013, 2014 et 2015.

Septième résolution : quitus s'il y a lieu aux administrateurs démissionnaires

Monsieur Jean-Pierre ERMENAULT, ayant démissionné de sa fonction d'administrateur en date du 20 février 2013, l'Assemblée générale ordinaire donne en tant que besoin, à cet administrateur, quitus de sa gestion au titre de la période s'étalant du 21 juin 2012 au 20 février 2013.

Monsieur Fabrice ROSSIGNOL, ayant démissionné de sa fonction d'administrateur en date du 20 février 2013, l'Assemblée Générale Ordinaire donne en tant que besoin, à cet administrateur, quitus de sa gestion au titre de la période s'étalant du 03 juin 2009 au 20 février 2013.

Huitième résolution : ratification de la cooptation d'un nouvel administrateur

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte et ratifie la cooptation, en qualité d'administrateur, effectuée par le Conseil d'Administration en date du 20 février 2013 de :

Monsieur Pierre-Yves POULIQUEN, dirigeant au sein de Suez Environnement de nationalité française, né à Tours le 24/11/1963 titulaire du passeport n°09AP23113 demeurant 25 rue Pasteur, 78220 Viroflay- France.

Neuvième résolution : pouvoirs en vue de formalités légales

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs à Madame Catherine LEBoul-PROUST de nationalité française, née le 01/07/1969 à Romilly-sur-Seine, demeurant à Casablanca 14 rue Ristinga – CIL – Casablanca, titulaire du passeport n°08DA973192, et à toute personne qu'elle substituera pour effectuer toutes formalités d'enregistrement, de dépôt, de publicité ou autres prévues par la loi ou besoin sera.



Rapport général des commissaires aux comptes

(Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012)

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé à l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Lydec S.A., comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC), relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2012. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant MAD 1.572.071.610 dont un bénéfice net de MAD 274.254.278,18.

Responsabilité de la Direction

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la

présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse, cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Lydec au 31 décembre 2012 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les deux points suivants :

- > Suite au transfert de la gestion du régime des retraites du personnel de la gestion déléguée de la Caisse Commune des Retraites (CCR) au RCAR, Lydec se trouve au 31 décembre 2012 avec une créance d'un montant net de MMAD 102 correspondant à la différence entre les cotisations perçues et les pensions versées. L'Avenant de la révision du Contrat de Gestion Déléguée en date du 11 mai 2009 précise que l'Autorité de tutelle procédera à la recherche de ressources auprès de l'Etat pour

contribuer à l'apurement de cette situation et ce, en conformité avec les décisions des commissions techniques de suivi du 17 décembre 2003 et du 24 décembre 2004.

- > En 2011, Lydec a reçu le rapport définitif de l'audit diligenté par la gestion déléguée pour la période de 1997 à 2006. Ce rapport fait ressortir un montant de redressement total de MMAD 1 438 dont un versement par Lydec de MMAD 546 et des redressements comptables des comptes de MMAD 892.
- > Lydec a contesté l'ensemble des redressements soulevés dans ce rapport d'audit en expliquant notamment qu'une grande partie des redressements mentionnés par le dit rapport a été traitée dans l'avenant au contrat de gestion déléguée signé en mai 2009. Le 31 octobre 2012, Lydec a transmis à l'Autorité Déléguante une expertise indépendante qui analyse les points relevés par l'audit de la ville et confirme la position de Lydec.
- > À aujourd'hui, des démarches sont en cours avec l'autorité déléguante afin de poursuivre les procédures prévues dans le cadre des dispositions du contrat de gestion déléguée en pareille situation.

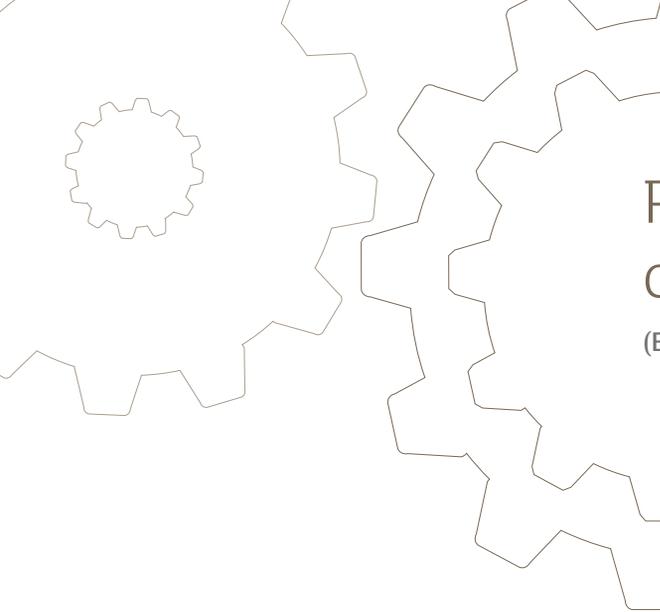
Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 21 février 2013
Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
Bachir TAZI
Associé

MAZARS Audit et Conseil
Abdou DIOP
Associé



Rapport spécial des commissaires aux comptes

(Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012)

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 et son décret d'application.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE

→ Convention écrite de prestations de supervision d'installations techniques avec COFELY

• **Personnes concernées :** COFELY Maroc, filiale de GDF Suez, actionnaire majoritaire de Suez Environnement, elle-même actionnaire majoritaire de Lydec.

• **Objet et date de la convention :** L'objet de cette convention signée le 20 avril 2012 est de bénéficier des compétences professionnelles

et d'outils informatiques auprès de Cofely permettant d'assurer la supervision des installations techniques des sites de Lydec à Casablanca et Mohammédia.

• **Modalités essentielles :** Montant global des prestations établi sur la base d'un bordereau de prix figurant dans le dossier d'appel d'offres : KMAD 481 (hors taxes).

• Le montant comptabilisé en charges par Lydec au titre de l'exercice 2012 s'élève à KMAD 321.

• **Sommes versées :** Un montant de KMAD 192 (TTC) a été versé en 2012 à Cofely au titre de cette convention.

→ Convention écrite de réalisation d'une étude de déplacement des réseaux liée au projet Tramway avec C3E/SAFEGE

• **Personnes concernées :** C3E, filiale de Suez Environnement, actionnaire majoritaire de Lydec.

• **Objet et date de la convention :** L'objet de cette convention signée le 13 janvier 2012 est de réaliser une étude complète de déviation des réseaux d'eau et d'assainissement dans le cadre du changement du tracé de la 1^{ère} ligne du tramway de Casablanca.

• **Modalités essentielles :** Le montant (hors taxes) de cette mission est estimé à KMAD 135 et sera payé à l'issue de la réalisation des travaux.

• Le montant comptabilisé en charges par Lydec au titre de l'exercice 2012 s'élève à KMAD 123.

• **Sommes versées :** Un montant de KMAD 147 (TTC) a été versé en 2012 à C3E au titre de cette convention.

→ Convention écrite portant sur des prestations de formation et de contrôle de conformité des candélabres avec INEOLUM

• **Personnes concernées :** INEOLUM, filiale de GDF Suez, actionnaire majoritaire de Suez Environnement, elle-même actionnaire majoritaire de Lydec.

• **Objet et date de la convention :** L'objet de cette convention signée le 17 décembre 2012 porte sur des prestations de formation et de contrôle de conformité des candélabres.

• **Modalités essentielles :** Facturation des prestations en semaines de formation et de mise à disposition des machines pour le contrôle des candélabres.

• Le montant comptabilisé en charges par Lydec au titre de l'exercice 2012 s'élève à KMAD 387.

• **Sommes versées :** Aucun montant n'a été versé en 2012 à INEOLUM au titre de cette convention.

→ Convention écrite de réalisation d'une étude de modélisation mécanique pour le projet Super Collecteur Ouest (SCO) avec NOVEC

• **Personnes concernées :** NOVEC est filiale de CDG Développement, elle-même filiale à 100% de la CDG. Lydec est filiale de Fipar Holding, elle-même filiale de CDG.

• **Objet et date de la convention :** L'objet de cette convention signée le 7 septembre 2012 porte sur la réalisation d'une étude de modélisation mécanique pour le projet Super Collecteur Ouest (SCO).

• Aucune prestation n'a été réalisée sur l'exercice 2012.

• **Sommes versées :** Néant.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTÉRIEURS ET DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

-> Convention écrite de mise à disposition de personnel avec Suez Environnement

• **Personnes concernées :** Suez Environnement représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE, Président du Conseil d'Administration de Lydec.

• **Objet et date de la convention :** L'objet de cette convention signée le 17 décembre 2008 est de définir les conditions générales dans lesquelles Suez Environnement ou une de ses filiales accepte de mettre du personnel expatrié à la disposition de Lydec, à la demande de cette dernière.

• **Modalités essentielles :** Les salariés bénéficient d'une rémunération principale versée au Maroc par Lydec. Un complément de rémunération est versé par Suez Environnement en France et refacturé à Lydec avec application de 8% de frais de gestion.

• Le montant comptabilisé en charges par Lydec au titre de l'exercice 2012 s'élève à KMAD 23.506.

• **Sommes versées :** Un montant de KMAD 12.852, hors retenue à la source, a été versé en 2012 à Suez Environnement au titre de cette convention, incluant le règlement de factures au titre des exercices précédents.

-> Convention écrite de mise à disposition de personnel avec Suez Energie Services

• **Personne concernée :** SUEZ Energie Services, filiale de GDF Suez, actionnaire majoritaire de Suez Environnement, représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE, Président du Conseil d'Administration de Lydec.

• **Objet et date de la convention :** L'objet de cette convention signée le 17 décembre 2008 est de définir les conditions générales dans lesquelles Suez Energie Services ou une de ses filiales acceptent de mettre du personnel expatrié à la disposition de Lydec, à la demande de cette dernière.

• **Modalités essentielles :** Les salariés bénéficient d'une rémunération principale versée au Maroc par Lydec. Un complément de rémunération est versé par Suez Energie Services en France et refacturé à Lydec avec application de 8% de frais de gestion.

• Aucun salarié de SUEZ Energie Services n'a été mis à la disposition de Lydec sur 2012. Par conséquent, Lydec n'a comptabilisé aucune charge au titre de cette convention.

• **Sommes versées :** Un montant de KMAD 519, hors retenue à la source, a été versé en 2012 à Suez Energie Services au titre de cette convention.

-> Convention écrite de Gouvernance et d'Assistance Technique et Opérationnelle avec Suez Environnement

• **Personnes concernées :** Suez Environnement représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE, Président du Conseil d'Administration de Lydec.

• **Objet et date de la convention :** L'objet de cette convention signée le 17 décembre 2008 porte sur la Gouvernance et l'Assistance Technique et Opérationnelle de Lydec dans les domaines de l'environnement et de l'énergie pour les besoins du contrat de gestion du service de l'eau, de l'assainissement, de l'électricité et de l'éclairage public de la Wilaya du Grand Casablanca.

• **Modalités essentielles :**
- La rémunération de l'assistance technique forfaitaire est calculée par application du taux de 0,125% au chiffre d'affaires annuel et est répartie entre Suez Environnement, Fipar Holding et RMA WATANYA. La part de Suez Environnement représente 66,86% ;

- Assistance Technique Spécifique : Lydec verse à Suez Environnement des honoraires sur la base du nombre de jours de travail effectué par les experts ayant participé aux missions et sur la base des prix unitaires par catégorie d'expert. Ces tarifs font l'objet d'une révision annuelle telle que prévue dans ladite convention.

• Le montant comptabilisé en charges par Lydec au titre de l'exercice 2012 se détaille comme suit :

- KMAD 4.667 (hors taxes) au titre de l'assistance technique forfaitaire ;
- KMAD 3.360 (hors taxes) au titre de l'assistance technique spécifique.

• **Sommes versées :** Un montant de KMAD 5.926, hors retenue à la source, a été versé en 2012 à Suez Environnement au titre de cette convention.

-> Convention écrite de Prestations de Services entre Lydec et Fipar Holding

• **Personnes concernées :** FIPAR HOLDING représentée par M. Rachid LAAZIRI, Administrateur de Lydec.

• **Objet et date de la convention :** Cette convention signée le 2 décembre 2004 porte sur le conseil et l'assistance en matière de relations institutionnelles, en matière de gestion financière et en matière de gestion des actifs immobiliers.

• **Modalités essentielles :** La rémunération de l'assistance technique forfaitaire est calculée par application du taux de 0,125% au chiffre d'affaires annuel et est répartie entre Suez Environnement, Fipar Holding et RMA WATANYA. La part de Fipar Holding représente 16,57%.

• Le montant comptabilisé en charges par Lydec au titre de l'exercice 2012 s'élève à KMAD 1.156 (hors taxes).

• **Sommes versées :** Un montant de KMAD 1.414 (TTC) a été versé en 2012 à Fipar Holding au titre de cette convention.

•> **Convention écrite de Prestations de Services entre Lydec et RMA WATANYA**

• **Personnes concernées :**

RMA WATANYA représentée par M. Zouhair Bensaid, Administrateur de Lydec.

• **Objet et date de la convention :**

Cette convention signée le 2 décembre 2004 porte sur le conseil et l'assistance en matière de relations institutionnelles, en matière d'ingénierie financière, en matière d'assurances et en matière de gestion des actifs immobiliers.

• **Modalités essentielles :**

La rémunération de l'assistance technique forfaitaire est calculée par application du taux de 0,125% au chiffre d'affaires annuel et est répartie entre Suez Environnement, Fipar Holding et RMA WATANYA. La part de RMA WATANYA représente 16,57%.

• Le montant comptabilisé en charges par Lydec au titre de l'exercice 2012 s'élève à KMAD 1.156 (hors taxes).

• **Sommes versées :** Un montant de KMAD 2.808 (TTC) a été versé en 2012 à RMA WATANYA, au titre de cette convention, incluant le règlement de factures au titre des exercices précédents.

•> **Convention écrite de location de la propriété dite « Villa Altagracia Hovel » par Elyo devenue Suez Energie Services à Lydec**

• **Personnes concernées :** Suez Energie Services, filiale de GDF Suez, actionnaire majoritaire de Suez Environnement, représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE, Président du Conseil d'Administration de Lydec.

• **Objet du contrat :** Elyo, devenue Suez Energie Services, société du groupe Suez, et actionnaire au sein de Lydec, a donné en location à cette dernière, en vertu d'une convention signée entre les deux sociétés le 30 octobre 2001, la totalité de la propriété Villa Altagracia Hovel, située au 163, Avenue Hassan 1^{er}, Casablanca, pour une durée ferme de quatre ans, renouvelable par tacite reconduction d'année en année.

• **Modalités essentielles :** Loyer annuel de KMAD 7 314 (hors taxes), taxe d'édilité en sus à la charge de Lydec.

• Le montant comptabilisé en charges au titre de l'exercice 2012 s'élève à KMAD 7 314 (hors taxes).

• **Sommes versées :** Un montant de KMAD 8.092 (y compris la taxe d'édilité) a été versé en 2012 à Suez Energie Services au titre de cette convention.

•> **Convention écrite de prestations de services d'appui opérationnel et technique avec INEO-INFRA et INEOLUM**

• **Personnes concernées :** INEO-INFRA, INEOLUM et Lydec filiales de GDF Suez, actionnaire majoritaire de Suez Environnement, représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE, Président du Conseil d'Administration de Lydec.

• **Objet et date de la convention :**

Cette convention signée le 22 juin 2009 a pour objet la mise à disposition chez Lydec des moyens techniques et humains nécessaires à la bonne réalisation des missions qui lui ont été confiées par l'Autorité Délégante dans le domaine du service de l'éclairage public.

• **Modalités essentielles :**

Rémunération d'INEO-INFRA et INEOLUM sur la base d'un montant (hors taxes), global et forfaitaire de 8.000 euros par mois pour INEO-INFRA et KMAD 144 pour INEOLUM.

• Le montant comptabilisé en charges par Lydec au titre de l'exercice 2012 se détaille comme suit :

- KMAD 1.937 (hors taxes) par INEOLUM ;
- KMAD 1.203 (hors taxes) par INEO-INFRA.

• **Sommes versées :** Lydec a versé en 2012 au titre de cette convention :

- KMAD 1.743 (TTC) à INEOLUM ;
- KMAD 811 (hors retenue à la source) à INEO-INFRA.

•> **Convention écrite de prestations de services d'appui opérationnel et technique avec SAFEGE et C3E**

• **Personnes concernées :** SAFEGE, C3E et Lydec filiales de Suez Environnement représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE, Président du Conseil d'Administration de Lydec.

• **Objet et date de la convention :**

Cette convention signée le 12 décembre 2006 a pour objet la mise à disposition chez Lydec pour son bureau d'études de deux ingénieurs conseils SAFEGE/C3E spécialisés dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

• **Modalités essentielles :**

Rémunération de SAFEGE et C3E sur la base du temps effectivement travaillé par les experts et selon les prix unitaires portés en annexes de la convention.

Les parties conviennent d'une révision annuelle des prix.

• Le montant comptabilisé en charges par Lydec au titre de l'exercice 2012 se détaille comme suit :

- KMAD 1.474 (hors taxes) par C3E ;
- KMAD 5.022 (hors taxes) par SAFEGE.

• **Sommes versées :** Lydec a versé en 2012 au titre de cette convention :

- KMAD 2.281 (TTC) à C3E ;
- KMAD 3.144 (hors retenue à la source) à SAFEGE.

•> **Convention écrite de prestations informatiques et télécoms avec SEOER**

• **Personnes concernées :** SEOER et Lydec filiales de Suez Environnement représentée par M. Dominique MANGIN D'OUINCE, Président du Conseil d'Administration de Lydec.

• **Objet et date de la convention :**

Cette convention signée le 31 décembre 2002 a pour objet la réalisation par Lydec pour le compte de la Société des Eaux de l'Oum Errbia des études, des consultations et des services dans les domaines informatiques et télécoms.

• **Modalités essentielles :**

Facturation annuelle détaillée par nature de prestation.

• Le montant comptabilisé en produits par Lydec au titre de l'exercice 2012 s'élève à KMAD 153 (hors taxes).

• **Sommes reçues :** Aucun montant n'a été encaissé par Lydec en 2012 au titre de cette convention.

Casablanca, le 21 février 2013
Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG
ERNST & YOUNG
37, Boulevard Mohammed VI
Casablanca - Maroc
Tél : 0522 425 425 (L.C.)
Fax : 0522 425 400
Bachir TAZI
Associé

MAZARS Audit et Conseil
MAZARS ALIYI ET CONSEIL
10, Bd Abdou Moumouni
20, Bd CASABLANCA
Tél : 0522 425 425 (L.C.)
Fax : 0522 425 400
Abdou DIOP
Associé

Comptes sociaux 2012

Bilan Actif

En DH

ACTIF	Exercice			Exercice précédent
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
I. A - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE CONCEDE	16 469 353 635,65	8 535 095 409,15	7 934 258 226,50	7 105 804 684,36
Immobilisations terminées	-	-	-	-
Immobilisations renouvelables récupérées auprès CUC	4 501 314 340,78	4 428 262 801,80	73 051 538,98	228 048 660,02
Immobilisations financées par Fonds de Travaux	1 721 352 580,19	703 391 570,96	1 017 961 009,23	921 370 557,44
Immobilisations financées par Lydec	4 701 414 959,13	2 160 951 436,46	2 540 463 522,67	2 399 029 914,31
Immobilisations financées par les tiers	1 176 481 892,52	675 932 528,75	500 549 363,77	465 051 869,83
Immobilisations reçues gratuitement	2 043 463 911,97	566 557 071,18	1 476 906 840,79	1 199 188 996,00
Immobilisations en cours	-	-	-	-
Immobilisations en cours financées par Fonds de Travaux	935 253 492,17	-	935 253 492,17	571 284 484,07
Immobilisations en cours financées par Lydec	857 732 920,38	-	857 732 920,38	723 379 808,30
Immobilisations en cours financées par les Tiers	353 229 659,27	-	353 229 659,27	419 220 898,84
Fonds de retraite	179 109 879,24	-	179 109 879,24	179 229 495,55
I. B - ACTIF IMMOBILISE DOMAINE PRIVE	6 489 682 588,52	2 978 027 354,64	3 511 655 233,88	3 253 583 668,66
Immobilisations en non valeur	362 437 118,75	335 182 706,84	27 254 411,91	33 793 001,86
Frais préliminaires	-	-	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	362 437 118,75	335 182 706,84	27 254 411,91	33 793 001,86
Prime de remboursement des obligations	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles	5 630 173 765,18	2 233 826 161,17	3 396 347 604,01	3 126 131 396,81
Immobilisations en recherche et développement	548 346,61	548 346,61	-	-
Brevet, marques, droits , et valeurs similaires	70 477 539,06	59 936 292,76	10 541 246,30	12 645 344,68
Fonds commercial	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles (financement délégataire)	5 559 147 879,51	2 173 341 521,80	3 385 806 357,71	3 113 486 052,13
Immobilisations corporelles	492 085 216,59	405 842 486,63	86 242 729,96	90 484 892,93
Terrains	-	-	-	-
Constructions	1 149 165,41	934 517,74	214 647,67	230 547,50
Matériel et outillage	239 945 805,41	188 954 259,79	50 991 545,62	56 291 769,77
Matériel de transport	49 929 529,68	42 707 709,29	7 221 820,39	3 565 084,86
Matériel mobilier de bureau	42 836 364,92	42 694 351,94	142 012,98	3 396 867,01
Matériel informatique	143 976 100,13	116 449 570,20	27 526 529,93	26 913 077,92
Autres immobilisations corporelles	14 248 251,04	14 102 077,67	146 173,37	87 545,87
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Immobilisations financières	4 986 488,00	3 176 000,00	1 810 488,00	3 174 377,06
Prêts et créances immobilisées	1 810 488,00	-	1 810 488,00	3 174 377,06
Titres de participation	3 176 000,00	3 176 000,00	-	-
Ecarts de conversion	-	-	-	-
Diminution des créances financières	-	-	-	-
Augmentation des dettes de financement	-	-	-	-
TOTAL I - ACTIF IMMOBILISE DC & DP	22 959 036 224,17	11 513 122 763,79	11 445 913 460,38	10 359 388 353,02
II. ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)				
Stocks (F)	50 038 251,50	9 227 812,32	40 810 439,18	57 989 314,14
Matière et fournitures consommables	50 038 251,50	9 227 812,32	40 810 439,18	57 989 314,14
Créances de l'actif circulant (G)	2 332 630 262,52	292 917 824,32	2 039 712 438,20	2 274 094 394,13
Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	18 974 980,99	-	18 974 980,99	35 182 786,54
Clients et comptes rattachés	1 693 530 762,24	292 917 824,32	1 400 612 937,92	1 592 549 405,71
Personnel débiteur	63 340 439,87	-	63 340 439,87	77 621 600,94
Etat débiteur	391 591 453,41	-	391 591 453,41	407 099 348,46
Comptes d'associés débiteurs	-	-	-	-
Autres débiteurs	146 323 488,07	-	146 323 488,07	146 658 693,47
Comptes de régularisation actif	18 869 137,94	-	18 869 137,94	14 982 559,01
Titres et valeurs de placement (H)	160 000 000,00	-	160 000 000,00	122 866 941,87
Bons du Trésor (Fonds de Travaux)	160 000 000,00	-	160 000 000,00	-
Placements Lydec	-	-	-	122 866 941,87
Ecarts de conversion actif circulant (I)	94 683,84	-	94 683,84	45 227,92
(Eléments circulants)	-	-	-	-
TOTAL II - ACTIF CIRCULANT (F+G+H+I)	2 542 763 197,86	302 145 636,64	2 240 617 561,22	2 454 995 878,06
III. TRESORERIE - ACTIF	-	-	-	-
Chèques et Valeurs à encaisser	93 047 291,33	-	93 047 291,33	79 563 897,89
Fonds externes	223 616 757,78	-	223 616 757,78	227 270 421,57
Banques	5 839 489,29	-	5 839 489,29	323 901 800,22
Caisses	426 157,65	-	426 157,65	397 581,74
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE ACTIF	322 929 696,05	-	322 929 696,05	631 133 701,42
TOTAL GENERAL ACTIF	25 824 729 118,08	11 815 268 400,43	14 009 460 717,65	13 445 517 932,50

Comptes sociaux 2012

Bilan Passif

PASSIF	En DH	
	Exercice Montant net	Exercice précédent Montant net
I. DROITS DE L'AUTORITE DELEGANTE (I)	7 934 258 226,47	7 105 804 684,36
Financement Fonds de Travaux	7 157 920 413,12	6 586 635 648,71
Amortissement Financement Fonds de Travaux	- 5 131 654 372,76	- 4 865 931 947,18
Financement Délégataire	5 559 147 879,51	4 972 154 649,36
Amortissement Financement Délégataire	- 2 160 673 290,40	- 1 849 744 926,75
Financement Tiers	3 573 175 463,76	3 168 328 715,00
Amortissement Financement Tiers	- 1 242 767 745,99	- 1 084 866 950,33
Fonds de retraite	179 109 879,23	179 229 495,55
Dettes de l'Autorité déléguée / RCAR	1 142 967 389,00	1 142 967 389,00
RCAR	- 1 142 967 389,00	- 1 142 967 389,00
Capitaux propres (A)	-	-
Capital Social	800 000 000,00	800 000 000,00
dont Capital souscrit non appelé	-	-
Capital appelé versé	800 000 000,00	800 000 000,00
Primes d'émission, de fusion, d'apport	-	-
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves légales	80 000 000,00	80 000 000,00
Autre réserves	-	-
Report à nouveau	405 345 581,66	357 952 804,30
Résultat net en instance d'affectation	-	-
Résultat net de l'exercice	274 254 278,18	231 392 777,36
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES (A)	1 559 599 859,84	1 469 345 581,66
Capitaux propres assimilés (B)	12 471 750,50	-
Subventions d'investissement	12 471 750,50	-
Provisions réglementées	-	-
Comptes de liaison	-	-
Dettes de financement (C)	1 385 535 681,85	1 446 344 374,71
Emprunts Obligataires	1 040 000 000,00	1 120 000 000,00
Emprunts Commerciaux	-	-
Dépôts de Garantie Clientèle	345 535 681,85	326 344 374,71
Provisions durables pour risques et charges (D)	30 000 000,00	30 000 000,00
Ecarts de conversion passif (E)	-	-
Augmentation des créances immobilisées	-	-
Diminution des dettes de financement	-	-
TOTAL I - FINANCEMENT PERMANENT (I+A+B+C+D+E)	10 921 865 518,66	10 051 494 640,73
II. PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)	-	-
Dettes passif circulant (F)	2 944 921 826,74	2 983 942 177,22
Fournisseurs et Comptes rattachés	1 765 898 766,06	1 765 848 426,04
Clients créditeurs, Avances et Acomptes	138 401 686,21	160 185 218,42
Personnel	57 457 009,48	55 386 241,61
Organismes Sociaux	37 833 851,15	39 158 000,05
Etat	553 173 978,62	583 212 667,68
Comptes d'Associés Créditeurs	-	-
Fonds de Travaux	106 146 305,31	98 546 649,66
Autres Créanciers	173 092 432,75	151 092 765,34
Comptes de régularisation Passif	112 917 797,16	130 512 208,42
Autres provisions pour risques et charges (G)	9 473 732,27	16 091 791,82
Ecarts de conversion passif circulant (H)	18 707,37	152 249,29
TOTAL II - PASSIF CIRCULANT (F+G+H)	2 954 414 266,38	3 000 186 218,33
III. TRESORERIE - PASSIF	-	-
Crédits d'escompte	-	-
Crédits de trésorerie	100 000 000,00	-
Banques (soldes créditeurs)	33 180 932,61	393 837 073,44
TOTAL III - TOTAL TRESORERIE PASSIF	133 180 932,61	393 837 073,44
TOTAL GENERAL PASSIF	14 009 460 717,65	13 445 517 932,50

Comptes sociaux 2012

Compte de produits et charges (hors taxes)

En DH

	Opérations			Totaux de l'exercice précédent
	Propres à l'exercice (1)	Concernant les exercices précédents (2)	Totaux de l'exercice (3) = (1)+(2)	
I. PRODUITS D'EXPLOITATION	-	-	-	-
Ventes de marchandises (en l'état)	5 268 939 700,09	23 178 941,63	5 292 118 641,72	5 116 154 983,54
Ventes de biens et services	736 565 723,19	-	736 565 723,19	660 647 112,78
Variation de stocks de produits	-	-	-	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	140 260 693,47	-	140 260 693,47	141 851 207,64
Subventions d'exploitation	-	-	-	-
Autres produits d'exploitation	-	-	-	-
Reprises d'exploitation : transfert de charges	306 350 358,31	-	306 350 358,31	261 182 366,68
TOTAL I	6 452 116 475,06	23 178 941,63	6 475 295 416,69	6 179 835 670,64
II. CHARGES D'EXPLOITATION	-	-	-	-
Achats revendus de marchandises	3 515 556 891,02	-	3 515 556 891,02	3 391 096 612,72
Achats consommés de matières et fournitures	784 838 529,33	74 000,00	784 912 529,33	729 367 264,66
Autres charges externes	253 826 485,90	113 215,35	253 939 701,25	231 294 893,00
Impôts et taxes	2 353 598,52	-	2 353 598,52	6 941 883,81
Charges de personnel	766 965 916,16	42 342,65	767 008 258,81	722 114 545,41
Autres charges d'exploitation	18 837 753,55	-	18 837 753,55	7 694 766,96
Dotations d'exploitation	671 222 146,72	-	671 222 146,72	621 186 314,58
TOTAL II	6 013 601 321,20	229 558,00	6 013 830 879,20	5 709 696 281,14
III. RESULTAT D'EXPLOITATION III = (I-II)	-	-	461 464 537,49	470 139 389,50
IV. PRODUITS FINANCIERS	-	-	-	-
Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	-	-	-	-
Gains de change	229 374,13	563,98	229 938,11	462 626,03
Intérêts et autres produits financiers	2 629 443,40	-	2 629 443,40	5 487 250,28
Reprises financières : transfert de charges	27 684 708,81	-	27 684 708,81	27 902 371,99
TOTAL IV	30 543 526,34	563,98	30 544 090,32	33 852 248,30
V. CHARGES FINANCIERES	-	-	-	-
Charges d'intérêts	70 985 274,81	-	70 985 274,81	67 901 218,64
Perte de change	379 804,55	511,62	380 316,17	637 362,19
Autres charges financières	-	735,22	735,22	31 263,47
Dotations financières	41 191,55	-	41 191,55	-
TOTAL V	71 406 270,91	1 246,84	71 407 517,75	68 569 844,30
VI. RESULTAT FINANCIER VI = (IV-V)	-	-	- 40 863 427,43	- 34 717 596,00
VII. RESULTAT COURANT VII = (III+V) (reports)	-	-	420 601 110,06	435 421 793,50
VIII. PRODUITS NON COURANTS	-	-	-	-
Produits des cessions d'immobilisations	45 738,17	-	45 738,17	34 262,00
Subvention d'équilibre	-	-	-	-
Reprises sur subvention d'investissement	-	-	-	-
Autres produits non courants	1 199 015,07	13 857 899,51	15 056 914,58	1 355 992,78
Reprises non courantes : transferts de charges	1 774 492,83	-	1 774 492,83	795 328,17
TOTAL VIII	3 019 246,07	13 857 899,51	16 877 145,58	2 185 582,95
IX. CHARGES NON COURANTES	-	-	-	-
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	27 129,75	-	27 129,75	24 140,00
Subventions accordées	-	-	-	-
Autres charges non courantes	8 619 990,02	4 401 765,71	13 021 755,73	31 594 541,33
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	-	-	-	30 000 000,00
TOTAL IX	8 647 119,77	4 401 765,71	13 048 885,48	61 618 681,33
X. RESULTAT NON COURANT X = (VIII-IX)	-	-	3 828 260,10	- 59 433 098,38
XI. RESULTAT AVANT IMPOTS XI = (VII-X)	-	-	424 429 370,16	375 988 695,12
XII. IMPOTS SUR LES RESULTATS	150 175 091,98	-	150 175 091,98	144 595 917,76
XIII. RESULTAT NET (XI-XII)	-	-	274 254 278,18	231 392 777,36
XIV. TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)	6 485 679 247,47	37 037 405,12	6 522 716 652,59	6 215 873 501,89
XV. TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)	6 243 829 803,86	4 632 570,55	6 248 462 374,41	5 984 480 724,53
XVI. RESULTAT NET (total des produits-total des charges)	241 849 443,61	32 404 834,57	274 254 278,18	231 392 777,36

Comptes sociaux 2012

Etat des soldes de gestion (ESG)

En DH

		Exercice	Exercice précédent
TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (TFR)			
1	+ Ventes de fluides	5 292 118 641,72	5 116 154 983,54
2	- Achats de fluides	3 515 556 891,02	3 374 218 785,77
I	= MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT	1 776 561 750,70	1 741 936 197,77
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	876 826 416,66	802 498 320,42
3	Ventes de biens et services produits	736 565 723,19	660 647 112,78
4	Variation de stocks	-	-
5	Immobilisations produites	140 260 693,47	141 851 207,64
III	- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE (6+7)	1 038 852 230,58	960 662 157,66
6	Achats consommés de matières et de fournitures	784 912 529,33	729 367 264,66
7	Autres charges externes	253 939 701,25	231 294 893,00
IV	= VALEUR AJOUTEE (I+II-III)	1 614 535 936,78	1 583 772 360,53
8	+ Subventions d'exploitation reçues	-	-
9	- Impôts et taxes	2 353 598,52	6 941 883,81
10	- Charges de personnel	767 008 258,81	722 114 545,41
V	= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	845 174 079,45	854 715 931,31
	= INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION (IBE)	-	-
11	+ Autres produits d'exploitation	-	-
12	- Autres charges d'exploitation	18 837 753,55	7 694 766,96
13	+ Reprises d'exploitation : transfert de charges	306 350 358,31	244 304 539,73
14	- Dotations d'exploitation	671 222 146,72	621 186 314,58
VI	= RESULTAT D'EXPLOITATION	461 464 537,49	470 139 389,50
VII	RESULTAT FINANCIER	-40 863 427,43	-34 717 596,00
VIII	= RESULTAT COURANT	420 601 110,06	435 421 793,50
IX	RESULTAT NON COURANT	3 828 260,10	-59 433 098,38
15	- Impôts sur les sociétés	150 175 091,98	144 595 917,76
X	= RESULTAT NET DE L'EXERCICE	274 254 278,18	231 392 777,36
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)			
1	RESULTAT NET DE L'EXERCICE		
	Bénéfice +	274 254 278,18	231 392 777,36
	Perte -	-	-
2	+ Dotations d'exploitation	367 815 019,07	336 478 984,39
3	+ Dotations financières	-	-
4	+ Dotations non courantes	-	30 000 000,00
5	- Reprises d'exploitation	-	-
6	- Reprises financières	-	-
7	- Reprises non courantes	-	-
8	- Produits des cessions d'immobilisations	-45 738,17	-34 262,00
9	+ Valeurs nettes d'amort. immobilisations cédées	27 129,75	24 140,00
I	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)	642 050 688,83	597 861 639,75
10	Distribution de bénéfices	184 000 000,00	180 000 000,00
II	AUTOFINANCEMENT	458 050 688,83	417 861 639,75

Tableau des titres de participation

Extrait des derniers états de synthèse
de la société émettrice

En DH

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social (en DH)	Participation au capital	Prix d'acquisition global (en DH)	Valeur nette comptable	Date de clôture	Situation nette	Résultat net	Produits d'exploitation inscrits au CPC de l'exercice
Lydec Services	Travaux eau, assainissement, électricité	3 176 000,00	100%	100	-	31 déc. 2012	2 191 030,69	483 830,64	490 000,00

Comptes sociaux 2012

Tableau de financement de l'exercice

SYNTHESE DES MASSES DU BILAN	En DH			
	Exercice (a)	Exercice précédent (b)	Variation a - b	
			Emplois	Ressources
Financement permanent	10 921 865 518,66	10 051 494 640,73	-	870 370 877,93
Actif immobilisé	11 445 913 460,38	10 359 388 353,02	1 086 525 107,36	-
→ Fonds de roulement fonctionnel (A)	-524 047 941,72	- 307 893 712,29	216 154 229,43	-
Actif circulant	2 240 617 561,22	2 454 995 878,06	-	214 378 316,84
Passif circulant	2 954 414 266,38	3 000 186 218,33	45 771 951,95	-
→ Besoin de financement global (B)	-713 796 705,16	- 545 190 340,27	-	168 606 364,89
TRESORERIE NETTE (A-B)	189 748 763,44	237 296 627,98	-	47 547 864,54

EMPLOIS ET RESSOURCES	Exercice		Exercice précédent	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE	-	-	-	-
Autofinancement (A)	-	458 050 688,83	-	417 861 639,75
Capacité d'autofinancement	-	642 050 688,83	-	597 861 639,75
Distribution de bénéfices	-	- 184 000 000,00	-	- 180 000 000,00
→ Cession et réduction d'immobilisation (B)	-	1 409 627,23	-	34 262,00
Cession d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Cession d'immobilisations corporelles	-	45 738,17	-	34 262,00
Cession d'immobilisations financières	-	-	-	-
Récupération sur créances immobilisées	-	1 363 889,06	-	-
→ Augmentation des capitaux propres assimilés (C)	-	12 471 750,50	-	-
Augmentation du capital	-	-	-	-
Augmentation des réserves	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	12 471 750,50	-	-
→ Augmentation des dettes de financement (D)	-	47 166 701,80	-	48 398 943,86
Dépôts de garantie	-	47 166 701,80	-	48 398 943,86
Emprunt à long terme	-	-	-	-
TOTAL I - RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)	-	519 098 768,36	-	466 294 845,61
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE	-	-	-	-
→ Acquisition, augmentation d'immobilisation (E)	619 228 407,22	-	552 003 956,74	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	29 813 371,61	-	38 243 348,63	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles	589 415 035,61	-	513 637 516,82	-
Augmentation d'immobilisations en cours	-	-	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	-	-	123 091,29	-
→ Remboursement des capitaux propres (F)	-	-	-	-
→ Remboursement des dettes de financement (G)	107 975 394,69	-	105 347 738,70	-
Dépôts de garantie	27 975 394,69	-	25 347 738,70	-
Emprunt à long terme	80 000 000,00	-	80 000 000,00	-
→ Acquisition d'immobilisation en non valeur (H)	8 049 195,88	-	12 672 777,54	-
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	735 252 997,79	-	670 024 472,98	-
III. VARIATION BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL	-	168 606 364,89	-	293 125 860,04
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE	-	47 547 864,54	89 396 232,67	-
TOTAL GENERAL	735 252 997,79	735 252 997,79	759 420 705,65	759 420 705,65

Etat des dérogations

INDICATION DES DEROGATIONS	Justification des dérogations	Influence des dérogations
		sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux principes des méthodes d'évaluation comptables fondamentaux		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

[Néant]

Comptes sociaux 2012

Etat des changements de méthodes

En DH

NATURE DES CHANGEMENTS	Justification des changements	Influence des changements sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		[Néant]
II. Changements affectant les modalités d'application		

Tableau des immobilisations autres que financières

En DH

DÉSIGNATION	Montant brut début de l'exercice	Augmentation			Diminution			Montant brut fin d'exercice
		Acquisition	Production par l'entreprise	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATIONS DOMAINE CONCEDE	14 727 119 013,07	1 563 124 743,34	-	706 542 058,98	-	-	- 706 542 058,98	16 290 243 756,41
Immobilisations gestion déléguée terminées	13 013 233 821,86	424 251 803,75	-	706 542 058,98	-	-	-	14 144 027 684,59
Immobilisations gestion déléguée en cours	1 713 885 191,21	1 138 872 939,59	-	-	-	-	- 706 542 058,98	2 146 216 071,82
IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS	418 142 700,36	8 049 195,88	-	-	-	- 63 754 777,49	-	362 437 118,75
Frais préliminaires	63 754 777,49	-	-	-	-	- 63 754 777,49	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	354 387 922,87	8 049 195,88	-	-	-	-	-	362 437 118,75
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 040 758 729,57	589 415 035,61	-	437 128 954,76	-	-	- 437 128 954,76	5 630 173 765,18
Immobilisation en recherche et développement	548 346,61	-	-	-	-	-	-	548 346,61
Brevet, marques	68 055 733,60	2 421 805,46	-	-	-	-	-	70 477 539,06
Autres immobilisations incorporelles (financement Lydec)	4 972 154 649,36	586 993 230,15	-	437 128 954,76	-	-	- 437 128 954,76	5 559 147 879,51
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	467 198 253,29	29 813 371,61	-	-	- 4 926 408,31	-	-	492 085 216,59
Terrain	-	-	-	-	-	-	-	-
Constructions	1 149 165,41	-	-	-	-	-	-	1 149 165,41
Installations techniques, matériel et outillage	226 956 200,96	13 094 604,45	-	-	- 105 000,00	-	-	239 945 805,41
Matériel de transport	45 316 637,49	4 828 273,30	-	-	- 215 381,11	-	-	49 929 529,68
Mobilier, matériel de bureau	41 891 429,17	1 090 587,80	-	-	- 145 652,05	-	-	42 836 364,92
Matériel informatique	137 764 149,22	10 672 326,06	-	-	- 4 460 375,15	-	-	143 976 100,13
Autres immobilisations incorporelles	14 120 671,04	127 580,00	-	-	-	-	-	14 248 251,04
Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	-	-

Ce tableau détaille les augmentations et les diminutions des immobilisations en cours d'exercice, par masse, par rubrique et par type de mouvement.

Comptes sociaux 2012

Tableau des amortissements

NATURE	En DH			
	Cumul début exercice (1)	Dotation de l'exercice (2)	Amort. sur immob. sorties (3)	Cumul d'amort. fin exercice (4) = (1) + (2) + (3)
IMMOBILISATIONS EN NON VALEUR	384 349 698,50	14 587 785,83	- 63 754 777,49	335 182 706,84
Charges à répartir sur plusieurs exercices	63 754 777,49	-	- 63 754 777,49	-
Charges à répartir sur honoraires	320 594 921,01	14 587 785,83	-	335 182 706,84
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 914 627 333,21	319 198 828,41	-	2 233 826 161,62
Immobilisation en recherche et développement	548 346,61	-	-	548 346,61
Brevet, marques, droits vet valeur similaires	55 410 389,37	4 525 903,84	-	59 936 293,21
Immobilisations financement Lydec domaine délégué	1 858 668 597,23	314 672 924,57	-	2 173 341 521,80
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	376 713 360,36	34 028 404,83	- 4 899 278,56	405 842 486,63
Terrains	-	-	-	-
Constructions	918 617,91	15 899,83	-	934 517,74
Installations techniques, matériel et outillage	170 664 431,19	18 394 828,60	- 105 000,00	188 954 259,79
Matériel de transport	41 751 552,63	1 168 522,42	- 212 365,76	42 707 709,29
Mobilier, matériel de bureau	38 494 562,16	4 341 848,03	- 142 058,25	42 694 351,94
Matériel informatique	110 851 071,30	10 038 353,45	- 4 439 854,55	116 449 570,20
Agencement, installation et aménagement	14 033 125,17	68 952,50	-	14 102 077,67
TOTAL	2 675 690 392,07	367 815 019,07	- 68 654 056,05	2 974 851 355,09

Tableau des provisions

NATURE	Montant début exercice	En DH						Montant fin exercice
		Dotations			Reprises			
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	-	-	-	-	-	-	-	
2. Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	
3. Provisions durables pour risques et charges	30 000 000,00	-	-	-	-	-	30 000 000,00	
SOUS TOTAL (A)	30 000 000,00	-	-	-	-	-	30 000 000,00	
4. Provision pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	282 733 683,09	302 145 636,64	-	-	282 733 683,09	-	302 145 636,64	
5. Autres Provisions pour risques et charges	16 091 791,82	1 261 491,01	-	-	6 146 249,28	- 1 774 492,83	9 432 540,72	
6. Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	-	-	41 191,55	-	-	-	41 191,55	
SOUS TOTAL (B)	298 825 474,91	303 407 127,65	41 191,55	-	288 879 932,37	- 1 774 492,83	311 619 368,91	
TOTAL (A+B)	328 825 474,91	303 407 127,65	41 191,55	-	288 879 932,37	- 1 774 492,83	341 619 368,91	

Comptes sociaux 2012

Tableau des créances

	En DH							
	Total	Analyse par échéance			Autres analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montant en devises	Montant sur état et organismes publics	Montant sur les entreprises liées	Montant représenté par effets
CREANCES								
DE L'ACTIF IMMOBILISE	1 810 488,00	1 810 488,00	-	-	-	-	-	-
Prêts immobilisés	1 810 488,00	1 810 488,00	-	-	-	-	-	-
DE L'ACTIF CIRCULANT	2 332 630 262,52	9 564 483,78	1 696 468 720,34	626 597 058,40	-	-	-	-
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	18 974 980,99	9 564 483,78	9 410 497,21	-	-	-	-	-
Clients et comptes rattachés (*)	1 693 530 762,24	-	1 197 154 898,48	496 375 863,76	-	-	5 468 883,41	42 862 039,97
Etat	391 591 453,41	-	391 591 453,41	-	-	391 591 453,41	-	-
Comptes d'associés	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres débiteurs	146 323 488,07	-	16 102 293,43	130 221 194,64	-	130 221 194,64	-	-
Personnel	63 340 439,87	-	63 340 439,87	-	-	-	-	-
Comptes de régularisation-actif	18 869 137,94	-	18 869 137,94	-	-	-	-	-

(*) sont considérées échues et non recouvrées les créances antérieures à 2010 (âge > 1 an)

Tableau des dettes

	En DH							
	Total	Analyse par échéance			Autres analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montant en devises	Montant sur état et organismes publics	Montant sur les entreprises liées	Montant représenté par effets
DETTES								
DU FINANCEMENT	1 385 535 681,85	1 305 535 681,85	80 000 000,00	-	-	-	-	-
Emprunts obligataires	1 040 000 000,00	960 000 000,00	80 000 000,00	-	-	-	-	-
Autres dettes de financement	345 535 681,85	345 535 681,85	-	-	-	-	-	-
DU PASSIF CIRCULANT	2 944 921 826,74	-	2 826 599 352,69	118 322 474,05	-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 765 898 766,06	-	1 762 685 839,49	212 926,57	15 998 242,62	-	75 801 923,36	15 699 543,63
Clients créditeurs, avances et acomptes	138 401 686,21	-	138 401 686,21	-	-	-	-	-
Personnel	57 457 009,48	-	57 457 009,48	-	-	-	-	-
Organismes sociaux	37 833 851,15	-	37 833 851,15	-	-	37 833 851,15	-	-
Etat	553 173 978,62	-	553 173 978,62	-	-	553 173 978,62	-	-
Comptes d'associés	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres créanciers	279 238 738,06	-	164 129 190,58	115 109 547,48	-	-	-	-
Comptes de régularisation-passif	112 917 797,16	-	112 917 797,16	-	-	-	-	-

Comptes sociaux 2012

Engagements financiers reçus ou donnés, hors opérations de crédit-bail

ENGAGEMENTS DONNES	En DH	
	Montant exercice	Montant exercice précédent
•> Avals et cautions		
Cautions bancaires au profit de l'Autorité Délégante	115 695 000	111 735 000,00
Cautions bancaires au profit de l'Administration des Douanes	8 000 000,00	9 000 000,00
Cautions bancaires au profit des Eaux et Forêts	13 447,00	7 447,00
Cautions bancaires au profit GDF SUEZ Energie Service en garantie du loyer	1 828 500,00	-
•> Engagements en matière de pensions de retraite et obligations similaires		
Engagements sociaux (couverture médicale et gratuité des services de l'entreprise au profit des retraités statutaires)	436 356 299,87	425 735 613,39
•> Autres Engagements		
Engagements contractuels d'investissements	3 797 645,25	4 015 356 492,90
TOTAL (1)	565 690 892,12	4 561 834 553,29

(1) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées

ENGAGEMENTS REÇUS	En DH	
	Montant exercice	Montant exercice précédent
•> Avals et cautions		
Garanties reçues sur contrats	380 254 793,26	295 318 921,78
•> Autres engagements		
Facilités de crédit non utilisées	691 602 000,00	803 724 000,00
TOTAL (2)	1 071 856 793,26	1 099 042 921,78

(2) Dont engagements à l'égard d'entreprises liées

Tableau des sûretés réelles données ou reçues

En DH					
Tiers créanciers ou tiers débiteurs	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
Sûretés données					
Sûretés reçues					

[Néant]

(1) Gage-hypothèque; 2 - Nantissement; 3 - Warrant; 4 - Autres; 5 - A préciser

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) - Entreprises liées, associés, membres du personnel

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

Comptes sociaux 2012

Principales méthodes d'évaluation spécifiques à l'entreprise

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

I. ACTIF IMMOBILISE

A - EVALUATION A L'ENTREE

1. Immobilisations en non-valeurs	Somme des coûts engagés pour la réalisation de ces charges
2. Immobilisations incorporelles	Total des dépenses engagées pour acquérir l'élément incorporel
3. Immobilisations corporelles	Coût d'acquisition (prix d'achat+frais accessoires)
4. Immobilisations financières	Valeur nominale

B - CORRECTIONS DE VALEUR

1. Méthodes d'amortissement	Autres immobilisations incorporelles (financement délégataire) : amortissement de caducité
	Reste du poste immobilisations : amortissement linéaire
2. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	N/A
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises

II. ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)

A - EVALUATION A L'ENTREE

1. Stocks	CUMP
2. Créances	Valeur nominale
3. Titres et valeurs de placement	Valeur nominale

B - CORRECTIONS DE VALEUR

1. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Antériorité et nature de l'actif circulant
2. Méthodes de détermination des écarts de conversion - actif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises

III. FINANCEMENT PERMANENT

1. Méthodes de réévaluation	N/A
2. Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	N/A
3. Dettes de financement permanent	Valeur d'émission de l'emprunt
4. Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Evaluation individuelle du risque
5. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises

IV. PASSIF CIRCULANT (hors trésorerie)

1. Dettes du passif circulant	Valeur nominale de la dette
2. Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	Evaluation individuelle du risque
3. Méthodes de détermination des écarts de conversion - passif	Ajustement à la date de clôture des valeurs d'entrée des dettes libellées en devises

V. TRESORERIE

1. Trésorerie - actif	Valeur nominale
2. Trésorerie - passif	Valeur nominale
3. Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	N/A

VI. ECOULEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES SUR LES VENTES

VENTES DE FLUIDES	Chiffre d'affaires facturé au titre des consommations de l'exercice
	Evaluation en fin de période de l'énergie en compteur non facturée
VENTES DE TRAVAUX	Méthode «à l'avancement» des travaux

Passifs éventuels

En date du 10 février 2012, Lydec a reçu une lettre de notification de l'Autorité Délégante lui demandant le versement d'une somme de 546 MDh et des redressements comptables pour un montant de 892 MDh comme conséquence des conclusions du rapport d'audit de la gestion déléguée sur la période 1997-2006.

La demande de versement concerne :

- > la redevance due à l'Autorité Délégante au titre de l'article 28 de la convention de gestion déléguée pour 15,7 MDh ;
- > la marge revenant à l'Autorité Délégante au titre de l'article 33 de la convention de gestion déléguée qui prévoit que « si, pour un exercice, le rapport entre l'excédent brut d'exploitation (EBE) et le chiffre d'affaires (CA) dépasse le rapport indiqué dans le tableau des projections financières du contrat pour l'exercice concerné, majoré de 10%, Lydec versera à l'Autorité Délégante 35% de ce dépassement multiplié par le chiffre d'affaires ». Les conclusions du rapport d'audit amènent ainsi les auditeurs à procéder à des reclassements majorant l'EBE et générant un montant à verser à l'Autorité Délégante de 530,7 MDh.

Les redressements comptables concernent :

- > des redressements comptables, principalement au profit des comptes de Tiers, pour 489 MDh. L'auditeur estime qu'il existe vis-à-vis de ces Tiers des dépenses non imputables ou des recettes qui doivent leur être affectées.
- > les avances faites au titre des pensions de retraite versées par Lydec aux retraités entre 1997 et 2003 en lieu et place de la Caisse de Retraite Interne. L'auditeur estimant que cette créance de 403,0 MDh ne devrait être imputée sur l'Autorité Délégante qu'avec son autorisation préalable.

Le 20 octobre 2011, après avoir procédé à la lecture contradictoire des rapports des auditeurs, Lydec avait réfuté l'ensemble des points soulevés dans un dossier de réponses détaillé adressé à l'Autorité Délégante.

Le 15 février 2012, Lydec a réaffirmé cette position dans un courrier officiel adressé à l'Autorité Délégante contestant sur la forme comme sur le fond l'ensemble des conclusions de ce rapport. La plus grande partie des observations de l'audit porte sur des sujets antérieurement réglés dans le cadre de la révision des conditions techniques et économiques du contrat de gestion déléguée lancé en 2006 et conclu en 2009 par la signature d'un avenant avec l'Autorité Délégante. A l'issue de plusieurs réunions tenues sur ce sujet sous l'égide de la Direction des Régies et des Services Concédés, Lydec a fait procéder à une expertise indépendante par un cabinet international pour les aspects comptables et financiers, appuyée par une analyse juridique par un cabinet d'avocats sur certains points spécifiques.

Le 31 octobre 2012, Lydec a transmis à l'Autorité Délégante cette expertise qui confirme la position de Lydec selon laquelle la plus grande partie des redressements mentionnés par le rapport d'audit a déjà été traitée dans le cadre de l'avenant au contrat de gestion déléguée signé en mai 2009. Dans la continuité, Lydec a proposé la tenue de réunions d'échanges dans le cadre des dispositions prévues par le contrat de gestion déléguée.

Glossaire

> A

- > **Aménageur**
Société chargée d'organiser l'espace urbain en vue de créer de nouveaux quartiers. Elle prévoit leur insertion dans l'environnement naturel et urbain, et met en place les équipements et infrastructures nécessaires aux habitants.
- > **Analyses physico-chimiques**
Analyses ayant, entre autres, pour objectif de détecter les composés chimiques qui caractérisent la qualité de l'eau potable (sels minéraux, oligoéléments...), ou ceux pouvant, au contraire, l'altérer (nitrates, métaux lourds...).
- > **Assainissement liquide**
Ensemble des moyens de collecte, de transport et de traitement des eaux usées et pluviales, avant leur rejet en milieu naturel.
- > **Autorité Délégante**
Personne morale de droit public qui confie la gestion d'un service public, dont elle a la charge, à un Délégué public ou privé, dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée.
- > **Avaloir**
Dispositif destiné à recueillir les eaux de ruissellement et à les diriger vers les égouts.

> B

- > **Bactériologie (analyses bactériologiques)**
Analyses ayant pour objectif de détecter et d'identifier les bactéries et micro-organismes pouvant être présents dans l'eau potable.
- > **Bureau Central de Conduite (BCC)**
Entité de Lydec chargée de surveiller et de gérer à distance, 24h/24, les réseaux d'eau potable, d'assainissement, d'électricité et d'éclairage public. Le BCC gère aussi le dispositif d'alerte météo.

> C

- > **Cellules étanches**
Armoire étanche qui comporte un ensemble d'équipements électriques.
- > **Centre Technique de Métrologie**
Il assure la fiabilité des équipements de surveillance et de mesure de Lydec et notamment du parc de compteurs. Il dispose de deux laboratoires pour l'étalonnage des compteurs d'eau et d'électricité.

•> Compactage

Opération mécanique de tassement des sols lors du remblaiement d'un trou ou d'une tranchée. L'objectif est de rendre le sol le plus compact possible et d'éviter, à terme, un affaissement.

•> Contrat de gestion déléguée

Convention par laquelle une autorité publique délégante donne un mandat à un opérateur délégataire en vue de gérer tout ou une partie d'un patrimoine ou d'un service public.

•> Curage

Opération consistant à nettoyer les réseaux et les ouvrages d'assainissement des déchets et sédiments qui s'y sont accumulés.

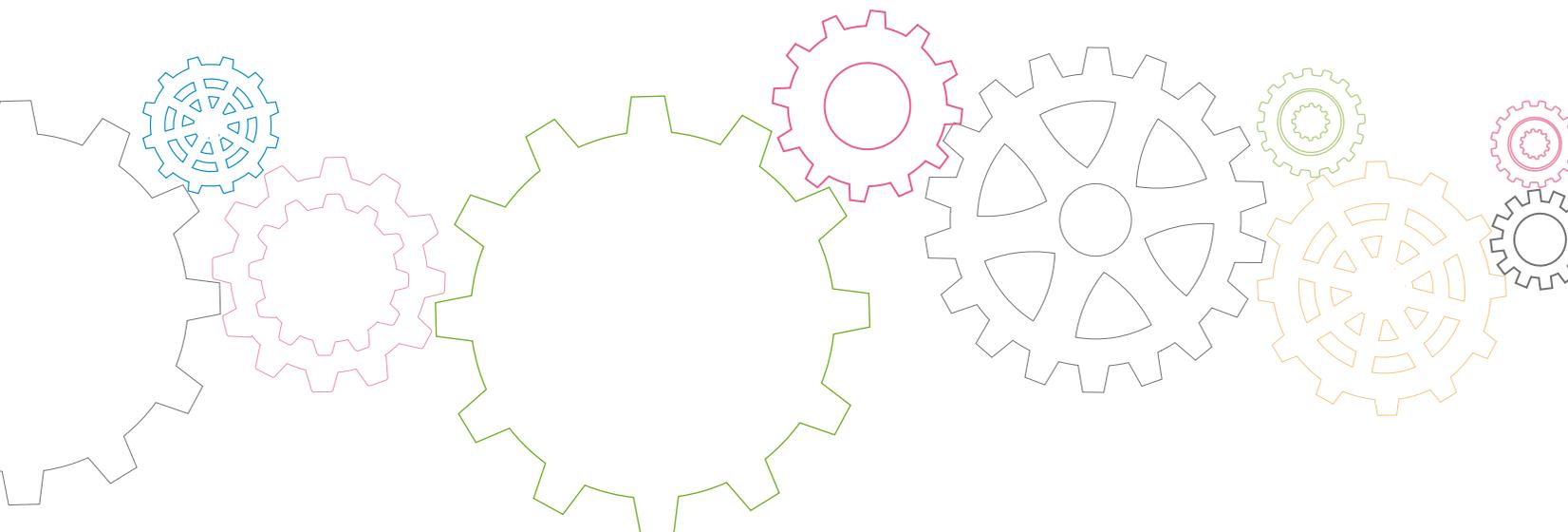
•> Curage hydraulique

Curage effectué grâce à une hydrocreuse, engin qui propulse de l'eau à haute pression dans les conduites d'assainissement pour décoller les déchets et sédiments. Ceux-ci sont ensuite collectés par pompage.

> D

•> Délégué

Personne physique ou morale de droit privé ou personne morale de droit public à qui est confiée la gestion d'un service public, dans le cadre d'un contrat de gestion déléguée.



>> **Dessableurs**

Dispositif qui permet de piéger les particules solides charriées par les eaux.

>> **Détecteur acoustique**

Système qui permet de localiser les fuites sur les conduites d'eau en mesurant les vibrations émises par les fuites. Sa conception est basée sur un capteur acoustique très sensible qui intègre un traitement électronique des bruits faibles.

> **E**

>> **Espace services**

Commerce de proximité (téléboutique, bureau de tabac, librairie, papeterie...) doté de l'enseigne «Espace Services TASSHILAT/PROXIMO» et agréé par Lydec afin d'assurer le service de paiement de ses factures.

>> **Eutrophisation**

Modification d'un milieu aquatique, avec prolifération d'algues et d'autres espèces aquatiques. Phénomène lié en général à un apport excessif de substances nutritives, telles que le phosphore ou l'azote.

> **M**

>> **MVA (Méga Volt-Ampère)**

Unité de mesure de la puissance électrique.

> **N**

>> **Niveau d'éclairage (éclairage public)**

Intensité lumineuse constatée sur une zone donnée. Il se mesure en lux.

> **P**

>> **PDA**

Personal Digital Assistant. Ordinateurs de poche pouvant faire office de terminaux numériques de communication.

>> **Poste de distribution publique**

Il constitue l'interface entre le réseau Moyenne Tension (15 et 20 kV) et le réseau Basse Tension (400 V). De par leur nombre et leur position, les postes de distribution publique jouent un rôle stratégique dans la maîtrise et la commande du réseau.

>> **Poste source**

Infrastructure du réseau électrique transformant la Haute Tension en Moyenne Tension afin d'alimenter les zones urbaines.

>> **Propriétés organoleptiques (eau potable)**

Saveur, odeur et couleur de l'eau potable.

> **R**

>> **Regard de visite**

Ouverture pratiquée dans une canalisation afin d'en permettre l'examen visuel, généralement à l'aide d'un appareil optique. Le regard de visite est aussi l'accès principal lors des travaux de maintenance ou de réhabilitation sans tranchée.

>> **Régulation de pression**

Action sur le réseau d'eau potable visant à adapter au mieux la pression aux besoins des clients, à réduire les contraintes mécaniques sur les canalisations et le débit des fuites.

> **S**

>> **Schéma directeur**

Les schémas directeurs des quatre métiers (eau, assainissement, électricité et éclairage public) sont des outils techniques permettant d'évaluer les besoins en infrastructures et en équipements pour maintenir les réseaux en bon état et accompagner le développement urbain tel que prévu par les Autorités. Le rôle de ces outils est d'anticiper les besoins en renouvellement, extension et renforcement des réseaux afin d'assurer la continuité des services.

>> **Sectorisation périodique**

Technique consistant à découper temporairement le réseau d'eau potable (à l'aide de manœuvres de vannes) en petits secteurs où les débits nocturnes seront surveillés. Elle permet de mieux cibler la recherche de fuites.

>> **Système d'Information Géographique (SIG)**

Système informatique permettant de gérer un ensemble de données en y intégrant la localisation géographique.

> **T**

>> **Taux de disponibilité (éclairage public)**

Rapport entre le nombre de points lumineux en fonctionnement et le nombre total de points lumineux.

>> **Taux de fréquence (ressources humaines)**

Indicateur annuel de la fréquence des accidents de travail dans une entreprise. Il se calcule de la manière suivante : nombre d'accidents mortels ou ayant occasionné une incapacité temporaire ou permanente de travail x 1 000 000 / nombre d'heures travaillées.

>> **Taux de gravité (ressources humaines)**

Indicateur annuel de la gravité des accidents de travail dans une entreprise. Il se calcule de la manière suivante : nombre de jours d'incapacité temporaire de travail x 1 000 / nombre d'heures travaillées.

>> **Technologie membranaire**

Nouvelle technique de traitement des eaux usées utilisant des membranes pour un meilleur filtrage des eaux.

>> **Télérelève/ Compteurs de télérelevés**

Système permettant de relever les compteurs à distance et de manière automatisée.

Pour nous contacter



Siège social et Direction Générale

Siège social

48, rue Mohamed Diouri,
B.P. 16048 - Casablanca
Tél. : 05 22 54 90 54

Direction Générale

Angle avenue Moulay Hassan I^{er}
et rue Gouraud - Casablanca
Tél. : 05 22 54 90 54

Directions Préfectorales et agences

Direction Préfectorale Casa Anfa

- > **Agence Diouri**
48, rue Mohamed Diouri
- > **Agence Moulay Hassan I^{er}**
Angle avenue Moulay Hassan I^{er}
et rue Gouraud

Direction Préfectorale Aïn Chock - Hay Hassani

- > **Agence Yacoub
El Mansour**
Boulevard Ghandi, angle
avenue Yacoub El Mansour
- > **Agence Koutoubia**
5, résidence Koutoubia,
Aïn Chock
- > **Agence Oum Errabii**
Angle boulevards Oum Errabii
et Oued Sebou

Direction Préfectorale El Fida

- > **Agence Ouled Ziane**
Route Ouled Ziane
(près de la gare routière)

Direction Préfectorale Ben M'Sick - Sidi Othmane

- > **Agence Ben M'Sick**
Dar Touzani - km 7,
boulevard Mohammed VI
- > **Agence Moulay Rachid**
Angle avenue «N»
et boulevard Akid El Allam

Direction Préfectorale Aïn Sebaâ - Hay Mohammadi

- > **Agence Aïn Sebaâ**
25, angle allées des Mûriers
et des Eucalyptus
- > **Agence Dar Lamane**
Dar Lamane - Bloc «A»
(en face du complexe sportif)

Direction Préfectorale Sidi Bernoussi

- > **Agence Sidi Bernoussi**
Angle boulevards Ben Saïd Salah
et Mokhtar Ben Ahmed
El Garnaoui
- > **Agence Sidi Moumen**
37, Hay El Ouala,
Lotissement Taliby,
Attacharouk

Direction Préfectorale Mohammedia

- > **Agence Hassan II**
52, avenue Hassan II
- > **Agence El Alia**
278, boulevard de La
Résistance - El Hassania N° 1

Autres points de contact

Vous pouvez également nous
contacter en vous connectant

sur www.lydec.ma,
sur blog.lydec.ma
ou sur les pages





www.lydec.ma • blog.lydec.ma

 [lydecnet](#) •  [lydecweb](#) •  [elydec](#)

Siège : 48, rue Mohamed Diouri - B.P. 16048 - Casablanca
Direction Générale : Angle avenue Moulay Hassan 1^{er}
et rue Gouraud - Casablanca
Tél. : 05 22 54 90 54